Montréal samedi 9 avril 2005 Le plus grand quotidien français d'Amérique 121e année no 166 214 pages 11 cahiers Ensoleillé, Max. 11 Min. 3 2 $ taxes en sus - Édition provinciale 2,10 $
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE



CHARLES ET CAMILLA

UN TRÈS LONG DIMANCHE DE FIANÇAILLES

ACTUEL PAGES 1 À 3

SPORTS
VILLENEUVE VA SE BATTRE POUR RESTER
PAGE 1

GOLF : ENCORE DE LA PLUIE POUR LES MAÎTRES
PAGE 3

CORTEO
LE NOUVEAU SPECTACLE DU CIRQUE DU SOLEIL
ARTS ET SPECTACLES
PAGES 1 À 3



SPECTACULAIRE HAUSSE DU LECTORAT DE *LA PRESSE* PAGE A2

Jean-Paul II Funérailles grandioses pour un homme simple



PHOTO LUCA BRUNO, AP

Un million de personnes et une foule de dirigeants venus du monde entier ont assisté hier matin à Rome aux obsèques grandioses de Jean-Paul II, brièvement interrompues par une partie de la foule massée place Saint-Pierre, qui a réclamé une canonisation immédiate du pape. Célébrée sur le parvis de la basilique, la messe a duré deux heures et demie. Alors que les cloches sonnaient le glas, le cercueil du pape a ensuite été porté, sous les applaudissements, à l'intérieur de la basilique, où il devait être inhumé dans la crypte. Les détails en page A31 à A33.

Scandale des commandites Alain Renaud témoigne devant la commission Gomery

RÉVÉLATIONS TROUBLANTES

Cotisation secrète de Brault au comité électoral de Chrétien

KARIM BENESSAIEH

Jean Brault aurait versé une contribution secrète de 50 000 $ au comité électoral de Jean Chrétien dans Shawinigan à l'occasion des élections de 1993.

Pour la première fois, la commission Gomery est tombée hier sur un lien financier entre le fondateur de Groupaction et l'ex-premier ministre du Canada, grâce à un témoin fort attendu : Alain Renaud. Ce lobbyiste proche du PLC aurait ouvert les portes d'Ottawa à la firme Groupaction entre 1996 et 2002, lui permettant notamment de recevoir plus de 61 millions en contrats de commandites.

M. Renaud affirme avoir rencontré officiellement Jean Brault pour la première fois le 14 novembre 1994. Les deux hommes s'étaient vaguement croisés à quelques reprises, mais jamais pour parler affaires. Ce jour-là, dans son bureau, le président de Groupaction avait manifestement confiance en son interlocuteur.

›Voir COTISATION en page A6

« Contributions politiques » au PQ pour un contrat de Télé-Québec

DENIS LESSARD

QUÉBEC – Groupaction avait reçu un lucratif contrat pour la publicité de Télé-Québec sous le gouvernement de Lucien Bouchard. Un mandat annuel de 1,3 million de dollars, obtenu en 1997, qui n'a été interrompu qu'au printemps 2002, au moment où la firme de Jean Brault s'est retrouvée sur la sellette à Ottawa.

Des ramifications nouvelles entre Groupaction et le Parti québécois ont apparu hier, en marge de la déposition d'Alain Renaud devant la commission Gomery à Montréal. Selon l'« ouvreur de portes » engagé par Jean Brault, ce dernier, désireux de décrocher des contrats à Québec, lui avait demandé de le mettre en contact avec les « bonnes personnes » au Parti québécois.

›Voir PQ en page A12

AUTRE TEXTE
La commission Gomery
pages A3 à A7

Mon clin d'oeil **STÉPHANE LAPORTE**
« Serge Savard quitte la présidence du Comité des célébrations du Canada au Québec. Pourvu qu'on ne le remplace pas par Réjean Houle. »
— Un fédéraliste qui trouve que ça va déjà assez mal de même.

SOMMAIRE

Astrologie du jour	VACANCES	20
Avis et encans	CARRIÈRES	19
Bridge	VACANCES	21
Décès	P. ANNONCES	13 à 15
Feuilleton	VACANCES	20
Forum	A	25 à 27
Grille des mordus	VACANCES	15
Horaire cinéma	CINÉMA	10 et 11
Horaire télévision	ARTS	16
Loteries	A	12
Mots croisés	VACANCES	20
Mot mystère	VACANCES	20
Observateur	VACANCES	20
Petites annonces	CAHIER PETITES ANNONCES et AFFAIRES	8
Restaurants	ACTUEL	4
Trait d'union	VACANCES	19
Jardiner	MON TOIT	15

Météo
Ensoleillé. Vents légers, maximum 11, minimum 3, plus de détails en page CARRIÈRES 20

6 21924 45678 2

Jean Charest : deux ans de confusion



DENIS LESSARD
ANALYSE
CHEF DE BUREAU DE QUÉBEC

« On doit prendre l'escalier, c'est la directive !
— Mais il y a un ascenseur juste ici...
— Je regrette, on nous a demandé de vous faire monter par l'escalier... »

Il faisait bien sombre et c'était humide dans le stationnement souterrain du Holiday Inn de la basse-ville, à Québec. Yves Séguin, perplexe, intrigué, a accepté de gravir les trois étages à pied. Dans d'autres régimes, lors d'interrogatoires serrés, les policiers s'arrangent pour que les témoins arrivent déstabilisés, s'est-il dit, amusé.

On le fait attendre dans une suite, un téléviseur fonctionne pour rien. Puis il passe dans une salle où sont assis Jean Charest et son chef de cabinet, Stéphane Bertrand. Après les civilités d'usage... il est assommé. On lui explique qu'on veut qu'il laisse les Finances, on lui offre la Justice. Hébété, il demande s'il pourra conserver tout de même le dossier du déséquilibre fiscal. En vain.

Dans les heures qui suivent, tout le ministère des Finances aura entendu l'anecdote de la bouche même du patron déchu.

›Voir CHAREST en page A14

L'ARGENT DU VATICAN
LA PRESSE AFFAIRES
PAGE 1



Évadez-vous à bas tarif.
Réservez maintenant votre séjour en Europe !
L'offre prend fin le 15 avril.
ALLER SIMPLE DE MONTRÉAL, À PARTIR DE :
MANCHESTER[1]/GLASGOW[1] 289 $ Départ du 1er mai au 15 juin 2005
SHANNON[1]/DUBLIN[1] 349 $ Départ du 17 au 30 juin 2005
Réservez sur aircanada.com. Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.
AIR CANADA
MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE
3302339A
[1]En collaboration avec British Midland, membre du réseau Star Alliance MD. Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Les tarifs sont basés sur un aller simple et ne sont accessibles qu'à l'occasion de l'achat d'un billet aller-retour. Les billets doivent être achetés au plus tard le 15 avril 2005. Dernière date de départ tel qu'indiqué. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, le supplément des frais de carburant, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 20 $, ne sont pas inclus. L'achat à l'avance peut être requis. Les tarifs sont sous réserve de l'approbation du gouvernement. Les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal peut être requis et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada ou de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz MC). MC Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada.

SPECTACULAIRE HAUSSE DU LECTORAT

La Presse : meilleure performance au Canada

Le dernier rapport sur le lectorat des quotidiens, publié la semaine dernière par NADbank[1], annonce d'excellents résultats pour *La Presse*. Avec 102 000 lecteurs de plus chaque semaine, *La Presse* est le quotidien payant qui connaît la plus forte croissance dans son marché.

Fait marquant, les succès enregistrés par *La Presse* sont d'autant plus impressionnants qu'il s'agit de la meilleure performance parmi tous les grands quotidiens au Canada.

Du lundi au vendredi, *La Presse* connaît une progression de 55 800 lecteurs (+15 %), pour un total de 420 900. Dans le même temps, le Journal de Montréal perd 32 100 lecteurs en semaine.

Cette tendance se confirme le samedi avec 80 300 lecteurs de plus (+15 %), pour un total de 601 800. Pour sa part, le Journal de Montréal régresse de 60 900 lecteurs cette journée.

Les résultats du dimanche sont encore plus significatifs alors que le nombre de lecteurs de *La Presse* dépasse celui du Journal de Montréal avec une augmentation de 78 400 (+25 %), pour un total de 391 400 lecteurs. Comparativement, le numéro dominical du Journal de Montréal est en recul de 16 200 lecteurs.

De plus, toujours selon NADbank, le nombre des lecteurs de *La Presse* âgés de 18 et 34 ans a progressé de 19 %. C'est un bond extraordinaire auprès d'un public réputé pour préférer les médias électroniques. Cet engouement des jeunes pour *La Presse* illustre comment, à titre de grand quotidien francophone national, nos initiatives ont su répondre à leurs besoins.



Guy Crevier

Cette progression remarquable confirme la pertinence de notre stratégie de développement axée sur le pari de la qualité, faisant de *La Presse* un quotidien de référence parmi les plus vigoureux au pays.

Le professionnalisme et la créativité au service de l'information

Cette progression remarquable est une source de fierté et un encouragement pour toute l'équipe qui met chaque jour son professionnalisme, son talent et sa créativité au service de l'information. Elle vient aussi confirmer la pertinence d'une stratégie de développement axée sur le pari de la qualité, faisant de *La Presse* un quotidien de référence parmi les plus vigoureux au pays.

Dans l'univers médiatique d'aujourd'hui, marqué par une concurrence de tous les instants, se trouve-t-il un autre média ayant une foi aussi profonde dans sa personnalité ? Se trouve-t-il un seul média qui se soit autant renouvelé, tant dans son contenu que dans sa forme ?

En plus de suivre quotidiennement l'actualité d'ici et d'ailleurs, nous avons la volonté de pousser plus loin notre mission en analysant l'information sous plusieurs angles, en la mettant en contexte et en la présentant à la lumière de différents points de vue. Les grandes séries publiées depuis l'automne illustrent bien les initiatives que nous avons prises en ce sens. Qui sont les 18-24 ans, l'obésité, les femmes au bord de la crise de nerfs, la réforme de l'éducation, autant de sujets qui intéressent et qui concernent nos lecteurs.

La Presse se démarque aussi en proposant une couverture internationale alimentée par son propre réseau de correspondants et d'envoyés spéciaux. Nos lecteurs peuvent ainsi profiter d'une couverture internationale réalisée par des gens d'ici pour des gens d'ici, plutôt que de se fier uniquement à la couverture des grandes agences de presse étrangères.

Curieux, attentifs, nos lecteurs ont aussi soif de se prononcer sur les sujets qui les touchent. Au cours des 12 derniers mois, nous avons reçu plus de 30 500 lettres de nos lecteurs alors que, il y a seulement trois ans, nous en comptions 3000. En offrant un maximum d'espace aux grands débats et à la diversité des opinions, la section Forum de *La Presse* est aujourd'hui une place publique, un lieu d'échange et d'idées où se croisent les opinions des spécialistes et des citoyens.

La reconnaissance de nos pairs

La qualité de l'information présentée par *La Presse* est également reconnue par de nombreuses distinctions. Depuis le début de l'année, pas moins de 11 prix et cinq nominations ont été annoncés pour *La Presse*.

La Society for News Design, qui accorde les plus hautes distinctions en design de journaux et de magazine au monde, nous a notamment attribué de nombreuses récompenses pour l'excellence de notre mise en page.

L'enquête sur les abus commis au centre Saint-Charles-Borromée, menée par André Noël, qui nous a déjà valu la plus prestigieuse récompense du journalisme canadien avec le prix Michener, a de nouveau été récompensée par le prix Judith-Jasmin. Toujours du côté de la rédaction, Sophie Cousineau a reçu le premier prix de journalisme économique et financier du Québec. Le concours canadien de journalisme, où nous nous démarquons depuis plusieurs années, a annoncé cinq nominations pour *La Presse*, nous classant ainsi au troisième rang de tous les journaux canadiens.

Merci

Au cours des dernières années, le succès de *La Presse* a été salué par de nombreux prix et souligné par des résultats performants de tirage. Mais il n'est pas de récompense plus précieuse que d'avoir des lecteurs plus nombreux, plus fidèles et plus satisfaits. Merci de votre confiance.

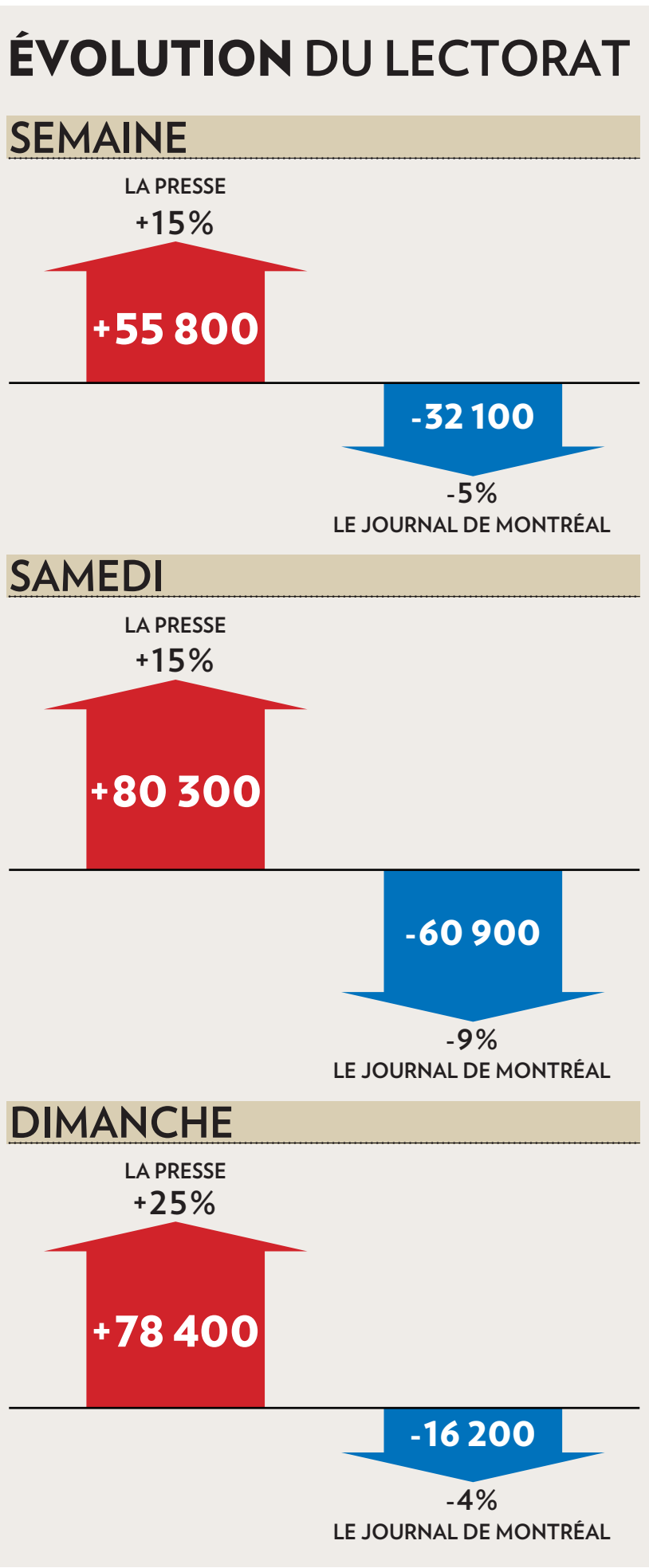
Merci aussi à tous nos partenaires, annonceurs et fournisseurs, qui contribuent à la production de *La Presse*, notamment toute l'équipe de l'usine Transcontinental Métropolitain qui imprime chaque semaine plusieurs centaines de milliers d'exemplaires de votre quotidien.

La production d'un quotidien de qualité requiert la contribution d'une multitude de services et j'aimerais profiter de cette occasion pour remercier tous les employés de *La Presse* qui y contribuent chaque jour avec talent et détermination.

Guy Crevier
Président et éditeur

1 Source : NABbank 2004, Montréal 18+ francophones — NADbank est un organisme indépendant à but non lucratif qui mesure le lectorat des quotidiens au pays.

ÉVOLUTION DU LECTORAT

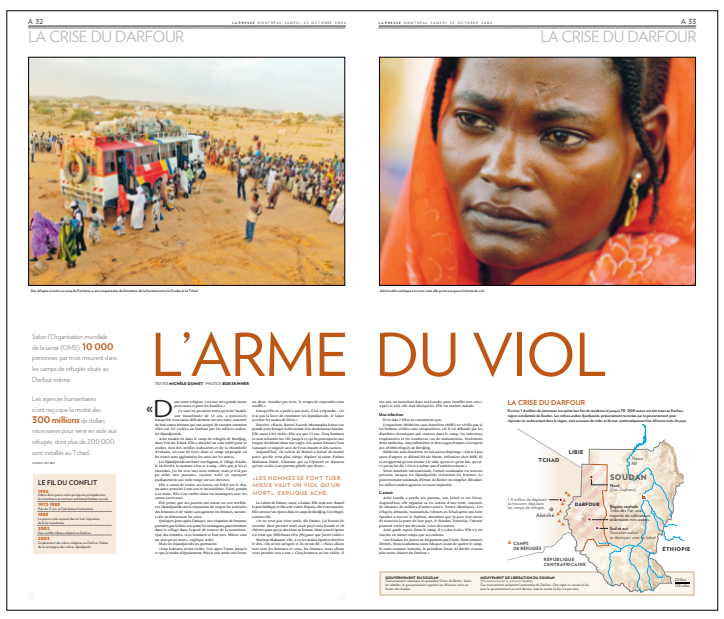


Source : NADbank 2004, Montréal 18 + francophones

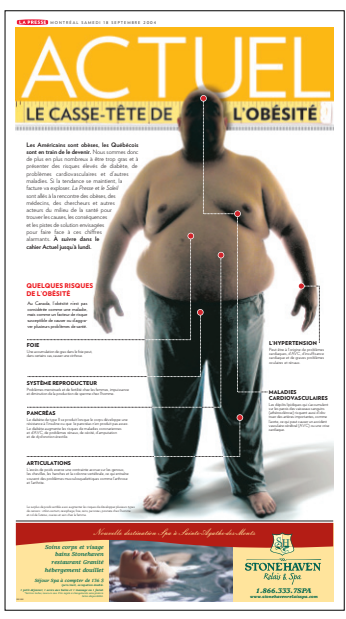
L'équipe de *La Presse* met chaque jour son professionnalisme, son talent et sa créativité au service de l'information.

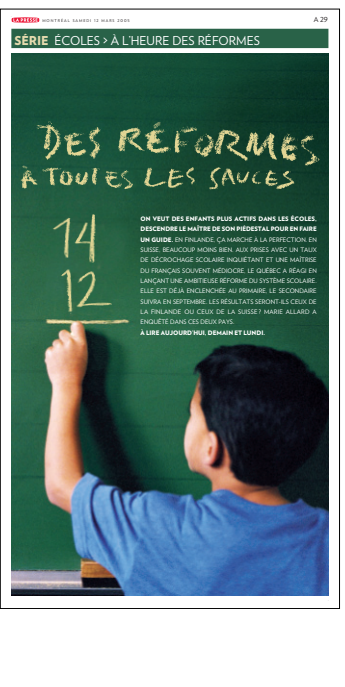




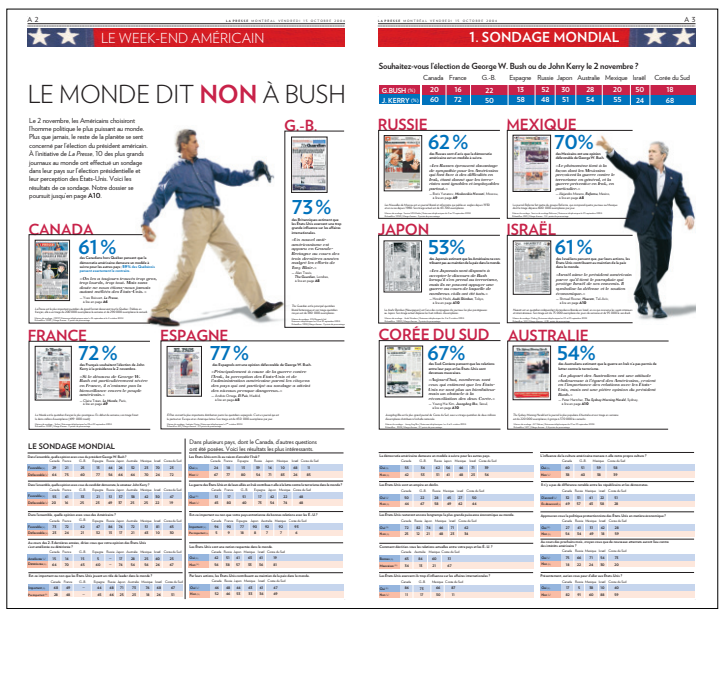
















COMMISSION GOMERY DES RÉVÉLATIONS TROUBLANTES



PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE ©

Alain Renaud, qui a travaillé pour Groupaction et servi d'intermédiaire entre son patron, Jean Brault, le Parti libéral et le gouvernement fédéral, a lancé, à son tour, d'autres petites bombes politiques hier, à la commission Gomery.

Benoît Corbeil et Serge Gosselin congédiés de la Fondation de l'UQAM

SÉBASTIEN RODRIGUE
ET NATHAËLLE MORISSETTE

Le couperet est tombé sur deux militants libéraux éclaboussés par le témoignage de Jean Brault à la commission Gomery. La Fondation de l'UQAM a demandé hier la démission de Benoît Corbeil et de Serge Gosselin à la suite des révélations sur le financement occulte du Parti libéral du Canada et sur l'octroi d'emplois fictifs.

Moins de 24 heures après la levée partielle de l'interdit de publication sur le témoignage de Jean Brault, le président de la Fondation de l'UQAM, Pierre Roy, a exigé la démission du directeur général, Benoît Corbeil, et du directeur du développement, Serge Gosselin. « MM. Corbeil et Gosselin ne sont plus en mesure d'assumer leurs mandats à la Fondation de l'UQAM », peut-on lire dans un communiqué.

Benoît Corbeil et Serge Gosselin n'ont pas répondu aux demandes d'entrevues faites par *La Presse*. Il a été impossible d'obtenir les commentaires du vice-recteur aux affaires publiques et au développement de l'Université, Pierre Parent, qui prend leur relève.

Cette affaire survient alors que l'UQAM mène une campagne de financement ayant pour objectif d'amasser 50 millions. M. Corbeil était responsable de la recherche de commandites auprès du secteur privé, tandis que M. Gosselin se chargeait des « projets spéciaux » et conseillait la Fondation à propos des programmes gouvernementaux.

Benoît Corbeil et Serge Gosselin sont des amis de longue date. Ils se sont côtoyés à Anjou alors qu'ils étaient respectivement conseiller municipal et chef de cabinet du maire. Ils ont tous les deux travaillé activement pour le Parti libéral du Canada.

Aux élections municipales de 2001, Serge Gosselin était chef de cabinet de Pierre Bourque, alors maire de Montréal. Benoît Corbeil a pour sa part été candidat de Vision Montréal dans Anjou. Pierre Bourque croit qu'il n'y a pas de raison de s'inquiéter du passage de ces deux personnes dans son parti. « Je suis bouleversé comme tout le monde, je n'ai pas d'autre chose à dire », a-t-il déclaré.

Contributions et emplois fictifs

Lors du témoignage de Jean Brault, Benoît Corbeil, alors directeur général du parti au Québec, est apparu comme l'un des acteurs-clés du système de ristournes du PLC au Québec par l'entremise du programme des commandites. Jean Brault a déclaré devant la commission Gomery que Benoît Corbeil lui avait demandé directement ou par personne interposée de verser des sommes au Parti libéral et qu'il l'a même remercié par la suite.

Jean Brault a déclaré devant la commission Gomery que Benoît Corbeil lui avait demandé directement ou par personne interposée de verser des sommes au Parti libéral et qu'il l'a même remercié par la suite.

De son côté, Serge Gosselin a bénéficié d'un salaire de Groupaction à la demande de Jacques Corriveau, un membre influent du PLC et proche de Jean Chrétien. Il a ainsi reçu 7000 $ par mois pendant un an. Il n'a jamais travaillé pour Groupaction. Le seul travail qu'on lui connaît cette année-là est la rédaction de la biographie d'Alfonso Gagliano, alors ministre fédéral du Travail. Jean Brault a précisé dans son témoignage qu'il s'attendait à ce que les contributions du genre soit compensées dans le cadre du programme de commandites.

Benoît Corbeil a également demandé à Jean Brault de donner des emplois ou des contrats à des proches du PLC. Dans son témoignage, Jean Brault a admis avoir embauché John Welch. Selon M. Brault, l'homme recevait un salaire de Groupaction. Il ne travaillait cependant pas pour la compagnie mais davantage pour le Parti libéral.

John Welch a pour sa part demandé jeudi à être temporairement relevé de ses fonctions de chef de cabinet de la ministre du Patrimoine, Liza Frulla. Il a pris cette décision « pour mieux défendre la ministre et pour mieux défendre son propre nom », a mentionné le porte-parole de Mme Frulla, Jean-Philippe Côté.

L'avocat de M. Welch a informé *La Presse* hier qu'aucune décision n'avait été prise concernant les démarches que pourrait entreprendre son client. « On est en train d'analyser tout ce qui s'est dit à la Commission et on surveille ce qui pourrait se dire », a-t-il affirmé.

cyberpresse.ca Consultez notre dossier sur le scandale des commandites à: **cyberpresse.ca/commandites**

Un gouvernement minoritaire permanent?



JOËL-DENIS BELLAVANCE

ANALYSE

DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

La tempête politique provoquée par les révélations fracassantes de Jean Brault, l'ancien président de Groupaction, devant la commission Gomery pourrait emporter le gouvernement minoritaire de Paul Martin d'ici peu.

Révoltés par ce qu'ils appellent le pire scandale politique de l'histoire du pays, les trois partis d'opposition aux Communes brûlent d'envie de déposer une motion de censure à l'endroit du gouvernement. Ce geste sans pitié pour les libéraux pourrait être accompli au cours des prochaines semaines si d'autres témoins viennent confirmer les dires de M. Brault, selon qui le programme de commandites a servi à verser au moins 1,4 million de dollars dans une caisse occulte de l'aile québécoise du Parti libéral du Canada. Dans ce cas, l'indignation des électeurs en Ontario monterait encore de quelques crans.

Mais déjà, le Parti conservateur, le Bloc québécois et le NPD clament que les libéraux ont perdu l'autorité morale de gouverner le pays.

Sans un nombre suffisant de sièges au Québec, aucun parti fédéraliste ne peut espérer former un gouvernement majoritaire à Ottawa.

En provoquant la chute du gouvernement Martin, les troupes de Stephen Harper, celles de Gilles Duceppe et celles de Jack Layton inviteront les électeurs à se donner un nouveau gouvernement. Mais le bouleversement de l'échiquier politique que provoqueront indubitablement les travaux de la commission Gomery risque de faire se succéder les gouvernements minoritaires. Ce scandale ayant entaché la réputation du Parti libéral au Québec, le Bloc québécois régnera encore en maître dans la province pour des années. Détenant actuellement 54 des 75 sièges au Québec, le parti de Gilles Duceppe pourrait ravir cinq ou six sièges aux libéraux aux prochaines élections, qui porteront sur l'intégrité du gouvernement libéral.

Malgré leurs efforts des derniers mois, les conservateurs de Stephen Harper ont peu d'espoir d'effectuer une percée historique dans la province. Quant au NPD, ses chances de remporter une poignée de sièges au Québec aujourd'hui sont aussi minces qu'elles l'ont toujours été.

Sans un nombre suffisant de sièges au Québec, aucun parti fédéraliste ne peut espérer former un gouvernement majoritaire à Ottawa. Même s'ils n'avaient récolté que 19 sièges au Québec en 1993, les libéraux de Jean Chrétien avaient obtenu une majorité de 177 sièges aux Communes en balayant l'Ontario, qui compte aujourd'hui 106 circonscriptions.

Mais cet exploit de Jean Chrétien en Ontario, répété aux élections de 1997 et de 2000 grâce à la division du vote entre deux partis de droite, il est hautement improbable que Paul Martin réussisse à le rééditer, maintenant que le scandale des commandites a atteint des proportions inégalées.

Résultat : les Canadiens risquent de se donner un gouvernement minoritaire, libéral ou conservateur, pour plusieurs années à venir, provoquant une instabilité politique sans précédent.

Au Québec, les libéraux ont mis deux décennies à reconquérir le coeur des électeurs après le rapatriement unilatéral de la Constitution en 1981. Aux élections de 1984, les libéraux n'ont remporté que 17 sièges. Ce n'est qu'au scrutin de novembre 2000 que les libéraux ont mis fin à leur traversée du désert en remportant la pluralité des voix pour la première fois en 20 ans et en récoltant 36 sièges contre 38 au Bloc québécois (un député conservateur, André Bachand, avait conservé son siège).

Devant l'ampleur du scandale des commandites, d'aucuns s'attendent à ce que les libéraux connaissent des années semblables de vaches maigres au Québec.

Le Parti conservateur, qui n'a aucun député au Québec, demeure le seul autre parti capable de former un gouvernement à Ottawa. Mais les stratèges conservateurs admettent volontiers qu'ils ont toujours une pente abrupte à remonter au Québec et qu'une majorité aux Communes leur échappera tant et aussi longtemps qu'ils ne réussiront pas une vraie percée dans la province.

Depuis le 28 juin 2004, le Bloc québécois détient donc la balance du pouvoir à Ottawa, au grand dam des autres partis. Visiblement, c'est un rôle qu'il pourrait conserver pendant quelques années encore compte tenu de l'état piteux dans lequel se retrouvent aujourd'hui les partis fédéralistes au Québec.

Prix CHOCS!



hp invent

Imprimante photo 4" x 6"
- Jusqu'à 4800 x 1200 ppp
- Format 4" x 6"/90 sec.
- Impression photo par cartes mémoire
- Afficheur ACL de 1,8"
- Fente de cartes mémoire 5 en 1


PS245

ÉPARGNEZ 70$ **128,88** Rég. : 198,88

KONICA MINOLTA

Caméra numérique DiMAGE Z10
- 3.0 mégapixels
- Zoom optique 8 x
- Zoom numérique 4 x
- Écran ACL 1.5"
- Mode vidéo sans audio
- Viseur électronique
- Média SD



ZOOM OPTIQUE 8X

ÉPARGNEZ 60$ **288,88** Rég. : 348,88

BenQ MP3


JOYBEE 210-128

Lecteur MP3 numérique Joybee
- 128 Mo de mémoire
- Syntoniseur numérique FM
- Gère MP3 / WMA
- Pile rechargeable

ÉPARGNEZ 40$ **58,88*** Rég. : 98,88

*Après remise postale de 30$

Ensemble d'accessoires GRATUIT! (Valeur de 70$)



palmOne TUNGSTEN E
- Écran couleur 320 x 320
- Mémoire 32 Mo
- Processeur 126 MHz
- Palm OS® 5.2.1

ÉPARGNEZ 20$ **278,88** Rég. : 298,88

Canon



ÉPARGNEZ 50$ **648,88** Rég. : 698,88

Caméra numérique PowerShot S70
- 7.1 mégapixels
- Zoom optique 3.6 x
- Zoom numérique 4.1 x
- Technologie iSAPS - reconnaissance de la scène


AL1714CB

acer

Moniteur ACL 17"
- Résolution de 1280 x 1024
- Niveau de contraste 350:1
- Temps de réponse de 14 MS
- Détail graphique 0.26mm

ÉPARGNEZ 50$ **328,88** Rég. : 378,88

SONY DVDCAM

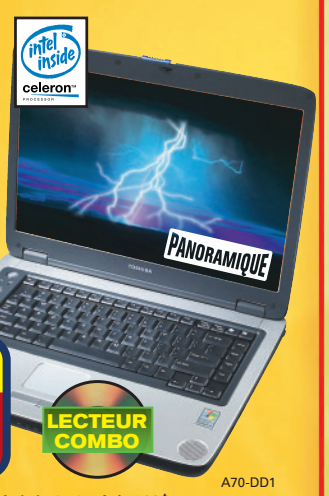

DCRDVD201

Caméscope Mini-DVD
- Zoom optique 10 x
- Zoom numérique 120 x
- Résolution 1.0 mégapixels
- Objectif CarZeiss® Vario-Tessar
- Écran ACL 2.5" • Viseur couleur
- Format DVD : DVD-R, DVD-RW
- Mode d'aspect 4:3 et mode large 16:9

ÉPARGNEZ 200$ **988,88** Rég. : 1188,88


47" PANORAMIQUE MONITEUR HDTV
PT47X54

TOSHIBA



Processeur Intel® Celeron® - 2.8 GHz
- Mémoire : 512 Mo
- Disque rigide : 40.0 Go
- **Lecteur CD-R/RW/ DVD Combo**
- Port réseau 10/100 et sans fil 802.11g intégré
- Écran 15.4"

ÉPARGNEZ 200$ **998,88*** Rég. : 1198,88

LECTEUR COMBO

A70-DD1

*Après remise postale de 100$ et rabais instantané de 100$.


20" ACL
LC20SH1U

SHARP

Téléviseur ACL 20"
- Résolution de 640 x 480 pixels
- Rapport de contraste 500:1
- Angle de visonnement 170° horizontal/vertical
- Système de haut-parleurs au bas
- Syntoniseur NTSC intégré

ÉPARGNEZ 450$ **848,88** Rég. 1298,88

LG DVD VHS


LGVR435

Enregistreur DVD-Vidéo/VHS
- Balayage progressif • Formats enregistrables DVD-R/RW
- Formats analogues enregistrables VHS
- Lecture DVD-Vidéo/SVCD/VCD/Photo VCD
- Compatible MP3 / WMA • Interface IEEE 1394

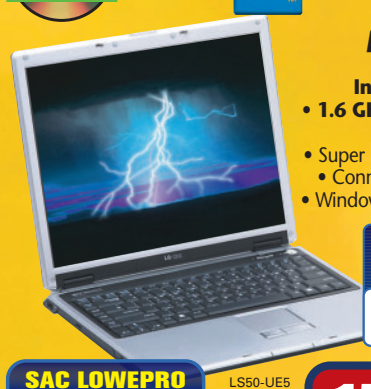
ÉPARGNEZ 150$ **398,88** Rég. : 548,88

Panasonic

Projection écran panoramique 47"
- Compatibilité d'affichage TVHD (1080i)
- Aspect d'écran 16:9 • Entrée(s) numérique HDMI
- Filtre en peigne 3D Y/C s'adaptant au mouvement
- Entrée vidéo à composants, S-Vidéo et composites
- Sortie audio fixe/variable

ÉPARGNEZ 600$ **1398,88** Rég. : 1998,88

DVD/RW SUPER MULTI



Ordinateur portatif série LS
- **Processeur Intel® Pentium M 725**
- **1.6 GHz** • Mémoire 512 Mo
- Disque rigide 60 Go
- Super Multi DVD • Écran 15"
- Connexion sans fil 802.11g
- Windows XP Édition Familiale

Seulement 30mm d'épaisseur! Jusqu'à 6.5 heures avec la batterie!

SAC LOWEPRO GRATUIT! (Valeur de 50$)

LS50-UE5

1598,88

SONY MP3


CMTNE5

Micro-chaîne avec lecteur DC
- 2 x 20 watts • Compatible MP3
- Syntoniseur AM/FM numérique
- Télécommande

ÉPARGNEZ 30$ **168,88** Rég. : 198,88


56" PANORAMIQUE MONITEUR HDTV
HLP5663W

acer

Processeur Intel® Pentium® 4 - 3.2 GHz avec technologie "Hyper-Threading"
- Mémoire : 512 Mo
- Disque rigide : 80 Go
- **Graveur DVD +/- RW**
- Lecteur de cartes mémoire 5 en 1
- Port sans-fil 802.11G
- **Technologie Bluetooth**
- **Écran panoramique de 17"**
- Windows XP édition familiale


AS1804WSMI

ÉPARGNEZ 200$ **1798,88** Rég. : 1998,88

DVD/RW SUPER MULTI

YAMAHA


YHT150S

Ensemble cinéma maison
- Récepteur de 5 x 100 watts
- Décodeurs DTS, Dolby®Digital, Dolby®ProLogic II
- 4 enceintes satellites • 1 enceinte centrale
- Caisson d'extrêmes-graves amplifié 100 watts

ÉPARGNEZ 150$ **398,88** Rég. : 548,88

SAMSUNG

Projection DLP écran panoramique 56"
- Aspect d'écran 16:9 • Compatibilité d'affichage TVHD (720p)
- Télécommande multifonctions • Entrée PC
- Entrée(s) numérique DVI, HDMI
- Filtre en peigne 3D Y/C à 4 bits
- Entrée vidéo à composants et composites
- Sortie audio fixe/variable • Syntoniseur NTSC
- Image sur image • Sonorité TruSurround®SRS®
- Balayage d'ajustement 24 images (réduction 3:2)

Meuble GRATUIT (valeur de 500$)

ÉPARGNEZ 1500$ **2998,88** Rég. : 4498,88

INFORMEZ-VOUS EN LIGNE!

WWW.DUMOULIN.COM

Dumoulin

Électronique • Informatique • Photo • Communications



1-877 DUMOULIN

● **Montréal** 2050, boul. St-Laurent *(Près Sherbrooke)* ● 368, rue Ste-Catherine O. *(coin Bleury)* ● 8990, boul. l'Acadie *(Nord Métropolitaine)* ● 5485, rue des Jockeys *(Décarie/Blue Bonnets)*
● **St-Léonard** 6852, rue Jean-Talon E. *(Langelier/Galeries d'Anjou)* ● **Lasalle** 7197, boul. Newman *(Près Carrefour Angrignon)* ● **West Island** 2315, Transcanadienne *(des Sources)* ● **Fairview Pointe-Claire**
● **Laval** 1599, autoroute 440 O. *(Voie service sortie boul. Industriel)* ● **Carrefour Laval** ● **Centropolis** *(avenue Pierre-Péladeau)* ● **Place Rosemère** *(entrée face à rue Le Bouthillier)*
● **Boucherville** 582, chemin De Touraine *(près du IKEA)* ● **Brossard** 5705, boul. Taschereau *(Est du Mail Champlain)* ● **Promenades St-Bruno** ● **Gatineau** 195, Bellehumeur

Drummondville 740, boul. St-Joseph • **Granby** 633, rue Dufferin • **Grand-Mère** 2601, 6e Avenue • **Hawkesbury** 1404, rue Principale E. (ON) • **Joliette** 404, rue St-Viateur • **La Sarre** 31, 5e Avenue E. • **La Tuque** 544, rue Commerciale
Maniwaki 149, boul. Desjardins • **Rouyn-Noranda** 463, Larivière • **Shawinigan** 4370, boul. Royale • **Sherbrooke** 1112, rue du Conseil / 2222, rue King O. / Carrefour de l'Estrie (Mail central) • **Sorel-Tracy** 1815, boul. Fiset
St-Hyacinthe 2487, av. Ste-Anne • **St-Jean** 391, du Séminaire • **Ste-Martine** 789, St-Jean-Baptiste • **Val-d'Or** 1817, 3e Avenue • **Valleyfield** 1045, Mgr Langlois • **Victoriaville** 525, boul. Bois-Francs Sud • **Trois-Rivières** 2255, boul. des Récollets

Certains produits sont en quantités limitées et ne sont pas disponibles dans toutes les succursales. Offre pour un temps limité. Les illustrations peuvent différer. Détails en magasin.
Malgré le soin apporté lors de l'impression de cette annonce, certaines erreurs ont pu s'y glisser. Si tel est le cas, nous vous en ferons part dans nos succursales.

3304747A

COMMISSION GOMERY DES RÉVÉLATIONS TROUBLANTES



PHOTO BOB SKINNER, LA PRESSE

La commission présidée par le juge John Gomery (photo) cause des « dommages collatéraux ». Ainsi, des libéraux provinciaux de l'Alberta et du Manitoba, de peur d'être associés aux libéraux fédéraux, éclaboussés par les récentes révélations, songent à changer le nom de leur parti.

Les libéraux de l'Ouest veulent changer le nom de leur parti

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA – Les libéraux provinciaux de l'Alberta et du Manitoba renient leurs cousins fédéraux au point où ils songent à changer le nom de leur parti politique.

L'onde de choc provoquée par les révélations de Jean Brault, l'ancien président de Groupaction, devant la commission Gomery, a rapidement atteint l'ouest du pays, où il est déjà difficile de défendre les couleurs du Parti libéral en temps normal.

De peur que leur formation soit un jour emportée par la colère des électeurs, le chef du Parti libéral de l'Alberta, Kevin Taft, évoque à voix haute l'idée de changer le nom de son parti tandis que le chef du Parti libéral du Manitoba, Jon Gerrard, subit des pressions de certains de ses militants pour qu'il largue aussi toute référence à l'étiquette libérale, désormais entachée par le scandale des commandites.

M. Taft a évoqué cette possibilité plus tôt cette semaine avant même que le témoignage explosif de Jean Brault ne soit diffusé, a confirmé à *La Presse* hier Kieran Leblanc, directrice des communications du parti.

« L'idée de changer le nom de notre parti revient de temps en temps. Des militants l'avaient proposé il y a deux ans lors d'un congrès et cela avait été rejeté. M. Taft a été interrogé par un journaliste pour savoir si le moment ne serait pas venu de changer de nom dans la foulée du scandale des commandites. Il a indiqué qu'il était maintenant plus ouvert à cette idée, mais on verra », a déclaré Mme Leblanc.

En Alberta, les libéraux provinciaux ne détiennent que 16 des 83 sièges à l'Assemblée législative, dominée depuis des années par les conservateurs. Sur la scène fédérale, les libéraux de Paul Martin ne détiennent que deux des 28 sièges, tous les autres appartenant aux conservateurs de Stephen Harper.

« Ce n'est pas facile d'être libéral dans cette province en temps normal », a lancé Mme Leblanc, soulignant que les militants demeuraient quand même attachés à leur parti.

Au Manitoba, le chef libéral John Gerrard a tenté par tous les moyens hier de prendre ses distances de ses cousins fédéraux. « Notre parti a fait de bonnes choses pour le Manitoba et il ne connaît pas les problèmes qui existent en ce moment sur la scène fédérale », a-t-il commenté sur les ondes de RDI.

> **« Ce n'est pas facile d'être libéral dans cette province en temps normal. »**

Le directeur des communications du parti à Winnipeg, Dennis Trochim, a précisé à *La Presse* que M. Gerrard n'est pas très chaud à l'idée de changer le nom du parti, même si certains militants le réclament maintenant.

Le parti tiendra d'ailleurs en fin de semaine un congrès national et cette question pourrait être abordée par les militants, a-t-il expliqué. « Il n'y a aucune résolution en ce sens à l'ordre du jour. Toutefois, des militants ont exprimé cette idée à Jon Gerrard. Cela pourrait être abordé durant la reddition de comptes du chef », a-t-il indiqué. « Nous savons que le nom libéral nous cause parfois des problèmes, mais cela n'est pas une raison pour fuir ces problèmes », a ajouté M. Trochim.

Dans la province, dirigée par les néo-démocrates de Gary Doer, les libéraux ne détiennent que deux sièges. Sur la scène fédérale, les libéraux ne détiennent que trois des 14 sièges, les conservateurs en ayant sept et le NPD, quatre.

Aux dernières élections fédérales, les stratèges libéraux de Paul Martin ont tout fait pour se démarquer de Jean Chrétien. Ils ont notamment modifié considérablement le logo du parti pour donner l'impression qu'une nouvelle équipe était aux commandes, bien que Paul Martin ait été ministre des Finances de Jean Chrétien pendant près de 10 ans. En outre, les affiches électorales mettaient en relief « L'équipe Martin » et reléguaient plus loin l'étiquette libérale.



PIERRE FOGLIA

Pierre Foglia est de retour de vacances. Vous retrouverez sa chronique en page 9.

Farrah ignorait tout

NATHAËLLE MORISSETTE

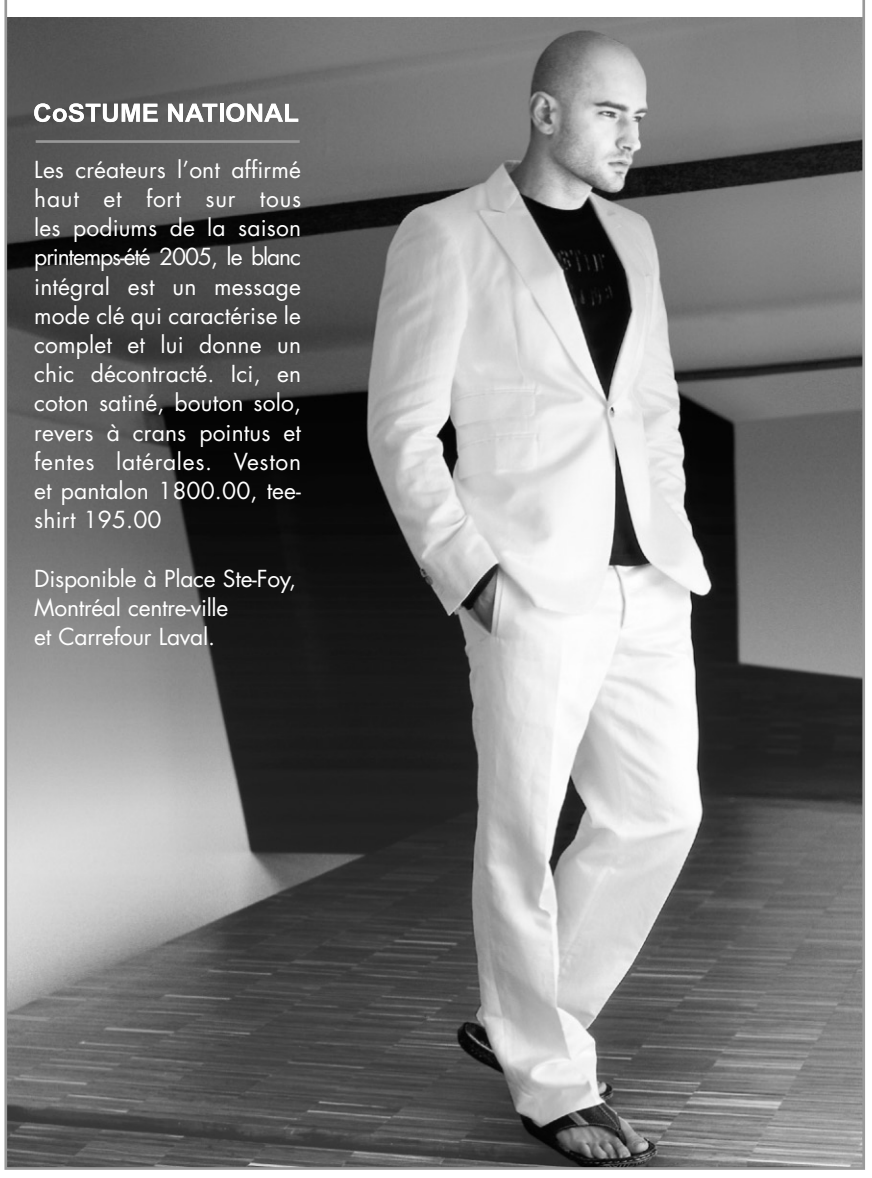
Embauché en 2000 par Groupaction pour faire du lobbyisme au Sommet des Amériques, l'ancien député Georges Farrah affirme qu'il ignorait tout des liens unissant le Parti libéral du Canada et l'agence de publicité.

Lors de son témoignage choc devant la commission Gomery, l'ancien président de Groupaction, Jean Brault, a admis avoir engagé plusieurs personnes à la demande du PLC. Le nom de Georges Farrah, ancien député libéral dans la circonscription de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, figure parmi ces gens. À la demande de Jacques Corbeil — qui aurait milité dans le passé pour la section québécoise du Parti libéral — M. Brault a retenu les services de Georges Farrah pour « aller faire du démarchage ou se tenir à l'affût de possibilités au Sommet des Amériques ». Il a reçu 6000 $ pour ce travail.

Battu deux ans plus tôt aux élections provinciales, M. Farrah n'était pas encore député fédéral au moment où il a accompli cette tâche. Il a été élu deux mois plus tard lors des élections fédérales.

Georges Farrah soutient qu'il n'a rien à se reprocher. « Je n'ai pas de problème avec les révélations de M. Brault, ce qu'il a dit était juste, a-t-il mentionné lorsque *La Presse* l'a joint au téléphone. C'était un mandat de consultation et tout était en bonne et due forme. Comment aurais-je pu savoir quoi que ce soit ? Pour moi, Groupaction était une agence comme n'importe quelle autre. »

LE 31 | le complet blanc **piqué main**



CoSTUME NATIONAL

Les créateurs l'ont affirmé haut et fort sur tous les podiums de la saison printemps-été 2005, le blanc intégral est un message mode clé qui caractérise le complet et lui donne un chic décontracté. Ici, en coton satiné, bouton solo, revers à crans pointus et fentes latérales. Veston et pantalon 1800.00, tee-shirt 195.00

Disponible à Place Ste-Foy, Montréal centre-ville et Carrefour Laval.

3306176A

simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE , VIEUX-QUÉBEC, • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, • LAVAL CARREFOUR LAVAL, • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

CONTEMPORAINE | la jupe **éventail chinois**

ANDY THÊ-ANH

C'est la griffe québécoise qui monte et se démarque par sa définition moderne du vêtement 9 à 5 élégant et totalement actuel. Ici, jupe en coton patchwork qui mélange savamment les fleurs et les rayures. Bleu porcelaine sur blanc. 4 à 14. 250.00 Veston 375.00

Disponible à Place Ste-Foy, Montréal centre-ville, Promenades St-Bruno, et Carrefour Laval.



3306172A

simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE , VIEUX-QUÉBEC, • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO, • LAVAL CARREFOUR LAVAL, • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

COMMISSION GOMERY DES RÉVÉLATIONS TROUBLANTES

Martin prie Harper d'attendre

Il espère que l'opposition ne provoquera pas d'élections avant le dépôt du rapport Gomery

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Après s'être agenouillé à Rome devant la dépouille de Jean-Paul II, le premier ministre Paul Martin a prié hier, par la voix de son bureau, l'opposition officielle conservatrice de ne pas provoquer d'élections générales avant que le juge Gomery n'ait remis son rapport d'enquête sur le scandale des commandites.

Il y avait dans cette requête du chef du gouvernement un ton qui mêlait le défi politique à la mise en garde. « Est-ce que le chef de l'opposition a le courage de donner aux Canadiens la garantie qu'il donnera au juge Gomery le temps de présenter son rapport et qu'il n'obligera pas les électeurs à participer à des élections avant qu'ils n'aient les réponses qu'ils méritent ? » a demandé le porte-parole de M. Martin, Scott Reid.

Les rapports de la commission Gomery devraient en principe être publiés le 1er novembre et le 1er décembre 2005.

Avec les révélations faites cette semaine par l'ancien président de Groupaction, Jean Brault, les bruits d'élections générales n'ont cessé de circuler sur la colline parlementaire. Hier encore, plusieurs commentateurs réclamaient le recours aux urnes afin de remplacer un gouvernement qui, selon l'opposition, n'a plus l'autorité morale pour gouverner.



PHOTO TOM HANSON, PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre du Canada, Paul Martin (à droite), a assisté hier à Rome aux funérailles du pape Jean-Paul II. On le voit sur la photo en compagnie du premier ministre du Québec, Jean Charest (à gauche), de sa femme Sheila, et d'un autre invité non identifié.

Au fond des choses...

« Le gouvernement Martin fait tout en ce moment pour trouver la vérité, a déclaré à *La Presse* un autre porte-parole du premier ministre, Marc Roy. On a nommé la commission, on a nommé un enquêteur ad hoc, on essaie de récupérer 41 millions de dollars de fonds. S'il y a de la saleté, Paul Martin est celui qui fait le ménage. »

M. Roy a rappelé hier que Stephen Harper avait récemment accusé le premier ministre de ne pas vouloir aller au fond des choses dans le scandale des commandites.

« Or, a souligné M. Roy, c'est lui qui va priver le public du rapport Gomery s'il appelle immédiatement à des élections. Nous, nous voulons avoir l'heure juste. Nous voulons aller au fond des choses. »

Les conservateurs ne donnent pas de garantie

Les conservateurs ont refusé pour leur part de donner de quelque garantie que ce soit à Paul Martin sur l'échéance électorale, balayant du revers de la main la supplique du premier ministre. « Ce ne sont ni les libéraux ni le Bloc qui vont dicter le moment de la prochaine élection, a déclaré hier Dimitri Soudas, le porte-parole de M. Harper. C'est la population canadienne qui va en déterminer la date. »

Le Parti conservateur a d'ailleurs réuni jeudi soir son conseil national pour discuter de la situation. On peut facilement imaginer que cette réunion d'urgence a porté sur la crise politique actuelle et sur la pertinence de renverser le gouvernement. M. Harper a déclaré au cours de la semaine que son parti allait prendre des dispositions pour sonder au cours des prochaines semaines l'opinion des Canadiens.

Les conservateurs, aussi bien que les bloquistes d'ailleurs, soupèsent en ce moment les avantages et les inconvénients d'élections générales prochaines.

Les deux formations politiques, capables ensemble de renverser les libéraux, s'entendent sur au moins un point : la suite des audiences de la commission Gomery réserve encore des témoignages et des surprises de taille qui pourraient être fort utiles à la bataille électorale qu'ils souhaitent livrer.

Quant au premier ministre Paul Martin, il va passer la fin de semaine à consulter ses proches collaborateurs sur la crise que traverse son gouvernement. M. Martin est rentré au pays cette nuit et en principe, il sera de retour aux Communes lundi.

Cotisation secrète de Brault au comité électoral de Chrétien

COTISATION suite de la page A1

« M. Brault m'a dit qu'il s'était impliqué dans la campagne de M. Chrétien en 1993, au niveau de sa circonscription, pour quelque chose comme 50 000 $, a affirmé M. Renaud. Il m'avait mentionné qu'il avait investi pas mal dans les libéraux, et qu'il aurait pas mal de mandats de leur part. »

Officiellement, selon le registre d'Élections Canada, Groupaction n'aurait versé que 455 $ au PLC en 1993.

Selon M. Renaud, Jean Brault aurait versé le gros de cette somme au moyen d'un chèque de 30 000 $ à un responsable libéral, Michel Fournier, qui avait été l'année précédente directeur général du parti et qui occupait alors un poste aux communications. M. Brault aurait également généreusement contribué à un cocktail bénéfice pour le comité de Jean Chrétien, auquel il a versé 10 000 $. Enfin, M. Renaud affirme avoir vu une série de chèques totalisant 10 000 $ adressés à Daniel-Yves Durand, qui travaillait cette année-là à la rédaction de discours de Jean Chrétien.

La semaine dernière, alors que son témoignage faisait l'objet d'une ordonnance de non-publication, M. Brault s'était souvenu de cet épisode. Il avait affirmé avoir rencontré MM. Fournier et Durand au restaurant Buona Notte, boulevard Saint-Laurent, les 16 et 17 septembre 1993, cinq semaines avant les élections générales.

« M. Brault m'a dit qu'il s'était impliqué dans la campagne de M. Chrétien en 1993, au niveau de sa circonscription, pour quelque chose comme 50 000 $, a affirmé Alain Renaud. Il m'avait mentionné qu'il avait investi pas mal dans les libéraux, et qu'il aurait pas mal de mandats de leur part. »

Le président de Groupaction ne se souvenait cependant pas du montant des contributions ni de leur destination.

Alain Renaud, lui, a déclaré sans ambages que les 50 000 $ devaient aider à la réélection de Jean Chrétien, mais il avait mis en garde Jean Brault : « Je lui ai suggéré qu'il ne s'agissait pas seulement de faire des chèques. Il faut se qualifier, s'enregistrer, faut aller voir des fonctionnaires. J'ai dit : *Je vais aller voir*. »

« Gentlemen's agreement »

C'est à ce moment que Renaud devient officieusement le représentant de Brault dans le labyrinthe d'Ottawa. Le lobbyiste soutient qu'il n'avait alors aucun contact au PLC.

« D'un commun accord, on s'est décidés de développer le marché du gouvernement du Canada, on avait un *gentlemen's agreement* : si j'avais des contrats, on s'assoirait pour négocier. Je suis un vendeur depuis l'âge de 15 ans, je suis habitué de travailler à la dure et d'être payé à mes résultats après encaissement. »

Après huit mois de démarches auprès de Santé Canada et de Travaux publics, à Ottawa, il obtient un résultat tangible : Groupaction décroche son premier contrat avec le CRTC en 1994. « On parle d'un million par année sur trois, plus deux années d'option. » Il reçoit 10 000 $ en décembre cette année-là. À partir d'avril 1996, il a droit à un salaire mensuel de 8500 $, qui sera peu à peu augmenté à 12 000 $. Son traitement culminera en 1999 avec un traitement annuel de 330 200 $.

Selon M. Renaud, les contrats obtenus du gouvernement par Groupaction étaient obtenus de façon légitime. « Le processus n'était pas politisé ? » s'est étonné l'avocat de la Commission, Me Bernard Roy. « Pas du tout. À cette époque, selon les règles de l'art, Charles Guité était très opérationnel et très efficace. C'est comme n'importe quoi, on a des clients parce que souvent, on les connaît, c'est comme ça depuis que le monde est monde. »

Quant aux contributions au Parti libéral du Canada, M. Renaud n'en a décrit qu'une jusqu'à maintenant, tout à fait officielle, de 63 000 $. En février 1998, le directeur général du PLC Québec, Michel Béliveau, affirme que le parti a un urgent besoin d'argent et frappe à la porte de Jean Brault. Celui-ci acceptera de payer une facture de 63 000 $ que lui envoie la compagnie à numéro d'Alain Renaud. À son tour, M. Renaud fait une contribution au PLC.

Le lobbyiste a par ailleurs contredit à quelques reprises son ancien patron, notamment sur le dernier repas auquel ont assisté MM. Brault, Renaud et Tony Mignaca, en mai 2001. C'est à cette occasion, avait raconté M. Brault, qu'on l'aurait menacé de perdre son contrat avec VIA Rail s'il ne reprenait pas M. Renaud à son service. En septembre 2000, le président de Groupaction avait mis fin à leur association, qu'il jugeait ruineuse.

Or, selon M. Renaud, ce repas n'a jamais eu lieu. Mieux, c'est Jean Brault qui aurait « achalé » Alain Renaud pour qu'il revienne à Groupaction, « en me suivant même jusqu'à ma résidence dans le Nord. Moi, je suis de signe astrologique Vierge : quand c'est fini, c'est fini. »

Le témoignage d'Alain Renaud se poursuivra lundi.

VOTRE CADEAU ESTĒE LAUDER

EXCLUSIVEMENT CHEZ LES AILES DE LA MODE

Jusqu'au 17 avril 2005, avec tout achat de 40 $ ou plus de produits Estée Lauder, vous recevrez cette superbe prime de 7 articles* :

- ELECTRIC Rouge à lèvres intense
- *NOUVEAU!* PURE POPS Gloss pops pinceau
- *NOUVEAU!* LASH XL Mascara longueur extrême
- HYDRA COMPLETE Émulsion hydratation extrême pour peaux normales/mixtes, 7 ml
- ADVANCED NIGHT REPAIR Complexe protecteur et revitalisant, 7 ml
- POCHETTE À COSMÉTIQUES
- FOURRE-TOUT RAYÉ EN TOILE

*Jusqu'à épuisement des stocks. Une prime par personne. Ne peut être jumelée à aucune autre offre spéciale.





FUTURE PERFECT
CRÈME ANTI-RIDES ÉCLAT FPS 15

Grâce à une action plus rapide et plus efficace que jamais, réduit l'apparence des rides et des ridules et permet à votre peau de retrouver son éclat et son hydratation, pour des résultats spectaculaires.

30 ml, 58 $ ou 50 ml, 85 $

AILES
LES AILES DE LA MODE

3299152A

3299153

Complexe Les Ailes, centre-ville Montréal (514) 282-4537 • Mail Champlain (450) 672-4537 • Carrefour Laval (450) 682-4537 • Place Ste-Foy (418) 652-4537

www.lesailes.com



VINCENT MARISSAL

Légitimité zéro

Dans le flot étourdissant d'information provenant de la commission Gomery et d'Ottawa cette semaine, la nouvelle est passée pratiquement inaperçue mais, compte tenu des circonstances, elle vaut la peine d'être soulignée à gros traits. Selon des organisateurs conservateurs, l'une des raisons expliquant les réticences de Stephen Harper à déclencher des élections maintenant est que son parti n'a pas encore réussi à amasser les 29 millions dont il aura besoin pour la prochaine campagne.

Vous avez bien lu : 29 millions, soit près de 1 million par jour de campagne. C'est beaucoup d'argent, surtout quand on pense que les partis pancanadiens (PLC, PC et NPD) arrivaient à mener leur campagne avec un budget oscillant entre 10 et 15 millions il y a quelques années à peine.

Pas étonnant, compte tenu du coût des campagnes et de leur fréquence (quatre au cours des 12 dernières années et une autre prochainement), que les partis fassent preuve, disons, de créativité pour renflouer leurs coffres. C'est moins vrai pour le Bloc québécois, qui profite à fond la caisse de la loi sur le financement des partis politiques adoptée dans la dernière année du règne de Jean Chrétien. En vertu de cette loi, les dons des individus et des entreprises aux partis sont plafonnés, mais les partis reçoivent une subvention de 1,75 $ pour chaque vote obtenu à l'élection précédente. Le Bloc, qui ne fait campagne qu'au Québec, a donc un fonds de guerre de 2,9 millions pour les prochaines élections.

Pour les autres partis, c'est plus ardu. Cela n'excuse pas les pratiques douteuses, évidemment, mais cela explique en grande partie l'empressement des *bag men* des partis politiques de contourner les règles.

Maintenant que le chat est sorti du sac, tous les partis impliqués (PLC, PLQ et PQ) jurent leurs grands dieux qu'ils ne sont au courant de rien, qu'ils n'ont rien à se reprocher et qu'ils respectent scrupuleusement les lois électorales. Tu parles.

Tout le monde sait que, en politique, un bon collecteur de fonds a deux qualités : efficacité et discrétion. Voilà pourquoi ces gens-là sont toujours dans l'ombre, fuient les journalistes, ne discutent jamais de leurs méthodes. Comme on dit au golf, ce qui compte, ce n'est pas comment, mais combien. C'est comme ça depuis toujours, et les nouvelles lois n'y changeront rien.

Il n'est pas surprenant de constater que la plus grande opposition à la nouvelle loi sur le financement des partis politiques défendue par Jean Chrétien était venue en 2003 de... son propre parti. Les organisateurs libéraux ont toujours détesté cette loi, qui, disaient-ils, allaient les empêcher de travailler. Foutaise. Avant même que la loi ne soit adoptée, de vieux *bag men* du PLC se vantaient d'avoir trouvé la façon de la contourner.

Si on risque de se retrouver en élections ce printemps, ce n'est pas parce que Stephen Harper veut priver les Canadiens de la vérité mais, au contraire, parce qu'il juge que ceux-ci en savent assez pour vouloir se débarrasser du gouvernement libéral.

Il y a effectivement un problème de culture profond dans les partis politiques, on le voit clairement ces jours-ci à la commission Gomery. Il fallait voir les porte-parole du Parti libéral du Canada, de leurs cousins provinciaux à Québec de même que ceux du Parti québécois affirmer en choeur qu'un grand débat s'impose sur les pratiques de financement des partis politiques.

Va pour le débat — il est plus que temps, en effet, de revoir certaines pratiques illégales connues de tous et tolérées dans les milieux politiques. Mais il ne faudrait pas que cela devienne un écran de fumée pour cacher la responsabilité du Parti libéral dans le scandale des commandites.

Jean Lapierre, le lieutenant politique de Paul Martin au Québec, était sur toutes les tribunes hier matin pour dire que nous traversons une période peu glorieuse pour les politiciens, mais que tout ça est un poids à porter collectivement par toute la classe politique.

Donc, ce n'est pas la faute du Parti libéral, mais celle des mauvaises moeurs politiques. Comme si un chauffard en état d'ébriété accusé d'avoir tué un piéton se défendait devant le juge en réclamant un grand débat sur la consommation d'alcool au Québec.

Rappelons tout de même que les lois électorales, modernes et exemplaires, existent déjà au Canada et au Québec. Les balises servant à guider les partis politiques sont là, ce n'est pas le problème. Et puis, si les lois électorales ne suffisent pas, il y a toujours le Code criminel, qui est assez explicite sur la fraude, l'extorsion, le trafic d'influence, les détournements de fonds, etc.

Visiblement assommés par le témoignage de Jean Brault, les libéraux se sont rabattus hier sur la dernière défense possible : ce ne sont que des allégations pour le moment, il faut attendre la fin de la commission Gomery pour connaître toute la vérité. Curieusement, à écouter Jean Lapierre, ces allusions deviennent vérité quand elles touchent le Parti québécois, mais bon, on n'en est pas à une contradiction près ces temps-ci chez les libéraux.

Paul Martin presse même le chef conservateur, Stephen Harper, d'attendre le rapport du juge Gomery avant de précipiter le pays en élections.

« Le chef de l'opposition peut-il garantir aux Canadiens qu'il laissera le juge Gomery publier ses conclusions et qu'il n'entraînera pas les Canadiens dans une élection tant qu'ils n'ont pas obtenu les réponses qu'ils méritent d'obtenir, comme le souhaite le premier ministre ? » a demandé hier le porte-parole du premier ministre, Scott Reid.

Nice try, comme on dit à Ottawa. Le problème, c'est que si on risque de se retrouver en élections ce printemps, ce n'est pas parce que Stephen Harper veut priver les Canadiens de la vérité mais, au contraire, parce qu'il juge que ceux-ci en savent assez pour vouloir se débarrasser du gouvernement libéral.

Quelle légitimité ce gouvernement a-t-il pour exiger qu'on lui fasse confiance quand il nous promet toute la vérité ?

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : vincent.marissal@lapresse.ca

Jean Brault, un souverainiste convaincu

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le gouvernement libéral de l'ancien premier ministre Jean Chrétien a tenté d'augmenter la visibilité du fédéral au Québec en retenant les services d'un souverainiste convaincu.

Jean Brault, l'ancien président de Groupaction, cette agence de publicité qui a obtenu la part du lion du programme de commandites, prônait la souveraineté du Québec au moment même où il encaissait la manne du gouvernement fédéral.

D'anciens employés de M. Brault ont en effet confirmé à *La Presse* que l'homme d'affaires n'a jamais caché ses opinions souverainistes et qu'il croit dur comme fer que le Québec devrait devenir un pays indépendant un jour.

« Il est bien connu que Jean Brault est indépendantiste. Il était fédéraliste seulement du 75, rue Sherbrooke, le siège social de Groupaction, jusqu'à la caisse populaire de la Rive-Sud », a lancé un ancien employé, sous le couvert de l'anonymat.

« M. Brault et sa femme sont des militants péquistes. Il a déjà fait du porte-à-porte à Longueuil pour le Parti québécois dans les années 1990 », a confirmé Alain Renaud, qui a travaillé étroitement avec M. Brault entre 1993 et 2000.

M. Renaud, qui connaissait bien les dirigeants libéraux à Ottawa, a aussi affirmé que c'est lui qui avait permis à Groupaction d'obtenir de gros contrats du gouvernement fédéral au fil des ans.

« Celui qui a amené Jean Brault au sommet, c'est moi, Alain Renaud. C'est moi qui ai amené l'agence Groupaction à avoir le succès qu'elle a eu. C'est moi qui ai développé tout le côté fédéral de Groupaction de fin 1993 à 2000. J'étais le lien entre Groupaction et le Parti libéral », a-t-il déclaré.

Dons au PQ et au Bloc

Au Parti québécois, le directeur des communications, Joël Simard-Ménard, a indiqué que M. Brault avait acheté en 1999 quatre billets à 200 $ chacun dans le cadre d'une activité de financement du PQ. La femme de M. Brault, Joanne Archambault, a donné le maximum permis par la loi au PQ, soit 3000 $, en 1996 et en 1998.

Toutefois, M. Brault n'a jamais été membre du Parti québécois en bonne et due forme, selon M. Simard-Ménard.

Au Bloc québécois, un porte-parole, Frédéric Lepage, a indiqué que l'entreprise de M. Brault avait versé l'équivalent de 1000 $ au parti en 2001, soit un an avant que la controverse au sujet des trois rapports identiques produits par Groupaction n'éclate au grand jour.

En 2002, Groupaction avait offert 1000 $ dans le cadre d'un tournoi de golf organisé par le Bloc québécois, mais le parti a rapidement retourné le chèque, la tempête des rapports identiques ayant alors éclaté. « Ils ont même insisté pour financer un trou durant le tournoi de golf, mais nous avons refusé. Ils n'avaient d'ailleurs pas l'air très contents », a indiqué M. Lepage.

Au Québec, seuls les individus peuvent faire des contributions aux partis politiques. Au fédéral, les entreprises pouvaient contribuer à la caisse des formations politiques, mais ce n'est plus le cas depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le financement des partis en janvier 2004.

M. Lepage a indiqué qu'un dénommé Jean Brault de Longueuil est membre du Bloc québécois depuis 1993, mais qu'il ne s'agit pas de l'homme qui a fait un témoignage explosif devant la commission Gomery au cours des derniers jours.

Au bureau de Paul Martin, un porte-parole du premier ministre, Marc Roy, s'est refusé à tout commentaire sur le fait que des contrats visant à augmenter la visibilité du fédéral au Québec aient été accordés à un souverainiste.

Durant son témoignage devant la commission Gomery, à Ottawa, en février, M. Chrétien avait soutenu qu'il était normal que son gouvernement ait choisi des agences fédéralistes plutôt que des agences séparatistes.



PHOTO PAUL CHIASSON, PC ©

Jean Brault n'a jamais caché ses convictions indépendantistes, au dire de ses anciens employés. L'ex-président de Groupaction a notamment milité au PQ en plus d'offrir des dons à ce parti ainsi qu'au Bloc québécois.

59,99 $
Rég. : 79,99 $



Sandales Convertible III Merrell
Multi-activités.
Traitement antibactérien.
Pour hommes et femmes.

VOS ORTEILS VONT ENFIN RESPIRER LE GRAND AIR.

LA CORDÉE
www.lacordee.com

2159, rue Ste-Catherine E.
2777, boul. St-Martin O.
514.524.1106

GÉNÉREUX DE NATURE

3304092A

Promotion en vigueur jusqu'au 17 avril 2005 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Le produit peut différer du modèle illustré.

Un tunnel sous le canal?

BRUNO BISSON

Le Bureau de projet de l'autoroute 30 envisage de construire un tunnel d'environ 110 mètres sur le parcours de cette autoroute à péage d'un milliard de dollars, afin de passer sous le canal Soulanges et de protéger un projet touristique majeur pour la région Vaudreuil-Soulanges, projet surnommé « le petit Tremblant nautique ».

Selon le directeur du Bureau, Paul-André Fournier, la construction d'un tunnel sous le canal aurait présentement sa préférence sur deux autres scénarios étudiés. Tous les scénarios permettraient, d'une façon ou d'une autre, de préserver cette infrastructure navigable condamnée à la désuétude il y a 45 ans par l'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent.

M. Fournier précise que le deuxième scénario étudié pour croiser le canal Soulanges, celui d'un canal suspendu au-dessus d'une autoroute en semi-tunnel, coûterait encore moins cher, malgré son excentricité apparente, que le troisième scénario : un pont tout simple, au-dessus du canal, offrant les 35 mètres de dégagement nécessaires pour assurer la navigation sécuritaire de bateaux de plaisance, advenant la réouverture de cet ouvrage, fermé depuis 1959.

« Le pont lui-même ne présente pas de problème particulier, explique-t-il, mais les conditions des sols, dans ce secteur, sont très mauvaises. Pour construire les approches du pont, qui seraient assez imposantes, nous serions obligés d'utiliser des granulés légers, qui sont très chers. Et il en faudrait beaucoup, alors qu'ils ne sont pas faciles à trouver. »

Selon le directeur de projet de la 30, une comparaison sommaire des coûts de chacune de ces hypothèses aurait révélé un net avantage pour le tunnel, qui coûterait 8 millions de dollars de moins que le pont.

Le concept du canal suspendu se classerait entre les deux sur le plan des coûts. Commun en Europe mais pas en Amérique du Nord, il s'agit en quelque sorte d'un pont-viaduc navigable. Les plaisanciers navigueraient dans ce canal artificiel, au-dessus de l'autoroute. Un peu comme à Monaco, les usagers de la 30 pourraient regarder les défilés de voiliers au-dessus de leurs têtes. Le projet a toutefois peu de chances d'être retenu, parce qu'on craint des surprises quant aux coûts d'entretien récurrents d'une telle infrastructure.

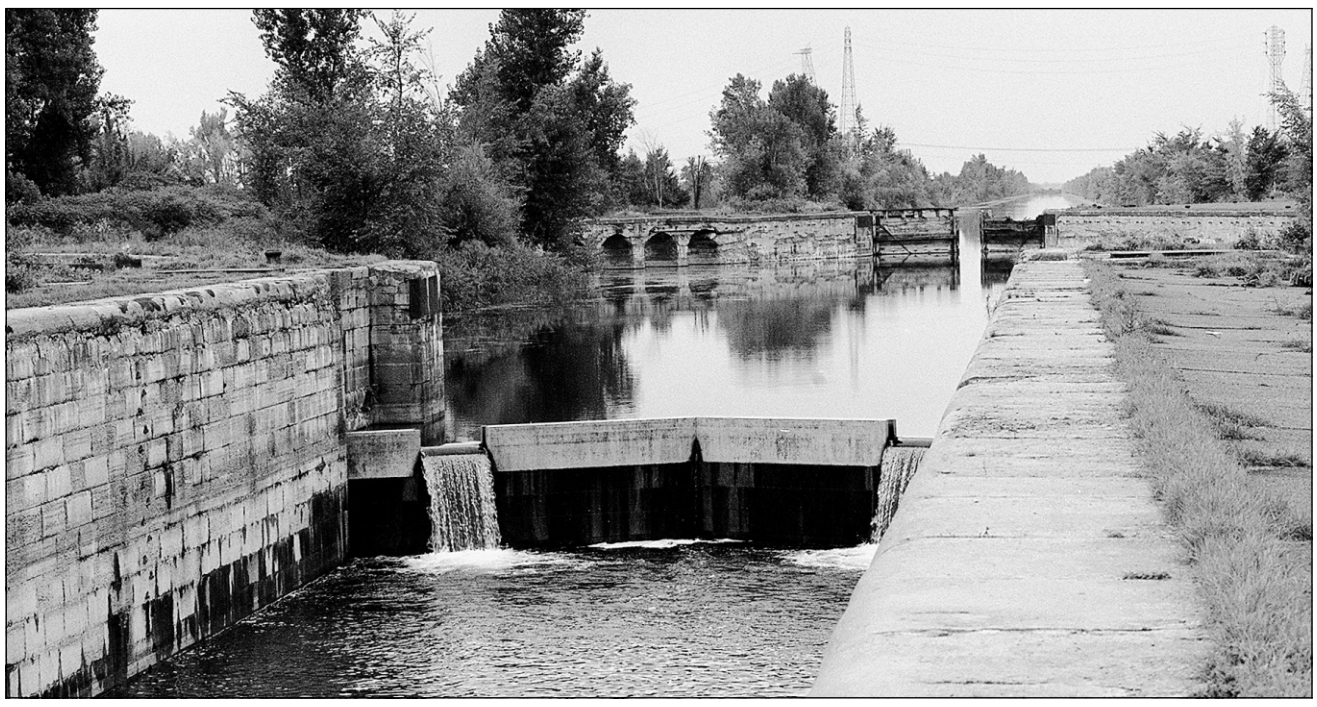


PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE

Le canal Soulanges a été fermé en 1959, année de l'inauguration de la voie maritime du Saint-Laurent.

Mais peu importe la solution retenue par le partenaire privé qui construira le tronçon à péage de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Vaudreuil-Dorion, affirme M. Fournier, « il devra prévoir la possibilité d'une réouverture de ce canal, qui est au coeur d'un projet touristique majeur pour la région, et que le gouvernement du Québec nous a ordonné de préserver, dans le cadre du projet de la 30 ».

Peu importe la solution retenue par le partenaire privé qui construira le tronçon à péage de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Vaudreuil-Dorion, il faudra prévoir la réouverture du canal, au coeur d'un projet touristique majeur pour la région

En son temps, au début du siècle dernier, le canal Soulanges était une des plus importantes infrastructures maritimes du Saint-Laurent. Doté de cinq écluses de 86 mètres de longueur sur 14 de largeur, le canal de 23 kilomètres reliait les lacs Saint-François et Saint-Louis et a permis au commerce maritime de prendre une expansion majeure en facilitant la navigation entre Montréal et les ports régionaux, en amont. Inauguré en 1899, le canal Soulanges a été fermé 60 ans plus tard, à l'inauguration de la voie maritime.

Mais l'infrastructure du canal, large de 45 mètres, longe la rive nord du fleuve sur plus de 20 kilomètres, est toujours là. Il y a plusieurs années, quatre municipalités riveraines, Les Côteaux, Côteau-du-lac, Les Cèdres et Pointe-des-Cascades, ont créé une régie intermunicipale pour piloter un projet de réouverture pour la navigation de plaisance, en raison de sa position stratégique, entre le lac Saint-François, d'une part, et la jonction du fleuve et des lacs Saint-Louis et Deux-Montagnes, d'autre part.

Selon la Régie, « la réouverture du canal Soulanges est la clé d'un développement immobilier résidentiel, commercial et récréotouristique d'envergure internationale », baptisé Port Soulanges, mais surnommé par plusieurs le « petit Tremblant nautique » en raison de nombreuses comparaisons faites par le passé avec la fameuse station d'hiver des Hautes-Laurentides.

Des subventions de plus de 2 millions ont déjà été versées par Québec pour l'élaboration du projet Port Soulanges. Il y a quelques années, ses promoteurs parlaient ouvertement d'un projet de marinas et d'unités résidentielles de prestige de 500 millions de dollars à l'embouchure du canal, à Pointe-des-Cascades.

Mais le projet n'a jamais quitté le stade des planches à dessin, car pour qu'il soit viable, il faudrait d'abord rouvrir le canal à la navigation. Or, selon des études préliminaires, les travaux nécessaires pour renforcer les murs du canal, reconstruire les écluses et remettre cette voie navigable à la hauteur des normes contemporaines, coûteraient près de 100 millions.

Pour en savoir plus :
› Sur le projet Port Soulanges : www.canalsoulanges.com
› Sur l'autoroute 30 : www1.mtq.gouv.qc.ca/fr/regions/monteregie—ouest/a30—projet

Kyoto : des dépenses de 10 à 12 milliards au Canada

DENNIS BUECKERT
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA – Le plan de mise en oeuvre du protocole de Kyoto, que le gouvernement fédéral rendra public la semaine prochaine, prévoit des dépenses de 10 à 12 milliards au cours des cinq prochaines années, mais il ne répondra pas à l'importante question du montant que devra consacrer le Canada aux crédits d'émissions achetés à l'étranger.

« Le plan lui-même demeure très vague, a indiqué hier Dale Marshall, de la Fondation David Suzuki. Cela ne m'inspire pas vraiment confiance. Mais ce sera différent s'ils commencent à faire quelque chose. »

La plupart des environnementalistes mettent leurs critiques en sourdine, affirmant que le plan fédéral représente au moins un début. Ils remarquer qu'il comporte des engagements financiers significatifs pour mettre en branle la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le plan canadien de mise en oeuvre vise à obtenir une diminution annuelle de 270 mégatonnes des émissions nationales de gaz à effet de serre, de 2008 à 2012. Il s'agit d'une hausse par rapport au chiffre de 240 mégatonnes précisé dans le texte de l'entente de Kyoto, et ratifié en 2002 par le gouvernement canadien.

Cette augmentation est rendue nécessaire par la forte hausse des émissions canadiennes depuis que l'accord a été établi, en 1997. Le protocole de Kyoto exige une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 6 % par rapport aux taux de 1990, durant la période d'engagement 2008-2012.

La pièce maîtresse du plan canadien est le Fonds d'action pour les changements climatiques, doté de 1 milliard en vertu du budget déposé le 23 février. La valeur de ce fonds pourrait passer à 4 ou 5 milliards d'ici à 2010. Cela permettra des réductions annuelles de 75 à 115 mégatonnes d'émissions de gaz à effet de serre produites au pays.





PIERRE FOGLIA

Pépé

La alalère, j'étais en vacances. Ô les belles vacances ! Mais surtout, surtout : comme elles sont bien tombées ! Dites donc, il s'en est passé des choses pendant que je n'étais pas là. Il s'en est passé et même trépassé. C'est drôle à dire pour un journaliste, mais je suis tellement content de ne pas être là quand il arrive quelque chose. J'ai été gâté cette fois-ci. Ô les belles vacances.

Où je suis allé ? Savez-vous qu'une heure avant d'atterrir, j'étais pas sûr. L'hôtesse d'Air Canada, une petite bleachée à lunettes avec un air fendant, nous avait distribué les cartes à remplir pour le débarquement. Doit y avoir une erreur, madame, ce sont des cartes pour la République Dominicaine.

Pis ? qu'elle me dit.

Pis il me semblait qu'on s'en allait à Cuba ?

Ce coup de chaleur en débarquant de l'avion. Un coup de massue, du plomb fondu. Trente-cinq à l'ombre, mais il n'y avait pas d'ombre. Je regarde Pépé : et tu t'imagines que je vais pédaler dans ce sauna ?

Giuseppe Marinoni, dit Pépé. Quand il courait, j'écrivais des articles sur lui dans *La Patrie*. Sûrement le plus grand coureur cycliste qu'a connu le Québec. Après, il a fabriqué des vélos, je lui ai acheté tous les miens. Sa femme, Simone, dit que c'est fou ce qu'on se ressemble. On vient du même coin, on a été élevés à la même polenta, qui ne nous a pas prédisposés aux flaflas, ni aux relations publiques, ni à l'ésotérisme, ni à la pop-psychologie, ni à la nage synchronisée. On est pareils, sauf qu'il est furieusement de droite, même que son chroniqueur préféré à *La Presse,* c'est Claude Picher, c'est vous dire si on risquait de passer deux semaines à s'engueuler.

Pas une fois ! Pas une chicane. Il est vrai qu'on s'entend sur l'essentiel : sur le vélo et sur la vie. On s'entend en particulier pour dire que la vie c'est comme le vélo : si tu te défonces pas, il arrive rien. On s'entend aussi sur les champignons pour dire qu'un risotto sans champignons, c'est quoi l'idée ? On avait apporté nos spaghettis, deux kilos chacun, du parmesan évidemment. Dans l'avion, j'ai eu soudain une grande frayeur : Pépé, t'as pas oublié la râpe pour le parmesan, au moins ? Il m'a fait un grand sourire.

On a habité presque tout le temps chez un couple que Pépé connaît, une maison confortable en haut d'une côte, assez loin des plages de Guardalavaca pour ne pas avoir l'écho des cris émoustillés des épicières de Saint-Hyacinthe qui s'aspergent dans le clapot, mais assez près tout de même pour saisir la rumeur qui nous disait que la grève des étudiants continuait.

On était là pour rouler et c'est ce qu'on a fait tous les jours. Moi à fond, Pépé au ralenti. Je veux dire que lorsque je suis à fond, Pépé à côté de moi mouline, moulinette, peut-être même s'ennuie un peu. Le troisième jour dans la loma de la Lima — la côte du Citron, une des plus dures de la région —, je l'ai surpris qui chantonnait.

Tu chantes, mon tabarnak ?

Non, c'est un poème !

Par la madone ! Je le revois il y a 40 ans dans Québec-Montréal, il vient d'attaquer et de lâcher les favoris, il reste 50 kilomètres contre le vent, il est déchaîné, il bave, il gueule contre les autos suiveuses, il se défonce le cul comme j'ai jamais vu personne se défoncer le cul sur un vélo... Si on m'avait dit à ce moment-là que je roulerais un jour avec ce taureau furieux qui me réciterait un poème ! C'est quoi ce poème, Pépé ? Il le reprend en l'articulant lentement, *Nel mezzo del camino di nostra vita*... au milieu du chemin de notre vie — c'est le tout premier vers de la *Divine Comédie* — *mi ritrovai per una selva oscura* — je me suis retrouvé dans une sombre forêt... mais à son air guilleret je voyais bien qu'il en avait détourné le sens, je voyais bien que, dans cette forêt dantesque qui figure le péché, ce con allait aux champignons en sifflotant, alors que j'agonisais dans son sillage, mauve comme une papaye trop mûre. Il a eu pitié.

Il y a un arbre avec du vent en haut de la côte, on va se reposer.

Il connaît tous les arbres avec du vent de la région. Toutes les routes. Tous les trous dans les routes. Il vient rouler ici tous les hivers depuis 15 ans. Il s'est arrêté à presque toutes les maisons pour remplir son bidon. Olà, vous avez de l'eau froide ?

Chez les gens chez qui nous allions ce jour-là, cela s'était plutôt mal passé, la première fois. On l'avait invité à entrer. Il s'était assis près d'une table sur laquelle il y avait une machine à coudre. Son premier métier c'est tailleur, alors machinalement il avait pris un bout de tissu qui traînait et fait une couture, deux, trois, quatre. Il lève alors la tête et voit que ses hôtes sont consternés, la grand-mère en particulier n'était pas contente...

J'ai fait quelque chose de pas correct ?

Le fil. On n'a pas de fil. Faut pas le gaspiller.

L'année d'après, il leur a apporté des dizaines de bobines. À d'autres il a apporté des vélos, des pièces, des casques, des pneus, des pompes. Il est attendu depuis comme le père Noël. Pépé commandite plus ou moins officiellement le club cycliste de Holguin, une ville de l'importance de Québec. Dans ce club, une des meilleures coureuses de Cuba, une jeune femme d'une vingtaine d'années, qui nous a reçus chez ses parents. Une maison au bout d'une venelle boueuse, une masure, en fait. Le sol est en terre battue. Le coin cuisine se résume à un petit évier avec un robinet. Pas de frigo, pas de télévision. Une couverture pend pour séparer la chambre. La misère sort des murs mais, contre un de ces murs, bijou surréaliste, le vélo de la jeune femme, un Marinoni bien sûr, qui brille de tous ses chromes. Le papa, un ancien flic, est invalide. La maman gagne sept pesos par jour comme vendeuse (environ 40 cents). La jeune fille s'entraîne et va à l'université. Elle est venue rouler quelquefois avec nous, facile, facile, bien sûr. Une fois, à brûle-pourpoint, on lui a demandé : qu'est-ce t'as mangé ce matin Yuslady Machin ? C'est son vrai nom. Yuslady, du nom d'une héroïne d'un soap brésilien. Et Machin son nom de famille qui se prononce « machine ». Alors, qu'est-ce t'as mangé avant de venir rouler ?

Euh, euh...

Et quoi d'autre ?

On venait de rouler une centaine de kilomètres. Nous, on était arrivés. Elle, il lui en restait 60 pour retourner à Holguin.

Ce soir-là, Pépé pis moi, en entrée, on a mangé des tomates et des poivrons. Comme premier plat principal, du poisson grillé. Et comme second des spaghettis vongole avec de la langouste et des crevettes. Pour dessert, des morceaux de papaye que je roulais dans le sucre brun.

Des belles vacances, j'ai dit. Un beau pays. Des gens gentils. Mais faut pas trop poser de questions. D'abord c'est interdit. Mais surtout, ça fuck les perspectives.

Le « goût amer » du retour en classe

Environ 100 000 étudiants ont rejeté l'entente de principe

CAROLINE TOUZIN

L'heure était au bilan à la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), hier, alors que ses deux derniers cégeps membres toujours en grève, Alma et Rimouski, ont voté en faveur d'un retour en classe. L'entente de principe survenue il y a une semaine leur laisse toutefois un « goût amer », a dit la présidente de la FECQ, Julie Bouchard, en conférence de presse à Montréal.

Bien que les deux tiers des quelque 65 000 membres de la FECQ se soient prononcés en faveur de cette entente au cours de la semaine, plusieurs l'ont fait à « contre-coeur », a-t-elle souligné.

Dans l'ensemble du réseau collégial, seulement cinq cégeps sont toujours en grève, soit Drummondville, Lionel-Groulx, Saint-Jean-sur-le-Richelieu, Saint-Laurent et Vieux-Montréal. Cela représente environ 16 000 personnes.

Quelques associations étudiantes à l'Université du Québec à Montréal (23 000 grévistes), à l'Université de Montréal (2500 grévistes) et à l'Université Laval (11 200 grévistes) continuent également le combat.

Bien qu'il ne reste plus que quelques poches de Gaulois, la plupart dans la région de Montréal, ce sont environ 100 000 étudiants qui ont rejeté l'entente de principe depuis lundi. Le cabinet du ministre de l'Éducation n'y voit pas de double message.

« L'objectif est le retour en classe. Ce n'est pas de savoir si tout le monde est heureux ou non », a affirmé à *La Presse* Stéphane Gosselin, l'attaché de presse de Jean-Marc Fournier. Selon lui, si l'entente n'avait pas été « suffisante », les étudiants n'auraient pas décidé de reprendre leurs cours.

L'entente ne prévoit pas le retour des 103 millions retranchés des bourses cette année. Il manquera également 33 millions l'an prochain. Les étudiants reverront « leurs 103 millions » seulement à partir de 2006-2007.

Division du mouvement

Durant le conflit, la FECQ représentait une minorité de cégépiens en grève. La majorité d'entre eux étaient soit membres de la Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie (CASSEE), soit membres d'associations étudiantes indépendantes. Cette division leur a-t-elle nui ? Non, répond Julie Bouchard, sauf... « quand la CASSEE a organisé des actions contre d'autres regroupements étudiants », faisant ici référence à l'occupation des bureaux de la Fédération universitaire étudiante du Québec (FEUQ), la semaine dernière.

La FEUQ, elle, n'a pas encore fait son bilan. Elle le rendra public lundi, à la fin de son congrès téléphonique avec ses 19 associations membres qui se tiendra en fin de semaine. « On observe une tendance lourde en faveur de l'entente, mais il faut la confirmer par un vote en congrès », a dit son président, Pier-André Bouchard.

Galvanisées par ce qui a été la plus grosse mobilisation étudiante depuis 1968 au Québec, la FECQ et la FEUQ sont déjà prêtes à livrer la prochaine bataille contre le spectre du dégel des droits de scolarité. « Pour une cause comme le gel des droits de scolarité, qui est un fondement du mouvement étudiant, c'est clair que les gens vont être prêts à se battre », avertit Julie Bouchard. « Le gouvernement n'a clairement pas fini de nous entendre », ajoute Pier-André Bouchard.



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE

Des étudiants membres de la CASSEE ont perturbé la circulation, boulevard Décarie, angle Jean-Talon, hier. La police est intervenue.

Institut Grasset



Début des cours : 06 septembre 2005

Production télévisuelle et cinématographique
Composition et effets spéciaux pour vidéo numérique
Animation 3D et effets spéciaux
Production multimédia

Portes ouvertes le mardi
12 avril 2005 de 18h à 21h

Ateliers gratuits :
. Studio de télévision – 18h
. Effets spéciaux (Shake) – 19h
. Animation 3D (Maya) – 20

INSTITUT GRASSET : 220 rue Fairmount Ouest, Montréal, (514) 277-6053, 1-866-345-6053, www.institut-grasset.qc.ca

33075549A

ACTUALITÉS

Un homme s'arrache les yeux et poursuit deux hôpitaux

CHRISTIANE DESJARDINS

En plein délire religieux, un homme s'arrache un oeil à l'hôpital Douglas. Trois jours plus tard, alors qu'il se trouve à l'Hôpital général de Montréal pour être soigné, il s'arrache l'autre oeil. Il impute aujourd'hui sa complète cécité à la négligence des employés des établissements, qu'il poursuit pour 997 000 $.

Maurice Arsenault, 47 ans, souffre de maladie bipolaire et de schizophrénie paranoïde depuis l'âge de 19 ans. Il a souvent été hospitalisé à Douglas. Dans la poursuite qu'il a intentée cette semaine, il raconte que, le 26 août 1998, en proie au délire, il s'est présenté à l'hôpital Douglas. Il est reparti en disant à une employée qu'il ne pouvait rester parce que le démon était physiquement dans l'établissement. Il raconte avoir, dans les jours suivants, appelé deux fois l'hôpital pour parler à son psychiatre, parce qu'il n'était pas bien et voulait être hospitalisé. Dans les deux cas, le médecin lui aurait fait dire par sa secrétaire qu'il devait augmenter sa médication et rester chez lui.

Le 30 août, Arsenault coupe les fils du câble et du téléphone chez lui, pour empêcher le diable d'entrer par ces conduits. Puis, il se rend à l'aéroport de Dorval avec pour mission de « rencontrer Dieu ». Dans son esprit, pour aller au ciel, il lui faut prendre l'avion. Il demande aux passants de l'aider à trouver Dieu. Au bout de quelques heures, des agents de la GRC l'interpellent et le font conduire à l'hôpital Douglas en ambulance, à sa demande, dit-il. Arsenault soutient avoir lui-même demandé aux ambulanciers de l'attacher parce qu'il avait peur de lui-même. À l'hôpital, Arsenault est placé en salle d'isolement, vêtu seulement d'une chemise d'hôpital. Toujours selon la poursuite, Arsenault dit que, à un certain moment, il s'est approché de la fenêtre pour implorer Dieu de lui pardonner ses péchés. Un passage de l'Évangile lui revient alors en mémoire : « Et si ton oeil est pour toi une occasion de chute, arrache-le : mieux vaut pour toi entrer dans le royaume de Dieu n'ayant qu'un oeil... » Frappé par cette phrase, Arsenault s'arrache froidement l'oeil gauche et le lance sur le sol.

Il reproche aux deux établissements de n'avoir pas pris toutes les précautions pour le protéger de lui-même, vu sa condition.

Alertés par ses gémissements, les employés de l'hôpital accourent. L'oeil est cueilli sur le plancher, et déposé dans un verre. Arsenault est ensuite envoyé à l'Hôpital général de Montréal pour être soigné.

À cet endroit, Arsenault est gardé sous contention en permanence. Il raconte cependant que, dans la nuit du 3 septembre, il demande à une infirmière de lui détacher le bras droit, ne serait-ce que 30 secondes. Celle-ci finit par accepter. Arsenault en profite pour énucléer son oeil droit, qui pend, retenu seulement par le nerf optique. Un geste qui n'a pris au plus que 10 secondes, précise Arsenault dans sa poursuite. L'infirmière se met à pleurer, ce qui alerte les autres membres du personnel. Arsenault est dès lors hospitalisé en psychiatrie, d'où il ne sortira qu'en mai 2002.

Aujourd'hui, sa maladie mentale est maîtrisée, mais il est aveugle, ce qui réduit grandement ses activités et sa réinsertion sociale. Il reproche aux deux établissements de n'avoir pas pris toutes les précautions pour le protéger de lui-même, vu sa condition. Il réclame près de 1 million pour préjudices, incapacité et perte de revenus.

Les Français fument moins

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS – Sous l'effet d'une envolée spectaculaire des prix de 40 % en deux ans, les Français fument moins et les ventes de cigarettes ont dégringolé de 21 % l'an dernier, avec 55 milliards d'unités vendues par rapport à 70,6 milliards en 2003, selon Altadis Distribution, le cigarettier hispano-français.

Les ventes de cigarettes, qui avaient déjà baissé de 16 % en 2003, ont ainsi chuté de 32 % entre le début de 2003 et la fin 2004. Sur deux ans, les buralistes ont vendu 26 milliards de cigarettes de moins, selon ces chiffres cités par British American Tobacco (BAT).

C'est une vraie rupture par rapport à la décennie précédente, où la consommation baissait doucement de 1 % par an.

Si l'on inclut le tabac à rouler, les cigares et les cigarillos, dont les ventes ont augmenté de respectivement 15 % et 11 % en 2004, le marché global du tabac a baissé de 18 % l'an dernier.

Ce bouleversement des habitudes des fumeurs français s'explique par les hausses de prix successives depuis 2002, fruit des hausses fiscales décidées par le gouvernement dans le cadre de sa politique antitabac. En moyenne un paquet coûte 1,40 euro de plus qu'en 2002, et deux fois plus cher qu'en Espagne, par exemple.







ACTUALITÉS

À L'INITIATIVE DU CONGRÈS AMÉRICAIN

Vaste exercice antiterroriste à Ottawa

PRESSE CANADIENNE

GATINEAU — Un porte-conteneurs nigérian se dirigeant vers Halifax avec à son bord un mélange de produits chimiques toxiques qui s'écoule ; au moins deux passagers débarquant du navire de croisière *Comet Atlantic* à Saint-Jean (Terre-Neuve), avec la peste bubonique ; la police neutralisant une cellule terroriste en banlieue de Fredericton ; d'importantes explosions secouant la ville de New London, dans l'État du Connecticut, d'autres localités de la côte Est américaine, libérant du gaz moutarde dans l'atmosphère.

Chaos total : la plus importante vague d'attentats terroristes depuis le 11 septembre 2001 frappe à une vitesse vertigineuse.

Autour d'une grande table dans une salle de conférence du gouvernement à Ottawa, deux douzaines de responsables fédéraux sont rivés à leurs ordinateurs portables et préparent la suite... du scénario fictif.

Tout cela a fait partie de Topoff 3, un exercice de lutte contre le terrorisme à l'intention des hauts fonctionnaires élaboré à la demande du Congrès américain et auquel ont participé, outre les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada.

L'exercice, qui, au Canada, porte le nom de « Triple Day » — et de « Atlantic Blue » au Royaume-Uni —, a eu lieu cette semaine, soit du 4 au 8 avril.

Il s'agit du plus vaste exercice du genre jamais organisé.

10 000 participants

Plus de 10 000 personnes ont participé à l'événement, qui est le troisième du genre. Le premier avait été mené en mai 2000 et ne visait que les États-Unis. Topoff 2 a eu lieu en 2003 et consistait en des attaques simulées à Seattle et à Chicago. Le Canada y avait participé.

Cette année, aux États-Unis, dans le cadre de Topoff 3, qui a nécessité environ deux années de préparation, les participants ont eu à réagir à des attaques au Connecticut et au New Jersey. Des incidents terroristes simulés ont eu lieu à New London, au Connecticut (incident chimique), et dans les comtés de Union et de Middlesex, au New Jersey (incident biologique). L'intervention a été préparée comme si de vraies armes avaient été utilisées.

À mesure que s'est révélée, au cours de l'exercice, l'ampleur internationale des crises simulées, des exercices connexes ont été entrepris au Royaume-Uni et au Canada.

Le volet canadien a été un « exercice de poste de commandement », ce qui signifie qu'au lieu de déployer des services d'urgence, les responsables ont simulé le mouvement des ressources, a indiqué le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Le Canada a donc mis à l'essai, tout en tentant de les valider, des protocoles qu'utilisent les hauts responsables, pour les aider dans leurs interventions en cas d'attentat terroriste.

Au total, du côté canadien, 18 ministères fédéraux, en plus des provinces du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse, ont été mis à contribution.

Un fugitif américain armé se rend à la GRC

PRESSE CANADIENNE

NEW GLASGOW, N.-É. — Les autorités canadiennes enquêtent pour déterminer comment un ressortissant américain est entré au Canada à partir du Maine, la semaine dernière, avec une arme à feu illégale dans la boîte à gants de sa voiture.

Cary Mays Sanders Jr., 18 ans, de la Caroline du Sud, purge une peine de 30 jours dans une prison de la Nouvelle-Écosse pour possession sans permis d'une arme à feu à autorisation restreinte et de munitions.

Une source à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a indiqué que Sanders, qui est recherché par les autorités de la Caroline du Sud en vertu d'accusations de vol à main armée et de vol par effraction, avait traversé au Canada à un passage frontalier situé sur l'autoroute 6 près de McAdam, au Nouveau-Brunswick, le 1er avril dernier, avec une arme de poing de calibre .38 achetée aux États-Unis.

Selon la source, Sanders, qui voyageait seul et sans bagage à bord d'une camionnette, aurait indiqué à une agente des douanes qu'il venait au Canada parce que le trimestre scolaire était terminé et qu'il voulait voyager pour se changer les idées.

Son véhicule ne faisait pas l'objet d'un mandat de recherche.

Dimanche, lorsqu'il se trouvait en Nouvelle-Écosse, le jeune homme a décidé de téléphoner à la GRC pour se rendre de lui-même.

Les policiers ont alors trouvé l'arme et les munitions dans la camionnette

Une porte-parole de l'Agence des services frontaliers du Canada, Jennifer Morrison, a affirmé que l'agence a ouvert une enquête pour faire la lumière dans cette affaire.

EN BREF

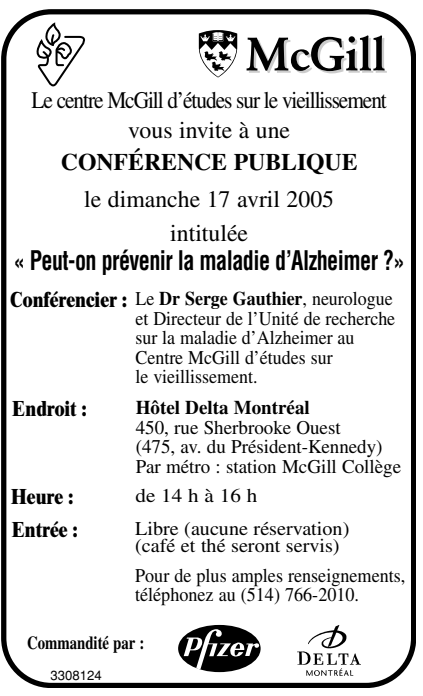
Trois présumés trafiquants de mari comparaissent

Arrêtés puis accusés à la suite d'une vaste opération de la Sûreté du Québec (SQ) mercredi, trois présumés membres d'un réseau de producteurs de cannabis opérant aux limites de la Beauce et de l'Estrie resteront derrière les barreaux jusqu'à leur enquête sur cautionnement. Le tribunal a choisi de maintenir Denis Dostie, Richard Viens et Reynald Gagnon sous les verrous alors qu'ils comparaissaient hier au palais de justice de Sherbrooke. Denis Dostie, 38 ans de Stornoway, est considéré comme la tête dirigeante de ce réseau. Des chefs d'accusation de production de cannabis et de possession de stupéfiants dans le but d'en faire le trafic ont été déposés contre lui tout comme contre Reynald Gagnon, 28 ans, quant à la production de cannabis à Piopolis. Richard Viens, 30 ans, a été accusé de production de cannabis à Saint-Évariste et de bris d'engagement. PC









SUITE DE LA UNE

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 **VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ?** Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca** | **ABONNEMENT** (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement** | **PETITES ANNONCES** (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca** | **DÉCÈS** (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca** | **CARRIÈRES** (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca** | **PUBLICITÉ** (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

« Contributions politiques » au PQ pour un contrat de Télé-Québec

PQ suite de la page A1

« Il s'est entendu avec eux et il est allé chercher le mandat », résume M. Renaud, qui soulignera plus tard qu'il était présent quand son patron, M. Brault, a passé à Ginette Boivin, responsable du financement du PQ, une liasse de chèques constituant les contributions politiques de ses employés. Joint par *La Presse*, Michel Hébert, alors agent officiel du PQ et aussi présent à la réunion, a nié encore une fois la version des faits de M. Renaud.

Télé-Québec a donné à Groupaction en 1997 un premier contrat de trois ans, qui a été renouvelé en 2000. Huit soumissionnaires avaient répondu à l'appel d'offres.

Après que son parti eut soutenu la veille que le fait qu'il n'y ait eu aucun contrat prouvait la fausseté des révélations embarrassantes faites à la commission Gomery, Bernard Landry semblait pris de court hier. Groupaction « n'a jamais rien eu du gouvernement du Québec pendant qu'on était au pouvoir », venait tout juste de lancer M. Landry.

« On ne peut savoir par coeur tous les contrats, il y a 40 milliards de contrats au gouvernement du Québec. Mais je sais que c'est par soumission publique, tout le temps et partout », a lancé le chef péquiste.

Il venait de faire une charge à fond de train contre les libéraux fédéraux qui liaient ignoblement les contributions politiques à l'adjudication de contrats. Le PQ veut « se détacher » de l'argent reçu des employés de Groupaction, a soutenu M. Landry.

Le PQ a demandé hier à la commission Gomery la liste des employés de Groupaction pour pouvoir mettre leurs contributions dans un compte en fidéicommis. À Montréal, la Commission a simplement répondu qu'il n'était pas question de divulguer en priorité au Parti québécois ces informations qu'a promis de transmettre M. Brault.

« J'ai parlé à Hébert et Boivin, ils ont été impeccables, ils n'ont jamais rien demandé à M. Brault », a soutenu M. Landry.

« Groupaction a versé de l'argent au PQ pour obtenir des contrats, et cette manoeuvre n'a pas réussi », avait dit plus tôt Jean-Claude Saint-André, député péquiste de L'Assomption, dont le nom, avec celui d'André Boulerice, a été évoqué par M. Renaud. M. Saint-André a aussi confié que, à l'époque où il dirigeait le bureau du premier ministre Jacques Parizeau dans L'Assomption, Alain Renaud était venu le rencontrer pour avoir des contrats du gouvernement. « Il s'attendait à ce qu'on fasse des gestes illégaux, ce qu'on a refusé de faire. »

Agendas bavards

Déposés à la commission Gomery, les agendas du patron de Groupaction, Jean Brault, sont passablement bavards sur les contacts qu'il a eus avec les décideurs péquistes en 1996, dans les mois qui ont suivi l'arrivée de Lucien Bouchard à Québec. Quelques rencontres de M. Brault avec les responsables du financement du PQ, Michel Hébert et Ginette Boivin, sont liées au contrat de Télé-Québec.

Le 23 mai 1996, Jean Brault et Alain Renaud ont obtenu une rencontre de 30 minutes avec Pierre Boileau, conseiller de Lucien Bouchard, et Ginette Boivin, au 12e étage de l'édifice d'Hydro-Québec, où se trouvait le bureau du premier ministre.

M. Boileau était l'ancien directeur du PQ et Mme Boivin, responsable du financement du PQ auprès des compagnies — des « milieux de vie », selon la formule utilisée au PQ pour les distinguer du « financement populaire ».

« Ils s'étaient déjà connus... ils savaient que Groupaction était une entreprise très généreuse », se souvient l'ancien employé de Groupaction.

« Mme Boivin devait savoir qu'elle recevrait des chèques qui venaient de Groupaction, que c'était un bon donateur », a précisé M. Renaud quand Bernard Roy, procureur de la commission Gomery, lui a demandé d'expliquer l'accueil plutôt chaleureux qu'avait reçu Jean Brault.

À ce moment, au cabinet du premier ministre, il ne fut pas explicitement question des contributions de Groupaction au Parti québécois, selon M. Renaud. M. Brault s'est contenté de faire sa présentation dans le but d'obtenir le contrat de Télé-Québec.

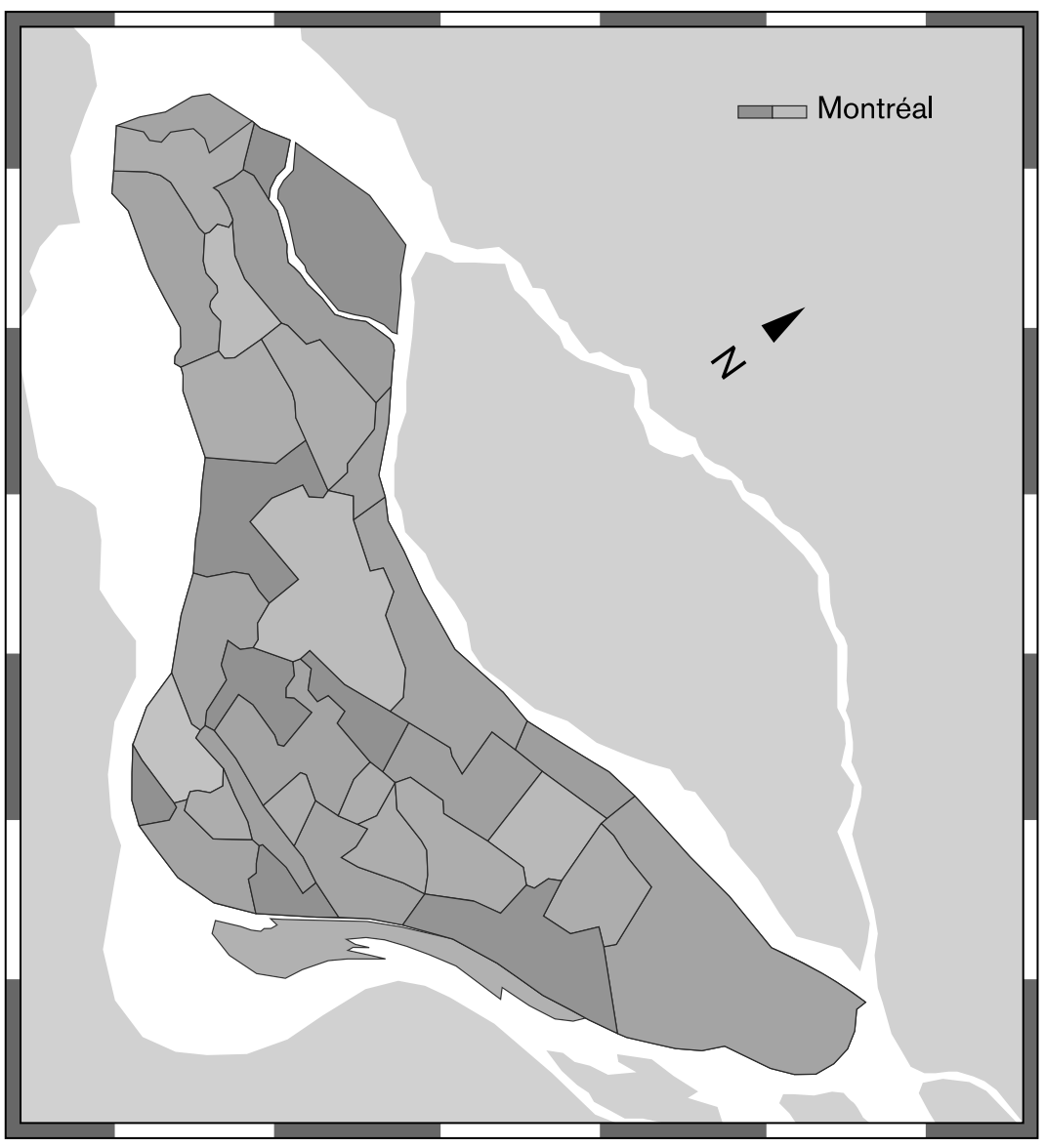
L'automne suivant, le 3 octobre, Jean Brault, Alain Renaud, Ginette Boivin et Michel Hébert se retrouvent pour le dîner. C'est alors, selon M. Renaud, que Jean Brault a remis à Ginette Boivin une liasse de chèques de ses employé. « Son mandat (son contrat à Télé-Québec) était réglé. Tout le monde avait l'air content », se souvient M. Renaud.

Hier M. Renaud a répété les allégations faites plus tôt cette semaine à *La Presse* et à Radio-Canada. Afin d'obtenir le renouvellement de son contrat à la Société des alcools, M. Brault avait, à la même époque, rencontré Mme Boivin et M. Hébert. « Je savais que c'était l'homme à voir », a dit M. Renaud.

Tout le monde s'est retrouvé à la permanence du PQ, rue Papineau, se souvient M. Renaud. « M. Brault a fait son *pitch*, dit qu'il avait le contrat de la Maison des Futailles depuis sept ans et qu'il voulait le compte majeur (de publicité) ».

Puis, pendant quelques minutes, M. Renaud a quitté le groupe pour « laisser M. Brault négocier ses choses ».

À la sortie de la rencontre, se souvient Alain Renaud, le patron de Groupaction a été limpide : « Ça va me coûter 50 000 $. Il faut que je fasse faire des dons en chèques personnels. Je vais passer ça dans ma compagnie. » Dix sept employés de Groupaction ont été invités à signer des chèques à l'ordre du Parti québécois, deux années de suite — une contribution totale de 100 000 $.



Le plus grand spécialiste des chaussures
et orthèses du pied, enfin à Montréal.

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

4596, boulevard St-Laurent • (514) 848-0100

3304593A

3304772

Précision

Trafic de cocaïne

Dans un texte de notre numéro d'hier sur la condamnation à 10 ans de pénitencier du « gars de Matane », Karl Chicoine, nous avons écrit que l'un des chargements de cocaïne importés par le gang du caïd de Trois-Rivières, Raymond Desfossés, s'élevait à 1225 kilos de cocaïne. Il s'agissait plutôt de 12 kilos.

Résultats

LOTO QUÉBEC — TVA, le réseau des tirages

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU LOTTO 6/49

Super 7 — Tirage du 2005-04-08
01 03 21 26 36 42 44
Complémentaire: (47)

Banco — Tirage du 2005-04-08
03 04 07 08 12 17 24 26 31 34
40 42 47 48 50 53 56 58 67 69

La Quotidienne — Tirage du 2005-04-08
3 : 757
4 : 3585

Extra — Tirage du 2005-04-08

Numéros	Lots
019667	100 000 $
19667	1 000 $
9667	250 $
667	50 $
67	10 $
7	2 $

La Mini — Tirage du 2005-04-08

Numéros	Lots
412603	50 000 $
12603	5 000 $
2603	250 $
603	25 $
03	5 $
41260	1 000 $
4126	100 $
412	10 $

ACTUALITÉS

18 AU 25 SEPTEMBRE

Le Festival international de films confirme son changement de dates

MARC CASSIVI

Le premier Festival international de films de Montréal (FIFM) sera présenté du 18 au 25 septembre plutôt qu'à la mi-octobre, comme l'a révélé *La Presse* cette semaine. Alain Simard, le président-directeur général de l'événement, en a fait l'annonce officielle hier en conférence de presse.

« Il s'agit d'un acte de bonne foi dicté par le bien collectif du milieu », a indiqué Alain Simard, le président d'Équipe Spectra, qui vise à calmer le jeu dans le conflit qui oppose le FIFM au Festival du nouveau cinéma (FNC) de Claude Chamberlan.

« Nous sommes heureux que Spectra respecte enfin la règle de Téléfilm Canada et de la SODEC en ce qui concerne le chevauchement des dates de festivals », a de son côté déclaré à *La Presse* Claude Chamberlan, le directeur du Festival du nouveau cinéma.

Le premier Festival international de films de Montréal devait exceptionnellement avoir lieu au même moment que le FNC cette année, du 12 au 23 octobre. Mais cette concomitance de dates souhaitée au départ par Téléfilm Canada et la SODEC s'est heurtée aux protestations des dirigeants du Festival du nouveau cinéma et de plusieurs cinéastes de renom, dont François Girard, Atom Egoyan et Robert Lepage.

« La page étant maintenant tournée, le temps est venu d'unir nos forces pour favoriser l'avènement d'un grand festival international », a déclaré par voie de communiqué Robert Lepage, qui s'ajoute au nombre des membres du conseil des gouverneurs du FIFM en compagnie du cinéaste Michel Brault.

Les dirigeants du FIFM ont par ailleurs dévoilé hier que 15 films se feront cette année la lutte pour l'Iris d'or, la récompense suprême du festival. Six Iris d'argent seront également remis, ainsi qu'un Iris d'or pour le meilleur court métrage, un Iris hommage, un Iris de l'espoir (première ou deuxième oeuvre) et des prix du public. Le Festival a en outre désigné un nouveau délégué pour le cinéma français, Michel Ciment, président de la FIPRESCI (un regroupement de critiques), qui devrait donner un souffle particulièrement français à sa première compétition.

Après Toronto et le FFM

En cette « année de transition », le FIFM aura lieu immédiatement après le Festival de Toronto et deux semaines après le Festival des films du monde de Serge Losique. Ses dirigeants ne sont pas encore fixés sur les dates du festival pour 2006, qui seront forcément estivales.

Le producteur Roger Frappier a voulu minimiser hier les contrecoups à l'étranger des polémiques entourant les festivals de films montréalais — il y en aura trois en moins de deux mois en 2005. Le journal de référence français *Le Monde* faisait état récemment des déboires des festivals de cinéma montréalais et des inquiétudes que suscite leur situation.

« Nous pouvons souhaiter que la collaboration de tous les intervenants du milieu cinématographique nous permettra dorénavant de projeter une image plus cohérente de Montréal à l'échelle internationale », a noté à cet égard le président fondateur d'Ex-Centris et membre du conseil d'administration du FIFM, Daniel Langlois, toujours par voie de communiqué.

Le délégué général à la programmation du FIFM, Moritz de Hadeln, en repérage à Lausanne, n'a pas participé à la conférence de presse.

Un Picasso volé est retrouvé

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — Un Picasso volé en 2004 dans les ateliers du centre Georges Pompidou, à Paris, a été retrouvé par la police qui l'a restitué hier au président du centre d'art du quartier Beaubourg.

Le directeur de la Police judiciaire a remis le tableau, *Nature morte à la charlotte*, dans ses locaux, dans l'île de la Cité.

La nature morte, aux tons gris bleu d'où se détachent les formes d'une assiette blanche et d'une charlotte marron, estimée à l'époque du vol à 2,5 millions d'euros (4 millions de dollars canadiens), avait été prêtée au Musée des beaux-arts de Nancy en novembre 2003.

Elle avait été envoyée par la suite à l'atelier de restauration du centre Beaubourg, dans le nord-est de Paris, qui accueille et stocke quelque 28 000 objets d'art, où elle avait disparu après avoir été vue pour la dernière fois en janvier 2004.

Le centre Pompidou avait porté plainte. Durant l'été 2004, la police a obtenu un « renseignement » désignant un présumé trafiquant de stupéfiants, selon elle, pouvant détenir le tableau sans doute dérobé par un employé présumé toxicomane.

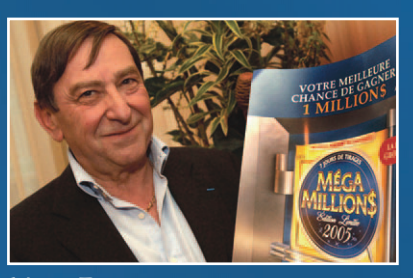
FABRICVILLE
le lundi et mardi
11 et 12 avril
OUVERTURE PROLONGÉE
jusqu'à 19h30
TOUS LES NOUVEAUX Tissus MODE PRINTANIERS
50% de rabais
ARTICLES DE COUTURE
(Cour. jusqu'à 12,99ch.)
SOLDE D'AVANT-PREMIÈRE
2 JOURS
RÉSERVÉ AUX MEMBRES
club elite
TOUS LES NOUVEAUX Tissus à DRAPERIE et d'AMEUBLEMENT
en magasin
40% de rabais
ACHETEZ-EN 1 (au prix cour.)
OBTENEZ-EN 2 GRATUITS
(de valeur égale ou moindre)
Vogue Butterick
3306705A

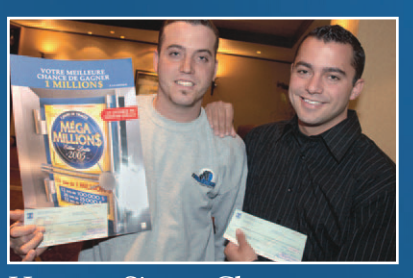
MÉGA MILLION$
MÉGA GAGNANT$


Groupe d'amis,
Châteauguay, 100 000 $


Groupe de travail,
Laval, 1 000 000 $


Groupe de travail,
Laprairie, 1 000 000 $


Yves Royer,
Outremont, 1 000 000 $


Hugo et Simon Chevrette,
St-Ambroise, 100 000 $


Diane Simard
et Philippe Gagnon
accompagnés de leurs 3 filles,
Métabetchouan, 1 000 000 $


Groupe d'amis,
Shawinigan-Sud, 100 000 $


Manuel Penafiel,
Longueuil, 100 000 $


Thomas Reeves et
Constantinos Leissos,
Chambly, 100 000 $


Sylvie et Rosaire Bélanger
accompagnés de leurs 4 filles,
Jonquière, 1 000 000 $


Jacques Deschamps, Valleyfield
Claude Legault, St-Anicet,
1 000 000 $


Groupe de travail,
St-Jean-Chrysostome, 100 000 $


Sandra Hudon et Josée Fortin,
Hébertville, 100 000 $


Claire Bouchard
pour un groupe de clients,
St-Georges, 25 000 $

18 ans+ www.loto-quebec.com
LOTO QUÉBEC
3297045A

SUITE DE LA UNE

Jean Charest : deux ans de confusion

CHAREST
suite de la page A1

Quelque chose ne tourne pas rond du tout à Québec.

Parlez-en à André Bourbeau, président du conseil d'administration d'Hydro, convoqué en fin de journée mardi pour une rencontre tôt le lendemain matin avec le ministre Pierre Corbeil. Pour aider ce néophyte, le cabinet de M. Charest délègue aussi Jacques Dupuis, vieux guerrier investi de l'aura de lieutenant de Jean Charest depuis le remaniement.

Le taux d'insatisfaction ne surprend plus personne — ils est élevé depuis tellement de mois...

On demande d'entrée de jeu à Bourbeau de signer une lettre de démission. Furieux, il refuse net. On le travaille au corps pendant plus d'une heure. Secoué, ému, il demande un mois de délai, puis une semaine. Finalement, à bout de patience, il claque la porte. Quelques jours auparavant, le directeur des communications, Christian Lessard, disciple inconditionnel de Jean Charest depuis 15 ans, avait été éjecté de son poste. Il s'était porté trois fois candidat pour lui, il avait été battu trois fois. Jean Charest lui a fait passer le message par le chef de cabinet, Stéphane Bertrand, comme il l'avait fait il y a cinq ans pour Suzanne Poulin et, il y a deux ans, pour Ronald Poupart.

Voilà pour les relations humaines.

Sondages dévastateurs

Sondage après sondage, l'étoile du PLQ et de Jean Charest pâlit. Le taux d'insatisfaction ne surprend plus personne — ils est élevé depuis tellement de mois... Mais avec sept personnes sur 10 insatisfaites, on chercherait en vain un gouvernement, au Québec comme au Canada, qui ait suscité une telle réprobation.

Avec les changements à l'article 45, le gouvernement s'était mis à dos les syndicats. Il a ajouté les familles avec les hausses de tarifs dans les garderies, une mesure, il faut le souligner, largement compensée dans le budget Séguin de l'an dernier par de généreux programmes pour les familles démunies. Les environnementalistes sont parvenus à faire reculer Québec dans le dossier du Suroît. Depuis un mois, ce sont les étudiants qui assiègent le parlement. Bientôt, ce sera au tour des syndiqués du secteur public.

Mais depuis quelques semaines, un autre groupe a tourné le dos au gouvernement Charest. Les milieux d'affaires sont devenus méfiants à l'endroit d'un politicien qui n'a pas tenu ses promesses. Tout « Québec inc. » avait appuyé le site d'Outremont pour la construction du nouveau CHUM. Même après la commission parlementaire qui a démoli le projet du recteur Lacroix, M. Charest rassurait les gens d'affaires quant au projet de technopôle, qui était pourtant condamné. En 1998, le monde des affaires s'était rassemblé pour réclamer que Jean Charest quitte Ottawa pour Québec. L'enthousiasme n'y est plus.

L'administration Charest semble obsédée par le secret ; chaque fuite cause une commotion. Si M. Séguin a dû prendre l'escalier, c'est qu'on ne voulait pas qu'il croise d'anciens collègues dans l'ascenseur. Marc-André Blanchard, président du PLQ, a raconté l'anecdote à des collègues : quand Jean Charest a vu qu'une fuite au sujet de son projet de remaniement faisait les manchettes de *La Presse*, il a subitement décidé de repousser le tout de quelques semaines.

« Déboussolés »

Du côté de la gestion, c'est pire. C'était une nouvelle pour initiés. Mais quand la présidente du Conseil du Trésor, Monique Jérôme-Forget, a confirmé que, pour la première fois en 60 ans, les prévisions de dépenses du gouvernement ne pourraient être déposées à temps pour le 1er avril, bien des mandarins ont compris que les choses ne tournaient pas rond. Tout le mois de février s'est passé en parties de souque à la corde au bureau de M. Charest, où les ministres, ulcérés par les compressions qu'on exigeait d'eux, tentaient de renverser les décisions.

« C'est un gouvernement qui a perdu ses repères, qui est déboussolé », confie un sous-ministre sous le couvert de l'anonymat. « Le problème est politique, c'est le *free for all* actuellement », ajoute un autre vétéran.

Les volte-face sur le Suroît et sur le financement des écoles juives, les tergiversations sur le lieu du CHUM et même la décision controversée de sabrer 103 millions dans les bourses d'études ont un dénominateur commun. Quand les décisions sont amenées au Conseil des ministres (car plusieurs, comme celles sur les écoles juives, ont été adoptées en catimini), elles n'ont pas suffisamment mijoté dans les comités interministériels, l'endroit où, dans tous les gouvernements précédents, les tenants et aboutissants de chaque décision étaient soupesés. À la table du Conseil des ministres, on passe son temps à discuter de dossiers amenés prématurément, incomplets. À la différence de Robert Bourassa ou de Lucien Bouchard, Jean Charest ne passe guère de temps avec son premier fonctionnaire, André Dicaire, secrétaire général du gouvernement, fréquemment absent pour des raisons de santé.

À Québec, toute la machine est paralysée. Le dernier remaniement a été une gifle magistrale pour tous les gestionnaires. On avait mobilisé tout le monde au Développement économique pour intégrer le Tourisme et les Régions. Une fois achevé, le projet a été mis au panier. Même chose à l'Emploi, auquel on avait intégré la Famille.

Dans les corridors du parlement, l'opération « réingénierie » est devenue une blague d'initiés entre les députés libéraux, conscrits dans les « comités de gouverne » ou « de pilotage », des étiquettes bien ronflantes pour des groupes qui ne se rencontrent jamais. Bien que la loi soit votée, l'Agence des PPP de Monique Jérôme-Forget est aussi sur une voie garage. Au caucus libéral, la morosité règne. Le dernier remaniement a scellé les espoirs des fantassins, qui sont de plus en plus nombreux à faire l'école buissonnière.

Le ministre Philippe Couillard a une cote de popularité élevée. Son bras de fer avec Jean Charest sur l'emplacement du CHUM a encore accru son influence. Mais à l'interne, dans le milieu de la Santé, on n'a vu jusqu'ici que des changements de structures. La population ne s'y trompe guère : 68 % des gens sont insatisfaits du bilan du gouvernement en santé.

Dans son dernier sondage, CROP révélait que près de deux Québécois sur trois estiment que M. Charest ne devrait pas solliciter un autre mandat à Québec. Tout un verdict pour un premier ministre en exercice.



OBÉSITÉ

Les nutritionnistes perdent un combat de taille

FRANÇOIS BERGER

Les nutritionnistes semblent avoir perdu un combat de taille (ou plutôt de tailles !). La publicité et le marketing de l'industrie des aliments ont beaucoup plus d'influence que les campagnes répétées en faveur d'une saine alimentation, constatent des spécialistes de la santé, atterrés par une nouvelle analyse de Statistique Canada sur l'aggravation de l'obésité au sein de la population.

Les données de l'agence fédérale des statistiques montrent que les personnes un peu grosses, c'est-à-dire celles qui font de l'embonpoint, courent un grand risque de devenir obèses avec le temps. Entre 1994 et 2003, le quart des gens ayant un excès de poids sont devenus carrément obèses, tandis que seulement 10 % ont retrouvé un « poids santé », les autres demeurant au même point. Chez les personnes qui avaient un poids normal ou « santé » en 1994, le tiers avaient un excès de poids huit ans plus tard.

La spirale va ainsi : plus on prend du poids, plus il est difficile d'en perdre et le risque est grand d'engraisser encore davantage. Près de 15 % des adultes canadiens étaient carrément obèses en 2003, contre 13 % en 1994. Au Québec, les chiffres respectifs sont de 14 % et 11 %. De plus, le tiers des Canadiens et des Québécois souffrent d'embonpoint.

À ce rythme, les analystes de Statistique Canada se demandent si le pays ne va pas bientôt rejoindre son gros voisin américain, chez qui 21 % de la population est obèse. Le phénomène est répandu partout dans le monde, même dans les pays pauvres où sévit la faim !

L'obésité est liée au diabète, aux problèmes cardiovasculaires, à l'hypertension, à l'arthrose et à bien d'autres maladies. Les soins médicaux qui y sont rattachés coûtent aux États-Unis 75 milliards de dollars par an.

Nutrition et publicité

Différentes enquêtes montrent paradoxalement une augmentation de l'activité physique, normalement considérée comme un frein à la prise de poids. Toutefois, d'autres facteurs sont à l'oeuvre, dont la nutrition.

Ainsi, le volume de matières grasses consommées au Canada a grimpé de 23 % par personne durant la dernière décennie. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les Maritimes, où la consommation de croustilles est la plus importante au pays, présentent également le taux d'obésité le plus élevé.

Une étude réalisée par la nutritionniste québécoise Élizabeth Huot auprès de 5000 personnes a révélé que les campagnes de sensibilisation et d'éducation à une saine alimentation n'apportent aucun changement dans les habitudes alimentaires en général. Les populations étudiées, dans les quartiers Saint-Louis-du-Parc à Montréal et Fabreville à Laval, ainsi que dans la ville de Rivière-du-Loup, ont été soumises à des « interventions éducatives à bien manger » durant quatre années, mais en vain.

« Les messages concurrents (à la bonne alimentation) sont simplement plus forts », dit Mme Huot.

Le prêt-à-manger et le marketing de l'industrie alimentaire ont le haut du pavé. L'industrie « vise extrêmement bien les divers segments de consommateurs », note Marie Marquis, professeure au département de nutrition de l'Université de Montréal.

La publicité des fabricants et marchands d'alimentation totalise plus de 190 millions de dollars par an au Québec seulement, souligne-t-elle, loin devant celle de l'industrie des cosmétiques ou du tourisme. Seule la publicité pour l'automobile, les biens de consommation (comme les meubles) et le divertissement dépassent l'industrie alimentaire, qui accapare 13 % de toute la publicité au Québec.

À titre comparatif, un peu plus de 30 millions de dollars ont été consacrés, en 2003-2004, aux problèmes de nutrition, par les Instituts de recherche en santé du Canada, principal organisme de financement de la recherche en santé au pays. Au centre de ce combat inégal se trouve le consommateur, qui ne peut pas modifier ses habitudes alimentaires comme il change de chemise. « Les habitudes sont ancrées, souvent depuis l'enfance », indique Mme Marquis.

« Manger, ce n'est pas rationnel », ajoute-t-elle pour souligner l'avantage que peuvent avoir les publicités de l'industrie. La perception du plaisir associé aux aliments est de première importance, selon elle. En fait, le « goût » qu'a un aliment (ou le goût qu'on perçoit) constitue la « première motivation » du consommateur.



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

L'obésité gagne du terrain partout dans le monde, même dans les pays où la faim est chose courante.

L'INDICE DE MASSE CORPORELLE

Les mesures de « poids santé », d'embonpoint et d'obésité reposent sur l'indice de masse corporelle (IMC), que l'on calcule en divisant le poids (en kilogrammes) par le carré de la taille (en mètres). Par exemple, l'IMC d'une personne de 70 kilogrammes (154 livres) mesurant 1,72 mètre (5 pieds 7 pouces) est calculé ainsi :

$70 / 1{,}72^2 = 24{,}2$

› IMC inférieur à 18,5 : poids insuffisant
› IMC de 18,5 à 24,9 : poids santé
› IMC de 25 à 29,9 : embonpoint
› IMC de 30 et plus : obésité

ACTUALITÉS

Les cégépiens ont aussi des problèmes de lecture

MARIE ALLARD

Parmi les 150 000 élèves qui fréquentent les cégeps, un bon nombre souffrent de... problèmes de lecture. Cela explique en partie le faible taux de réussite des cégépiens : à peine 41 % des jeunes qui s'inscrivent au collège décrochent leur diplôme dans le délai prévu, selon le ministère de l'Éducation du Québec (MEQ).

Les études portant sur les troubles de lecture au collégial étaient pourtant inexistantes, jusqu'à ce que les chercheuses Laura King et Zohra Mimouni, du Centre d'études sur l'apprentissage et la performance (CEAP) de l'Université Concordia, s'y intéressent. Leurs premiers résultats, dévoilés hier au congrès de l'Association québécoise des troubles d'apprentissage (AQETA), laissent entrevoir que le problème est réel, bien que largement ignoré.

Au sein des six cégeps étudiés par les chercheuses, il y avait officiellement 192 élèves ayant des diagnostics documentés de troubles d'apprentissage. Dans 53 % des cas, il s'agissait de dyslexie, un désordre se manifestant par une difficulté sévère dans l'apprentissage de la lecture. Les dyslexiques confondent parfois des lettres qui se ressemblent, comme « p » et « q », ou encore transposent des sons (ils vont dire « skeptacle » plutôt que « spectacle »).

Mme Mimouni, qui est également professeure au collège Montmorency, a toutefois noté que d'autres élèves avaient du mal à lire, sans être officiellement diagnostiqués. Pour le vérifier, sa collègue et elle ont fait passer un test à 431 élèves, recrutés par l'entremise de professeurs de langues, de centres d'aide en français et d'annonces. Leurs résultats montrent que 22 % des jeunes testés ont des troubles de lecture importants, 7 % d'entre eux ayant même des troubles très importants. Comme il s'agit d'élèves sélectionnés en raison de leurs difficultés en lecture, ce pourcentage ne peut être généralisé à l'ensemble des cégépiens.

Après avoir réussi de peine et de misère leur secondaire, ces élèves frappent un mur au cégep, où de longues lectures sont exigées.

Il reste que Mme Mimouni juge qu'il est urgent d'identifier et d'aider ces élèves. « Plusieurs sont complètement désespérés et gênés de parler de leur problème », indique-t-elle. Après avoir réussi de peine et de misère leur secondaire, ces élèves frappent un mur au cégep, où de longues lectures sont exigées. D'autres échouent à l'épreuve uniforme de français, un examen final obligatoire depuis 1994. « Ces élèves, qui ont passé tous leurs autres cours, doivent souvent travailler dans un autre domaine que le leur, note Mme Mimouni. Ils ne savent pas quoi faire pour réussir cette épreuve de français. »

Des mesures particulières, comme une plus longue période pour passer un examen ou l'enregistrement audio de certains textes, pourraient les aider. Ces accommodements ne sont cependant accessibles qu'aux dyslexiques officiellement diagnostiqués, une situation que les deux chercheuses espèrent changer.



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Des étudiants devant le cégep du Vieux-Montréal.



LE SOLDE
SIGNEZ
NISSAN



JUSQU'À 4 MOIS DE CONGÉ*

SENTRA
LOUEZ À PARTIR DE
189$/MOIS†
0$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



X-TRAIL
LOUEZ À PARTIR DE
269$/MOIS†



QUEST
LOUEZ À PARTIR DE
359$/MOIS†



3307982A

nissan.ca 1 800 387-0122

OUVERT JUSQU'À 21 H LES SOIRS DE SEMAINE‡

PROGRAMME POUR DIPLOMÉS NISSAN ‡‡

*De 1 à 4 mensualités, toutes taxes incluses, sont acquittés pour vous par Nissan Canada et/ou le concessionnaire à la location de certains modèles neufs et de démonstration de voiture Nissan soit a) les 4 premières mensualités d'un terme de 60 mois sont acquittés pour la Sentra 1.8 2005 et Sentra édition spéciale 2005 seulement. b) la première mensualité d'un terme de 48 mois est acquittée pour la Quest et le X-Trail 2005. Le premier versement client est exigible a) 120 jours b) 30 jours après la date de signature du contrat de location. Cette offre ne peut s'appliquer aux locations pré-acquittées. Un rabais équivalent au coût d'une mensualité basée sur les termes ci-dessus mentionnés (taxes incluses) sera accordé au client désirant un terme moindre. †Location de 60 mois à 189 $ par mois pour la Sentra 1.8 2005 avec boîte de vitesses manuelle (C4LG55 AA00) ou à 209 $ par mois pour la Sentra édition spéciale avec boîte de vitesses manuelle (C4CG55 AA00) avec acompte ou échange équivalent de 995 $, frais de transport et de pré-livraison compris. Limite de 48 mois pour le X-Trail 2005 (Y6RG55 AA00) mensualité de 269 $ avec acompte ou échange équivalent de 4595 $. Frais de transport et de pré-livraison compris. Pour un temps limité, 0 $ de dépôt de sécurité sur toute Sentra neuve. Location de 48 mois pour la Quest S 2005 (V6RG75 AA00) / Quest 3.5 SE (V6SG75 AA00) telle qu'illustrée mensualité de 359 $ / 579 $ avec acompte ou échange équivalent de 4495 $. Location de 48 mois pour le Xterra 2004 et Sentra, Altima et X-Trail 2005 sont admissibles au Programme pour diplômés. Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques et slogans de Nissan sont des marques de commerce utilisées sous licence ou appartenant à Nissan Motor Co Ltd. et/ou ses filiales nord-américaines. Les offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre. Les offres sont d'une durée limitée et peuvent faire l'objet de changement sans préavis. Les concessionnaires peuvent louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. ‡Chez les concessionnaires participants. #Seuls les modèles 2005 sont admissibles. Certaines conditions s'appliquent. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. ‡‡Programme pour diplômés offert aux diplômés universitaires et collégiaux qui ont obtenu leur diplôme au cours des 2 années précédant la date d'achat ou de location. Preuve de diplomation requise. Programme pour diplômés offert à la plupart des modèles neufs et de démonstration de voiture Nissan. Certaines conditions s'appliquent. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le concessionnaire peut devoir commander ou échanger une voiture. †† Assistance routière 24 h. Taxes, immatriculation, assurances, obligations sur pneus neufs, frais d'enregistrement RDPRM et frais du concessionnaire en sus. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Offres disponibles seulement chez les concessionnaires participants. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Les modèles illustrés sont à titre indicatif seulement. †

GAGNEZ

1 MILLION $

EN ARGENT COMPTANT †

Simplement en achetant chez Brault & Martineau

Un coupon de participation par tranche d'achat de 100 $

PLUS QUE 2 JOURS POUR PROFITER DE CETTE OFFRE

Alors... serez-vous le prochain millionnaire ?

† Pour participer au concours, un achat minimum de 100 $ avant taxes est requis. Pour être déclaré finaliste, chaque participant devra avoir répondu correctement à une question d'habileté mathématique. Règlements et détails en magasin.

En collaboration avec Financement accord D Desjardins

AUCUN INTÉRÊT À PAYER JUSQU'EN MARS 2008

AVEC 36 VERSEMENTS ÉGAUX

SANS FRAIS NI INTÉRÊT* SUR LES MEUBLES, MATELAS, ÉLECTROMÉNAGERS ET APPAREILS ÉLECTRONIQUES



ÉCRAN FORMAT 16:9 À PROJECTION

JVC

Téléviseur numérique à projection de 48 po

Filtre peigne numérique 3D Y/C de 16 Mo, D.I.S.T. 1080i, entrées vidéo à composants.
Livraison gratuite.
12 mois de garantie.

Aussi offert :
56 po sans base
69,42 $/mois
ou **2499 $**

GRATUIT !*
Base d'une valeur de **239 $****
à l'achat de ce téléviseur.
*Conditions en magasin. **Valeur au détail suggérée.

52 75 $ /mois
ou **1899 $** BM



ÉCRAN FORMAT 16:9
ÉCRAN PLAT

TOSHIBA
FST PURE MD

Téléviseur à écran plat de 26 po

Filtre peigne numérique 3D Y/C, mode TheaterWide MD, tube écran Invar, entrée vidéo à composants ColorStream MD.
Livraison gratuite.
12 mois de garantie.

À l'achat d'un téléviseur HD
GRATUIT !
système numérique par satellite



299 $ valeur du système
- 299 $ remise sur facture à l'achat d'un téléviseur HD
0 $ BM
*Conditions en magasin.

18 03 $ /mois
ou **649 $** BM

PUISSANCE DE 450 WATTS



Pioneer

Ensemble cinéma maison de 450 watts au total

Récepteur audio-vidéo avec décodeurs Dolby Digital/ Pro-Logic II/DTS, lecteur de DVD progressif, lecture de formats DVD-audio/SACD/DVD-R/CD/ CDR-RW/MP3/JPEG.
Livraison gratuite.
12 mois de garantie.

36 08 $ /mois
ou **1299 $** BM



FUJIFILM
open your eyes · ouvrez les yeux

Appareil photo numérique de 5,2 mégapixels avec écran ACL TFT de 2,0 po

Zoom optique 3,2x, zoom numérique 3,9x. *Carte mémoire xD incluse.*
12 mois de garantie
Aussi offerts :
4,1 mégapixels.....**8,31 $**/mois ou **299 $**
6,3 mégapixels.....**13,86 $**/mois ou **499 $**

9 69 $ /mois
ou **349 $** BM

Soyez prêts...



Danby

Climatiseur 5 000 BTU

Direction d'air à 2 voies, 2 réglages du ventilateur.
12 mois de garantie

Aussi offerts :
10 000 BTU....**12,75 $**/mois ou **459 $**
12 500 BTU....**15,25 $**/mois ou **549 $**
14 000 BTU....**18,03 $**/mois ou **649 $**

179 $ BM



FEDDERS

Climatiseur vertical 10 000 BTU

Ventilateur à 3 vitesses, 3 réglages de température, filtre lavable.
12 mois de garantie

Aussi offert :
12 000 BTU
16,64 $/mois ou **599 $**

15 25 $ /mois
ou **549 $** BM



Panasonic

Lecteur audio numérique

Enregistrement direct à partir d'un syntoniseur FM, transfert (glisser-déplacer), 4 lignes d'affichage ACL, 256 Mo.
12 mois de garantie

129 $ BM

BRAULT & MARTINEAU

10 GRANDS MAGASINS

Une entreprise de chez nous, pour vous !
www.braultetmartineau.com

HEURES D'OUVERTURE : Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

LIVRAISON GRATUITE DANS UN RAYON DE 200 KM* *Conditions en magasin.

BROSSARD Tél. : (450) 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
KIRKLAND Tél. : (514) 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LAVAL Tél. : (450) 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)
ROCK FOREST Tél. : (819) 562-4242 • 1 800 267-4240 • 4275, boul. Bourque (coin rue Grégoire)
SAINT-LÉONARD Tél. : (514) 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
GATINEAU Tél. : (819) 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Promenades de l'Outaouais)
LASALLE Tél. : (514) 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
REPENTIGNY Tél. : (450) 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
SAINT-HUBERT Tél. : (450) 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Promenades Saint-Bruno)
SAINTE-THÉRÈSE Tél. : (450) 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)

Prix en vigueur jusqu'au dimanche 10 avril 2005. Quantité limitée sur certains articles. *Achat minimum requis de 299 $ avant taxes pour les appareils électroniques et de 499 $ avant taxes pour les meubles, matelas, accessoires de décoration et électroménagers. Ne payez que les taxes de vente au moment de l'achat. Sujet à l'approbation du crédit. Le montant de votre achat sera réparti en 36 versements égaux, sans frais, ni intérêt débutant le mois suivant votre achat. Conditions en magasin. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Centres de liquidation (C.D.L.).

3305097A

Super Blitz de Meubles de Jardin

Jusqu'au 24 avril,

Obtenez 20% de rabais

sur plus d'une centaine de modèles d'ensembles de meubles de jardin!*

Ensemble Portofino 4 chaises et 1 table 42 x 72 po
régulier 1199$
Prix Blitz 959$

Gazebo Romain 10 x 10 pieds
Prix Blitz 369$

Ensemble Bordeaux 4 chaises et 1 table 38 x 60 po
régulier 599$
Prix Blitz 479$

Ensemble Salisbury 4 fauteuils et 1 table 57 x 36 po
régulier 699$
Prix Blitz 559$

Ensemble Mississippi 4 chaises et 1 table ovale 42 x 72 po
régulier 1199$
Prix Blitz 959$

Piscine Hors-terre

À l'achat d'une piscine hors-terre, vous obtenez jusqu'à **300$** de rabais**

piscine équipée à partir de **28 99$**/mois**

FINANCEMENT accord D Desjardins

De plus, vous obtenez **50%** de rabais sur les accessoires sélectionnés lorsque vous achetez une piscine équipée.**

Un choix de 120 spas à partir de Spa 3999$

Courez la chance de gagner votre spa+ avec la Banque Laurentienne

FINANCEMENT EN MAGASIN BANQUE LAURENTIENNE

De plus, vous obtenez **50%** de rabais sur les accessoires sélectionnés lorsque vous achetez un spa.***

CLUB PISCINE SUPER fitness

POUR LES ADRESSES DES MAGASINS, CONSULTEZ LES PAGES JAUNES OU VISITEZ NOTRE SITE INTERNET À
www.clubpiscine.ca

FINANCEMENT EN MAGASIN BANQUE LAURENTIENNE

3296576A

Photos à titre d'illustration seulement. Les produits et promotions peuvent varier d'un magasin à l'autre. Jusqu'à épuisement des stocks. Applicable dans les magasins participants seulement. Cette promotion n'est pas applicable dans les centres de liquidation. Cette promotion ne peut être jumelée à aucune autre promotion. *Applicable sur les ensembles de meubles d'une valeur supérieure ou égale à 599$ au prix régulier avant taxes. ** Le rabais varie selon le modèle de piscine sélectionné. Sujet à l'approbation de crédit. Le prix par mois indiqué se rapporte au modèle Delta 12 pieds de Cornelius et n'inclut pas l'installation. Voir détails en magasin. Lorsque vous achetez une piscine équipée, vous obtenez 50% de rabais sur les accessoires sélectionnés seulement. *** Le prix indiqué se rapporte au modèle Riviera. À l'achat d'un spa, vous obtenez 50% de rabais sur les accessoires sélectionnés seulement.+ Règlements disponibles chez les détaillants Club Piscine Super Fitness. Aucun achat requis. Certaines conditions s'appliquent. Voir tous les détails en magasin.

ACTUALITÉS

ATTENTAT AUX JEUX D'ATLANTA

Rudolph plaide coupable

ASSOCIATED PRESS

MONTGOMERY, Alabama — Eric Rudolph, auteur présumé de l'attentat des Jeux olympiques d'Atlanta, en 1996, a accepté de plaider coupable dans ce dossier ainsi que pour trois autres explosions, ce qui lui permet d'échapper à la peine de mort, ont annoncé hier des responsables du ministère américain de la Justice.

Cependant, « les nombreuses victimes des attentats terroristes d'Eric Rudolph (...) peuvent être sûres que Rudolph passera le reste de sa vie derrière des barreaux », a souligné le ministre de la Justice, Alberto Gonzales.

L'attentat d'Atlanta avait tué une femme et blessé une centaine de personnes. Les deux années suivantes, le suspect aurait fait exploser des bombes devant un bar lesbien à Atlanta et deux cliniques pratiquant des avortements, dans l'Alabama, où un policier a été tué et une infirmière grièvement blessée, et à Atlanta.

Eric Rudolph devrait plaider coupable lors d'audiences prévues pour mercredi à Birmingham et Atlanta. En échange, il sera condamné à quatre peines de prison à vie sans possibilité de libération anticipée. Sollicité, son avocat Me Bill Bowen n'a pas fait de commentaire.

Âgé de 38 ans, Eric Rudolph est un extrémiste opposé au gouvernement et adhérerait à un mouvement affirmant la supériorité des Blancs, organisation antiavortement, antisémite et homophobe. Il a été capturé en mai 2003 en Caroline du Nord.

EN BREF

GM boycotte le *LA Times*

General Motors a retiré tout son budget publicitaire du grand quotidien de la côte ouest des États-Unis, le *Los Angeles* Times, auquel il reproche une mauvaise couverture journalistique de ses activités, a-t-on appris auprès du fabricant automobile. La décision a été prise après plusieurs discussions entre le constructeur automobile et la direction du quotidien, accusé par GM d'avoir commis des erreurs. « Nous étions inquiets depuis quelque temps au sujet d'erreurs factuelles et de fausses allégations en rapport avec General Motors dans la couverture (du *LA Times*) », a indiqué la porte-parole de GM, Ryndee Carney, dans un communiqué diffusé jeudi. Mme Carney n'a pas donné le montant exact du contrat publicitaire qui liait le constructeur automobile et le journal. Elle a néanmoins précisé qu'une telle décision était « extrêmement rare ». Le porte-parole du *Times*, David Garcia, a refusé de confirmer ce retrait tout en diffusant un communiqué expliquant qu'il avait « pris connaissance des inquiétudes de General Motors et qu'elles étaient en cours d'examen ». AFP

Newsworld International : fin des émissions

Un consortium dirigé par l'ancien vice-président américain Al Gore a décidé de fermer la chaîne de télévision par câble Newsworld International, créée par la CBC en 1994. Une soixantaine d'employés perdront leur emploi à Toronto. Selon le rédacteur en chef de CBC News, Tony Burman, il s'agit d'une décision d'affaires et il semble n'y avoir aucune autre possibilité à compter de juillet. Newsworld International propose aux téléspectateurs américains une sélection de programmes de plusieurs chaînes étrangères dont la canadienne CBC et la britannique ITV. Elle a été créée en 1994 par CBC en partenariat avec une filiale de Power Corporation. PC



L'étoffe des plus grandes étoiles du Québec

Les honneurs continuent de se multiplier pour notre chef Jean-François Lacroix. Il est l'un des trois finalistes au niveau provincial pour le titre de *Chef de l'année* décerné par la Société des chefs cuisiniers et pâtissiers du Québec. Le nom du lauréat sera dévoilé le 22 mai à l'Auberge des Gouverneurs de Sainte-Foy.

Bonne chance Jean-François !
Toute l'équipe est fière de toi et t'appuie de tout cœur.

Fierbourg
CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
La réussite au bout de vos doigts

800, place Sorbonne, Charlesbourg (Québec) G1H 1H1
(418) 622-7821 Sans frais 1 877 992-3782

Commission scolaire des Premières-Seigneuries
LE SECONDAIRE PUBLIC LA BONNE ÉCOLE

www.fierbourg.com

3307548A

MIEUX CONSOMMER



Tempérez vos thermostats !

Profitez de cette offre pour vous procurer des thermostats électroniques. Plus précis, ils éliminent les écarts de température et vous assurent plus de confort, tout en vous faisant économiser jusqu'à 10 % sur vos frais de chauffage.

Économisez jusqu'à 130 $

Maximum par maison unifamiliale, condo ou établissement commercial.

par remise postale

Communiquez avec votre maître électricien pour connaître les remboursements applicables aux duplex, aux triplex et aux immeubles à logements multiples. Si vous achetez chez un détaillant, n'oubliez pas de conserver vos codes à barres (CUP) originaux.

ACHAT

MIEUX CONSOMMER

Achetez cinq thermostats électroniques* pour plinthes électriques chez un détaillant ou auprès d'un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 $ par la poste.

Obtenez un remboursement additionnel de 10 $ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats achetés.

Hydro Québec

INSTALLATION

MIEUX CONSOMMER

Faites installer cinq thermostats électroniques* pour plinthes électriques par un maître électricien membre de la CMEQ et recevez 45 $ par la poste.

Obtenez un remboursement additionnel de 10 $ par thermostat pour le sixième et le septième thermostats installés.

Hydro Québec

*Thermostats programmables ou non programmables. Les convecteurs avec thermostat intégré sont également admissibles.
Voir les autres modalités au verso.

Hydro Québec

3294274A 3295073

Procurez-vous vos thermostats auprès de nos partenaires

ICE · BMR au centre de la rénovation · Canac-Marquis Grenier C'est pas compliqué · Canadian Tire · Co-op Quincaillerie Matériaux

Groupe Gaston Côté Matériaux de Construction · Groupe Inter Luminaires · Home Dépot · Home hardware

Laferté Centre de rénovation · Lumen · Matériaux à bas prix · Matério

Nedco · Patrick Morin Le centre de la rénovation Des gens constructifs · Pothvin & Bouchard inc. Logimat · PRO

Réno Dépôt · RONA · Unimat

La corporation des maîtres électriciens du Québec
www.cmeq.org

Modalités : Remplissez ce ou ces bons et envoyez-les par la poste avec une copie de la facture et les codes à barres (CUP) originaux aux ***Promotions Redemco inc.***, à l'adresse ci-dessous. Si vous achetez vos thermostats auprès d'un maître électricien, assurez-vous que son numéro de licence ainsi que la marque, le numéro du modèle et le prix des thermostats sont indiqués sur la facture. Dans le cas d'un immeuble à logements multiples, vous devez également préciser le nombre de logements dans lesquels les thermostats ont été installés. Seuls les bons lisibles et dûment remplis seront acceptés. Veuillez prévoir de six à huit semaines pour la réception de la remise postale. L'achat et (ou) l'installation doivent être effectués entre le 1er février 2004 et le 31 décembre 2005. Les demandes de remboursement doivent être postées dans les deux mois suivant l'achat ou l'installation. Hydro-Québec n'est pas responsable des bons perdus, mal acheminés, illisibles ou incomplets. Cette offre de remise postale est soumise à toutes les lois fédérales et provinciales ainsi qu'à tous les règlements municipaux applicables. Toute soumission frauduleuse est passible de poursuite judiciaire. Cette promotion peut être modifiée sans préavis. Offre valide au Québec seulement.
La *Loi sur le bâtiment* exige que l'installation des thermostats soit réalisée par un membre accrédité de la Corporation des maîtres électriciens du Québec (CMEQ).
Vous pouvez consulter le répertoire des membres de la CMEQ à l'adresse suivante : www.cmeq.org/repertoire_me/index.asp.

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance : Français ☐ Anglais ☐
Nom et prénom :
Adresse : App. : Ville :
Province : Code postal : Téléphone :
Propriétaire ☐ Locataire ☐

Type de bâtiment :
Commerce ☐ Duplex ☐ Copropriété ☐
Unifamilial ☐ Triplex ☐ Logements multiples ☐
Immeuble à logements multiples : Nbre de logements visés _____

Postez à : Les Promotions Redemco inc., C.P. 2010, Longueuil (Québec) J4K 5J9
1 866 733-3626 • (514) 990-3514

Langue de correspondance : Français ☐ Anglais ☐
Nom et prénom :
Adresse : App. : Ville :
Province : Code postal : Téléphone :
Propriétaire ☐ Locataire ☐

Type de bâtiment :
Commerce ☐ Duplex ☐ Copropriété ☐
Unifamilial ☐ Triplex ☐ Logements multiples ☐
Immeuble à logements multiples : Nbre de logements visés _____

Hydro Québec

3294278A
3295076

ACTUALITÉS

Le sirop d'érable autour de Montréal: faible quantité mais qualité exceptionnelle

Érablières ouvertes jusqu'à la fin d'avril

RAYMOND GERVAIS

Même si certaines érablières de la grande région de Montréal demeureront ouvertes jusqu'à la fin d'avril, la production de sirop d'érable est pratiquement terminée pour elles. En revanche, dans les régions de Québec, de la Beauce et du Bas-Saint-Laurent, où se trouvent près de 80 % des érables en exploitation, les deux prochaines semaines seront déterminantes.

La Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ) estime que, cette année, la production de sirop d'érable dans la région métropolitaine est de 15 % à 20 % inférieure à la moyenne annuelle. La qualité du sirop est cependant exceptionnelle, tant au chapitre de la couleur que de la saveur.

La fraîcheur de mars a nui au volume

Charles-Félix Ross, secrétaire de la FPAQ, a précisé que la température plus fraîche que la normale que nous avons eue en mars s'est traduite par une baisse des coulées. « Ce n'est que dans la dernière semaine de mars que les érables se sont mis à couler, mais par la suite le temps s'est réchauffé rapidement, mettant ainsi fin à la saison », a dit M. Ross.

Si la récolte provinciale de sirop d'érable devait être inférieure à la moyenne cette année, la situation ne serait toutefois pas dramatique puisque des surplus de près de 62 millions de livres de sirop, accumulés depuis cinq ans, attendent de trouver preneurs. Ce sirop, qui est pasteurisé, est entreposé en barils.

Depuis 1999, la capacité de production de sirop d'érable est plus élevée que la demande et le marché ne peut l'absorber. Annuellement, le Québec produit en moyenne quelque 80 millions de livres de sirop d'érable, mais seulement 72 millions de livres sont vendues sur le marché. En plus, la FPAQ estime que de 10 à 11 millions de livres de sirop sont vendus par les producteurs eux-mêmes aux consommateurs.

Cette année, un contingent global de production a été fixé à 69 millions de livres de sirop d'érable, ce qui, selon la Fédération, représente le volume des ventes de sirop pour la prochaine année.

Moins de possibilité de surplus cette année

« Si les producteurs se limitent à produire cette année 69 millions de livres de sirop, plus les 10 à 11 millions de livres qu'ils vendent directement à la ferme, il ne devrait pas y avoir d'autres surplus et les producteurs devraient être en mesure de vendre tout ce qu'ils produiront. Toutefois, les surplus de 62 millions de livres demeurent », estime M. Ross.

Selon lui, il faut être patient. Le marché augmente de 2 à 3 % par année. En 2003, le Québec a exporté 62 millions de livres de sirop d'érable et 68,4 millions de livres en 2004.

« Si les producteurs se limitent à produire leur contingent pour une période de trois à cinq ans, le marché devrait être en mesure de rattraper l'offre et la demande », a expliqué M. Ross.

DONNÉES SIRUPEUSES...

> Surplus de sirop d'érable depuis 1999 : 62 millions de livres.

> Production annuelle de sirop : 80 millions de livres.

> Le marché absorbe annuellement 72 millions de livres.

> Les producteurs vendent directement aux consommateurs de 10 à 11 millions de livres.

> Contingent fixé cette année à 69 millions de livres.

LE PRINTEMPS, C'EST TOUJOURS SHARKS
CE WEEK-END, VOYEZ LES NOUVELLES COLLECTIONS ET PROFITEZ DE RABAIS INCROYABLES !



313, boul. Cartier, Laval • 450-663-5543 • 2 km à l'est de la sortie 7, aut. 15

FORFAIT SOLEIL PRINTANIER

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

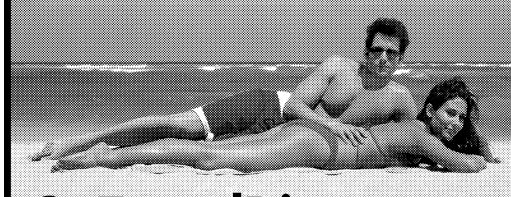
LA ROMANA — GRAN CARIBE BEACH RESORT — 799 $ — 4 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 15 avril.
PUERTO PLATA — SOSUA BAY HOTEL — 979 $ — 4 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 16 avril.
PUERTO PLATA — PLAYA NACO BEACH HOTEL — 789 $ — 3 1/2 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 16 avril.
PUERTO PLATA — AZZURRO BEACH RESORT — 849 $ — 3 1/2 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 16 avril.

CUBA

SANTA LUCIA — CLUB AMIGO MAYANABO — 799 $ — 3 1/2 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départs les 16 et 23 avril.
NOUVEAU VARADERO — CORALIA CUATRO PALMAS — 1069 $ — 3 1/2 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départs les 8, 15 et 22 mai.
SANTA LUCIA — BRISAS SANTA LUCIA — 879 $ — 4 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départs les 16 et 23 avril.
HOLGUIN — COVARRUBIAS HOTEL — 899 $ — 3 1/2 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 19 avril.

HOLGUIN — PLAYA COSTA VERDE — 999 $ — 4 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 19 avril.
VARADERO — CLUB VALTUR TUXPAN — 999 $ — 3 1/2 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 17 avril.
NOUVEAU VARADERO — CORALIA PLAYA DE ORO — 999 $ — 4 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 24 avril.
NOUVEAU VARADERO — BARCELO SOLYMAR — 1219 $ — 4 1/2 étoiles, 1 semaine, tout-compris, Départ le 5 juin.

FORFAITS POUR VARADERO MAINTENANT DISPONIBLES POUR MAI ET JUIN.



Vols directs de Montréal

GoTravelDirect.com
(514) 849-3344 • 303, rue Émery

Valide pour les forfaits-vacances 2004/05 pour adultes et enfants. Départs de Montréal seulement. Les prix sont par personne basés sur une occupation double. Les prix peuvent changer en fonction de la disponibilité. Les prix annoncés sont en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations jusqu'au 12 avril 2005. Go Travel Direct est titulaire d'un permis du Québec.

GO TRAVEL DIRECT

3308224A

EN BREF

Élections municipales en novembre

La ministre des Affaires municipales et des Régions, Nathalie Normandeau, a indiqué hier que les élections municipales se tiendront le 6 novembre au Québec. À Montréal, les dirigeants des villes défusionnées faisaient pression pour devancer le scrutin afin de leur laisser le temps d'établir leur budget 2006. Au cours des derniers mois, on avait évoqué la tenue des scrutins notamment aux mois de juin, septembre ou octobre. C'est finalement la date inscrite dans la loi qui s'appliquera. Par ailleurs, le travail des comités de transition n'était pas suffisamment avancé pour tenir un scrutin anticipé, a-t-on précisé.

Brian Mulroney toujours en convalescence

La convalescence de l'ancien premier ministre du Canada Brian Mulroney se poursuit à Montréal. « Il est toujours hospitalisé à l'hôpital Saint-Luc du CHUM, où il se remet d'une pancréatite, pour laquelle une période de récupération est habituellement longue », indique un communiqué émis par le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, émis hier. Âgé de 66 ans, M. Mulroney avait été admis le 15 mars dernier pour faire enlever une lésion bénigne au poumon, détectée lors d'un examen de routine. Cette pancréatite, une infection, s'est développée durant son séjour. « L'état de santé de M. Mulroney évolue de façon positive et il demeurera hospitalisé tant que l'équipe médicale le jugera pertinent », a indiqué l'hôpital. Premier ministre de 1984 à 1993, M. Mulroney pratique maintenant le droit chez Ogylvie-Renault, à Montréal. PC

La qualité allemande à prix japonais.



Ensemble comprenant un lecteur DVD et un récepteur Harman Kardon ainsi que 6 haut-parleurs Canton. ► 1 600 $

KÉBECSON

CANTON harman / kardon

6555, rue St-Denis ► Montréal (Québec) ► (514) 270.7900

3293476A

3293456

FEDERAL AUCTION SERVICE - DIMANCHE SEULEMENT
ENCAN PUBLIC
PLUS DE 30 LOTS DE BIJOUX
ACQUIS À LA SUITE D'UNE SAISIE JUDICIAIRE
VENTE AUX ENCHÈRES POUR LE COMPTE DU CRÉANCIER DOSSIER NO 04-CV-263840CM2)

AUTRES CONSIGNATEURS
PLUS DE 100 MAGNIFIQUES BIJOUX NEUFS SERONT VENDUS UN À UN



MONTRE PATEK PHILIPPE AUTOMATIQUE
18 CARATS, POUR HOMME

BAGUES À DIAMANTS 1-3 CARATS, RUBIS, ÉMERAUDES, SAPHIRS, PERLES; BOUCLES D'OREILLES, BRACELETS, COLLIERS, BAGUES; NOMBREUSES MONTRES ROLEX, CARTIER, PATEK PHILIPPE, PIAGET, TOUTES COMME NEUVES ET AVEC GARANTIE.

HÔTEL LE WINDSOR 1170, RUE PEEL, MONTRÉAL
LE DIMANCHE 10 AVRIL 2005 – INSPECTION ET INSCRIPTION À COMPTER DE 13 H. ENCAN À 14 H PRÉCISES

Carte d'identité valide avec photo exigée à l'entrée. Vente sujette à réserves, ajouts ou retraits. Frais de manutention de 15% plus TPS et TVQ. Paiement : comptant, carte de crédit, carte de débit ou chèque certifié. Renseignements : (905) 458-9509. Federal Auction Service n'est pas une agence gouvernementale. © 2005 FAS

3307458A

♫ Je vais et je viens, sous le baldaquin ♫



NOUS PAYONS LA TPS ET LA TVQ sur tous les articles à étiquettes bleues* ou PAYEZ EN 36 MOIS sans frais, sans intérêts*

FINANCEMENT accord D Desjardins

* voir détails en magasin

Il y en a toujours plus chez Vaillancourt MC
MEUBLES • ACCESSOIRES • DÉCORATION

LAVAL
2400, boul. le Corbusier
sortie Saint-Martin est
(à gauche sur le Corbusier)
(450) 687-5221

SAINT-LÉONARD
5860, boul. Métropolitain est
sortie Lacordaire
(côté sud du Métropolitain)
(514) 257-6001

3307333A

COLLÈGE DAWSON



Améliorez vos compétences linguistiques.
Prenez des cours de langues non-crédités offerts le soir et les fins de semaine.

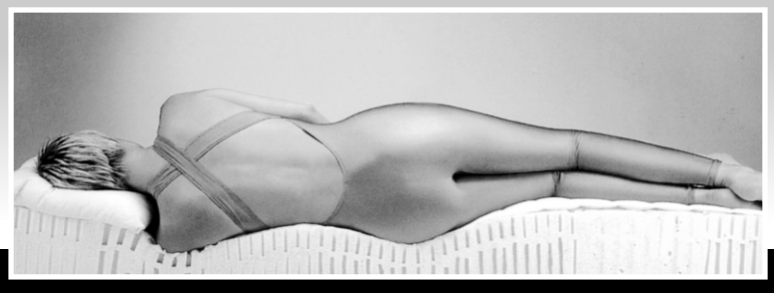
- Anglais écrit
- Anglais oral
- Français
- Espagnol
- Japonais
- Italien
- Grec
- Chinois (mandarin)
- Introduction à la création littéraire en anglais

Pour plus de renseignements, composez le
(514) 933-5307
www.dawsoncollege.qc.ca/nclanguage

ATWATER
Centre d'études des langues
4001, Boul. de Maisonneuve Ouest
Bureau 2G.1, Montréal, (Québec) H3Z 3G4
Télécopieur: (514) 937-3832

3308106A

UNE OFFRE QUI N'A PAS DE RESSORT.



3291147

Collection LATEX 100 % naturel

TAXES INCLUSES — LIVRAISON INCLUSE

Rabais de 300 $* Format simple
Rabais de 400 $* Format double
Rabais de 500 $* Format queen
Rabais de 600 $* Format king

LA SOLUTION LATEX 100 % NATUREL. Voici enfin un matelas qui épouse complètement les formes du corps, minimise les points de pression et favorise l'alignement naturel du dormeur. En vente maintenant.

Les meilleurs prix — AU MONDE DU MATELAS

Fabricant détaillant no.1 au Québec
Une entreprise de LITERIE LAURIER Maître Matelassier depuis 1938

MONTRÉAL
375, rue Crémazie Ouest
(Coin avenue Du Parc)
(514) 381-1260

WESTMOUNT
5338, rue Sherbrooke Ouest
(Est autoroute Décarie)
(514) 483-0040

SAINT-LÉONARD
6711, rue Jean-Talon Est
(Près de Corbeil électro.)
(514) 254-2922

LAVAL
1950, boul. Saint-Martin Ouest
(Coin Le Corbusier)
(450) 688-6111

www.aumondedumatelas.com
1 888 MATELAS
Financement disponible
Commandes téléphoniques acceptées

* sur modèles 8 pouces d'épaisseur, 3 zones de confort.

3292215

BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES BOÎTES

TOUT pour votre déménagement
Emballages Festival
pour tous vos besoins en déménagement!

- PAPIER JOURNAL
- ROULEAUX À BULLE
- BOÎTES
- PAPIER DE SOIE
- RUBAN ADHÉSIFS
- COUVERTURE

Une grande variété de boîtes, matériaux d'emballage, ruban adhésif, rouleaux à bulle, papier de soie, etc.

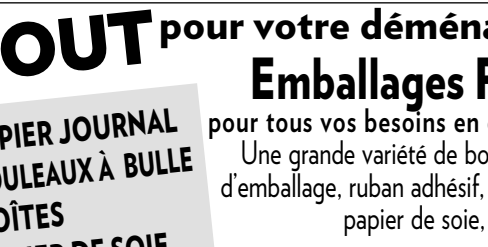


3308551

MAGASIN FESTIVAL STORE
8282, Côte-de-Liesse,
Côté sud entre Montée-de-Liesse et Aut.13
St-Laurent
514 **340-1119**
www.festival.ca

ÉVÉNEMENT
DÉMOS BMW
320i 2004
29 995 $

Choix de 5 véhicules



Financement à partir de 1,9%

Livraison immédiate

Transport, préparation et taxes en sus

3308155

Le plaisir de conduire MC.

Seulement chez
Automobiles Jalbert
(514) 695-6662
jalbertkirkland.bmw.ca



Ceci n'est pas un grand saut

C'est un grand pas vers votre nouvelle maison avec un prêt hypothécaire à

2,75 % **

C'est aussi un grand besoin de conseils avisés selon votre profil d'emprunteur. Car devenir propriétaire implique de faire les meilleurs choix. Voilà pourquoi, chez Desjardins, vous profitez d'un taux avantageux sur votre prêt hypothécaire. Et avec l'Assurance prêt, vous bénéficiez d'une couverture fiable qui vous aidera, vous et vos proches, à acquitter vos obligations financières liées à votre prêt hypothécaire en cas d'épreuves. Parlez-en avec votre conseiller. Vous verrez, faire le grand saut n'aura jamais été aussi facile.

Concours * GAGNEZ VOTRE MAISON ! avec l'Assurance prêt
5 MAISONS À GAGNER
L'Assurance prêt, ça protège et ça rapporte !

Desjardins
Conjuguer avoirs et êtres

www.desjardins.com/habitation

* Produit d'assurance et concours offerts par Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie. Concours destiné aux résidents du Québec seulement. Certaines conditions s'appliquent. Détails disponibles dans les caisses participantes du Québec et sur desjardins.com/habitation. ** Taux actuellement en vigueur pour le prêt hypothécaire à taux variable réduit en raison d'un rabais de 1,2 % l'an durant la première année du terme. Certaines conditions s'appliquent.

3303980

3303980A

EN BREF

Danger, un faux percepteur!

Durant les deux derniers jours, 11 personnes ont porté plainte à la Sûreté du Québec (SQ) contre un faux percepteur du ministère des Finances du Québec. Le stratagème digne des Bougon a fait cinq victimes qui ont perdu 2800 $ chacune. Six autres ont décelé la fraude, avant de perdre leur argent. La police est présentement à la recherche du ou des faux percepteurs, qui procèdent toujours de la même façon dans les régions de l'Estrie, de la Montérégie et du Centre-du-Québec. Elle craint qu'il y ait d'autres victimes ailleurs au Québec. Le fraudeur se fait passer pour un employé de Postes Canada. Il appelle chez sa victime pour l'avertir que Postes Canada a un chèque du ministère des Finances du Québec pour elle. Avant de lui envoyer, il doit confirmer son adresse. Quelques jours plus tard, la victime reçoit un faux chèque de 6000 $ émis par le ministère des Finances du Québec. La copie est d'une piètre qualité et de couleur verte, alors que les vrais chèques du ministère sont bleus. Le fraudeur rappelle alors la victime, cette fois-ci, se présentant comme un « percepteur des Finances du gouvernement du Québec ». Il lui dit que le montant reçu est trop élevé. Le fraudeur demande à la victime d'encaisser le chèque tout de même et d'en envoyer un autre rapidement pour rembourser la différence (2800 $) à une adresse, qui n'est évidemment pas celle du gouvernement du Québec. La section des crimes économiques de la SQ est chargée de l'enquête. Quiconque détient des informations peut appeler au 1-800-659-4264. Caroline Touzin

Ottawa: les francophones minoritaires toujours en plan

La ministre du Patrimoine canadien Liza Frulla n'a toujours pas signé les ententes pluriannuelles Canada-communautés destinées à assurer le financement des organismes représentant les communautés minoritaires de langue française à travers le pays. « Il n'y a pas d'entente, et les négociations se poursuivent », a confirmé Serge Quinty, directeur des communications de la Fédération des communautés francophones et acadienne. Après le dépôt du budget fédéral, les représentants des organismes avaient déclaré qu'ils ne signeraient pas d'ententes pluriannuelles avec le gouvernement fédéral à moins qu'il n'accepte de hausser l'enveloppe de façon substantielle. Ils avaient accepté toutefois de travailler avec la ministre Frulla dans le but de préparer un dossier pour convaincre son collègue des Finances. Les organismes reçoivent depuis 1999 une enveloppe annuelle totale de 24,4 millions $, et demandaient qu'elle soit augmentée d'un montant supplémentaire de 18 millions, pour un total de 42,4 millions. L'entente de cinq ans signée en 1999 était arrivée à échéance le 31 mars 2004. Les organismes ont pu poursuivre leurs activités grâce à une entente provisoire qui a pris fin avec la dernière année financière, le 31 mars 2005. Presse Canadienne

Intoxiquées avec un médicament?

Trois élèves d'une école secondaire de la rive-sud de Québec ont dû être hospitalisées hier, à la suite de ce qui pourrait être une intoxication avec un médicament qui entre dans la composition de sirop contre la toux. « L'enquête amorcée par nos services pour déterminer ce que les jeunes filles ont absorbé nous a permis d'entendre mentionner le nom de DXM. Des analyses nous permettront peut-être de confirmer qu'il s'agit bien de cela », a mentionné l'agent François Bisson, porte-parole de la police de Lévis. Les trois jeunes filles ont quitté l'hôpital en fin d'après-midi. Le DXM (dextrométorphane) est un médicament non narcotique qui entre dans la composition du sirop contre la toux. Presse Canadienne

Un quart des espèces de primates menacés

Un quart des espèces de primates sont menacées de disparition dans le monde, essentiellement en raison des activités humaines, dont l'exploitation forestière, ont indiqué à Antananarivo des spécialistes internationaux réunis à Madagascar. « Sur les 625 différents types de primates, espèces et sous-espèces confondues, 26 % sont en danger immédiat d'extinction », ont précisé les responsables de l'association Conservation International lors de la présentation de leur rapport annuel. Intitulé *Primates en périls : les 25 primates les plus menacés du monde*, ce rapport a été présenté à la presse jeudi dans la capitale malagache. Agence France-Presse



PHOTO CARLO ALLEGRI, GETTY

Michael Jackson a été photographié, hier, à sa sortie du palais de justice où se déroule son procès.

Une ancienne bonne dit avoir vu Jackson dans des positions compromettantes

ASSOCIATED PRESS

SANTA MARIA, Californie — Une ancienne femme de chambre de Michael Jackson, qui a affirmé avoir vu son patron dans des positions compromettantes avec de jeunes garçons dans les années 1990, a été questionnée hier au tribunal californien de Santa Maria sur les informations qu'elle et d'autres employés vendaient à la presse à scandale.

Adrian McManus, longuement interrogée par l'avocat de la défense, Thomas Mesereau, a assuré que ni elle ni les quatre autres salariés du ranch de Neverland n'avaient poursuivi la vedette en justice pour de l'argent, même s'ils demandaient des millions de dollars. « Je voulais la justice », a-t-elle déclaré.

Jackson comparaît pour des accusations de pédophilie sur un enfant de 13 ans en février ou mars 2003, mais la Cour a permis que l'on revienne sur des affaires précédentes, dans lesquelles l'accusé n'a jamais été inculpé, afin de déterminer s'il était coutumier de ce type de comportement.

Jeudi, Adrian McManus avait affirmé avoir vu Jackson embrasser le jeune acteur Macaulay Culkin (vedette de *Maman j'ai raté l'avion*) en posant sa main sur ses fesses. L'amitié entre les deux vedettes dans les années 90 était bien connue. La défense a souligné que Macaulay Culkin avait toujours nié que Jackson ait eu des gestes déplacés.

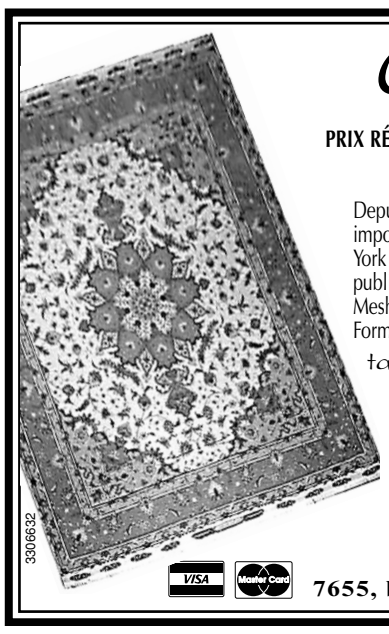
L'accusation a également fait témoigner un autre ex-employé qui a dit avoir vu, un soir en apportant des frites, Jackson tenant Macaulay Culkin devant une console de jeux vidéo, une main sur la taille de l'enfant, l'autre dans son short.

« J'ai été choqué. J'ai failli renverser les frites », a affirmé Phillip LeMarque, âgé de 70 ans, ajoutant avoir discrètement tourné les talons, avant de revenir sur les lieux en s'annonçant bruyamment.

Interrogé par le défenseur de Jackson, M. LeMarque a affirmé que sa femme et lui avaient envisagé de vendre cette histoire aux journaux et même dit à un intermédiaire vouloir obtenir 500 000 $ US. Ils ont cependant renoncé à le faire « par principe », a ajouté le témoin.

M. LeMarque a néanmoins reconnu qu'avec sa femme, cuisinière, il avait poursuivi Jackson en justice et obtenu le paiement d'heures supplémentaires. L'employé a affirmé avoir démissionné parce qu'on demandait à sa femme de signer un faux témoignage accusant une ancienne domestique de vol.

Cette ex-bonne, dont le fils a reçu de l'argent de Jackson dans les années 90 pour renoncer à des poursuites pour pédophilie, a déclaré la semaine dernière au tribunal avoir trouvé un jour son patron sous la douche avec l'un des enfants invités au ranch.



Grande liquidation

PRIX RÉDUITS EN RAISON DE LA FIN DE L'EMBARGO AMÉRICAIN CONTRE L'IRAN

Tapis persans

Depuis que le commerce direct de tapis entre les États-Unis et l'Iran est rétabli, un important lot de tapis qui aurait été normalement destiné aux collectionneurs de New York et Los Angeles via le Canada ont été confiés à la firme Heriz pour une liquidation publique. Il y en a de toutes les sortes : pure soie de Qum, Nain, Tabriz, Kashan, Meshad, Jaipur, Bidjar, Sarough, Chubi, Zigler et des pièces d'origine tribale.
Formats : de 2 pi x 3 pi à 12 pi x 16 pi et des tapis d'allée de 22 pi de long.

tapis persans et orientaux 100 % tissés à la main

Prix : de 100 $ à 1 800 $ chacun

Vendredi 8 avril 2005 de 11 h à 19 h
Samedi 9 avril 2005 de 11 h à 19 h
Dimanche 10 avril 2005 de 11 h à 19 h

HÔTEL RUBY FOO'S
7655, boul. Décarie • Montréal QC (514) 731-7701

VISA MasterCard AMERICAN EXPRESS chèque et comptant acceptés

3306632 3307734

Hbc SERVICES À DOMICILE @ la Baie

Nettoyage de conduits
Aucuns frais cachés!

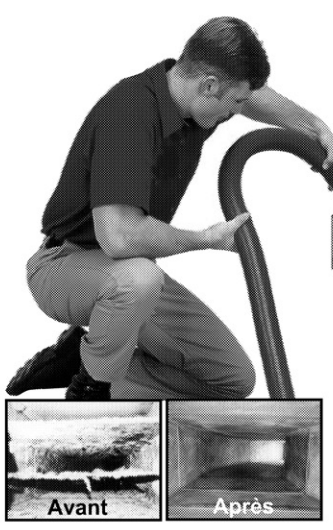
Un seul prix*

Pour système de chauffage simple et système monozone.

189$
- **AUCUNS frais de départ**
- **AUCUNS frais par conduit**
- **AUCUNS frais d'accès**

Notre équipement de qualité professionnelle nettoie par aspiration les conduits d'aération et de ventilation. Il est muni de filtres à très haute efficacité, qui retiennent jusqu'à 99,97 % des irritants en suspension dans l'air

Renseignez-vous au sujet de notre désinfection entièrement naturelle et de notre nettoyage des serpentins et de la soufflerie



Nettoyage de moquettes

19$ par pièce **Rabais de 45%** minimum de 3 pièces*

Offre valide jusqu'au 19 avril 2005.

Pour les services de nettoyage résidentiel Hbc, faites le «1».

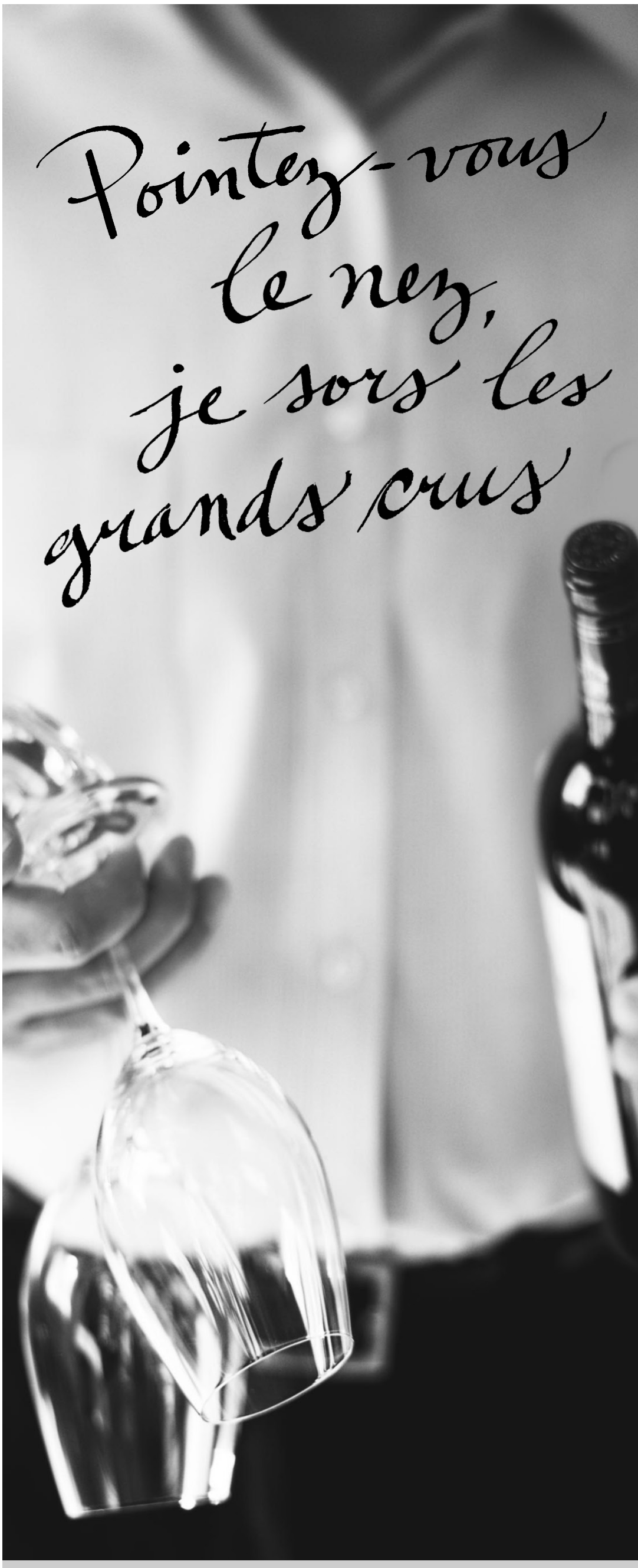
514 420-0080
ou
1 800 818-7779

Hbc SERVICES À DOMICILE par la Baie
• NÉTTOYAGE RESIDENTIAL
• DÉCORATION
QUALITÉ • FIABILITÉ • COMMODITÉ

3308404A

*Minimum de 3 pièces. Les pièces de plus de 200 pieds carrés comptent pour deux pièces ou plus. Prix fixé séparément pour les escaliers. Moquette fixe seulement. L'équipement illustré peut être différent de celui qui est utilisé. Frais additionnels pour moquette en laine. Services résidentiels seulement. Services non offerts dans toutes les régions. © 2004. Tous droits réservés. Compagnie de la Baie d'Hudson

www.hbc.com



Jusqu'à dimanche

Économisez
10 % avec tout achat de **100 $** et plus

SAQ

3303357

18+ *La modération a bien meilleur goût.* Éduc'alcool

Achetez en ligne SAQ.com

Offre en vigueur du jeudi 7 au dimanche 10 avril 2005. 18 ans et plus. SAQ Dépôt et Comptoirs Vin en vrac inclus. Promotion également offerte dans **SAQ.com.** Titulaires de permis et agences de la SAQ exclus. Achats non cumulatifs. Cette promotion est applicable à tous les produits à l'exception des chèques-cadeaux SAQ et des bons-cadeaux «Les Connaisseurs». Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion.

3303356A

MONTRÉAL
2005

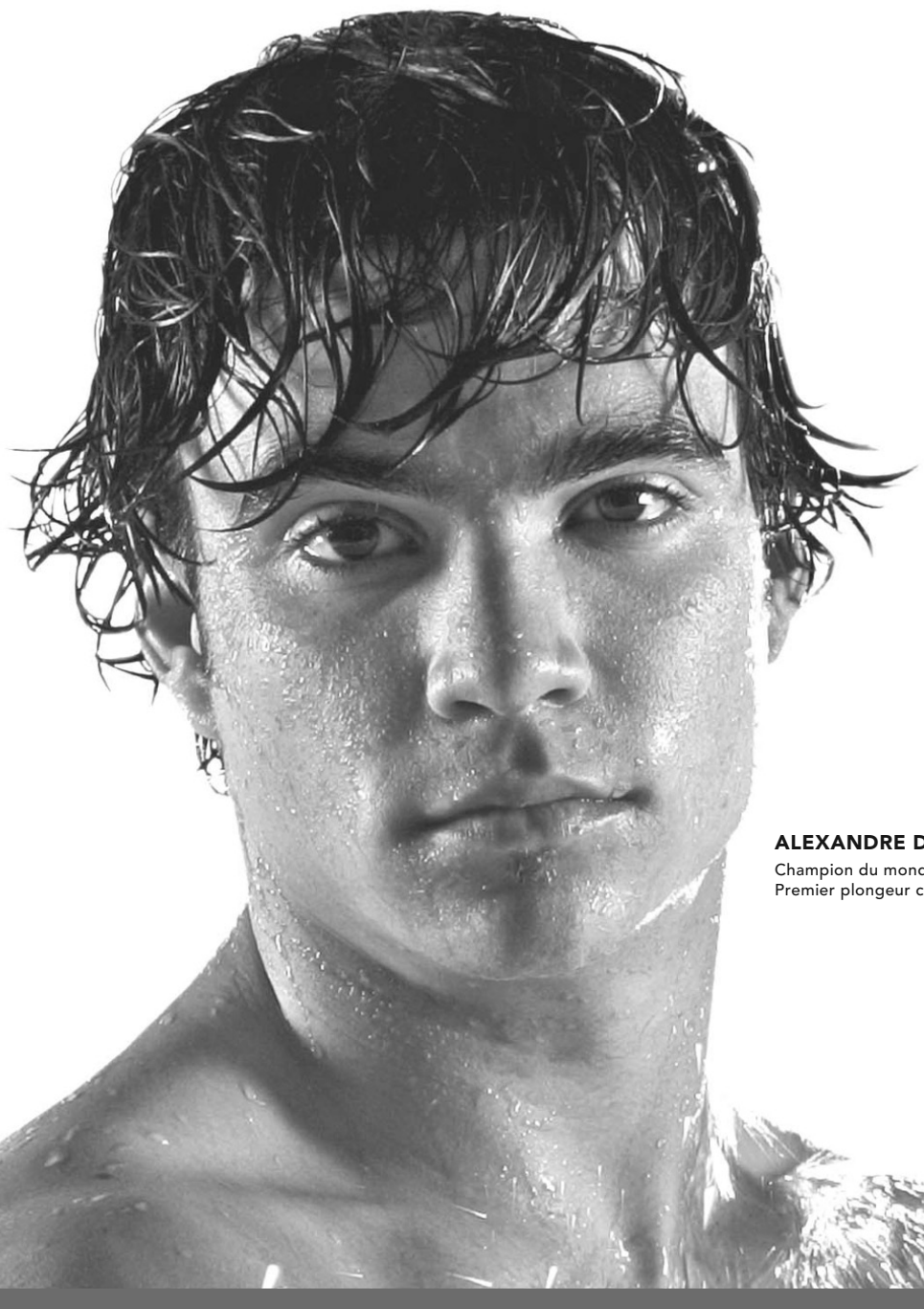
XI CHAMPIONNATS DU MONDE FINA

DU 16 AU 31 JUILLET 2005

LA PLUS GRANDE COMPÉTITION DE SPORTS AQUATIQUES DE L'ANNÉE SUR LA PLANÈTE.

PLUS DE 2000 ATHLÈTES, 1200 REPRÉSENTANTS DES MÉDIAS,
1000 ACCOMPAGNATEURS, 160 PAYS. ET VOUS.
TOUS PRÊTS À SALUER L'EXCELLENCE. PRÊTS À CÉLÉBRER L'EXTRAORDINAIRE.

NATATION | PLONGEON | NAGE SYNCHRONISÉE | WATER-POLO | NAGE EN EAU LIBRE



ALEXANDRE DESPATIE
Champion du monde en titre à la tour de 10 m
Premier plongeur canadien de l'histoire à obtenir une médaille olympique

POUR LES MEILLEURES PLACES AU MONDE,
RÉSERVEZ VOS BILLETS DÈS MAINTENANT.

MONTRÉAL 514 790-1245 AILLEURS 1 800 361-4595 | WWW.ADMISSION.COM | WWW.MONTREAL2005.ORG

Fina
FEDERATION INTERNATIONALE DE NATATION
FOUNDED IN 1908

PARTENAIRES OFFICIELS

Yakult · Bell · OMEGA · speedo

Canada · Québec · Ville de Montréal

3308346A

FORUM

Les ripoux de l'unité



ALAIN DUBUC

COLLABORATION SPÉCIALE

Et dire qu'ils voulaient sauver dans le pays ! Le programme de commandites, ne l'oublions pas, a été lancé par le premier ministre Jean Chrétien pour contrer la menace souverainiste et renforcer l'unité canadienne.

Le résultat ? Ce programme a donné son nom à un scandale dont l'impact sur la vie politique québécoise et canadienne est telle que le Canada est probablement dans la situation la plus précaire qu'il a connue depuis des décennies, et que le courant souverainiste dispose du meilleur rapport de forces qu'il n'ait jamais connu pour un référendum.

On ne dira jamais assez à quel point l'idée du programme de commandites était bête. L'idée de sauver le pays à coups d'opération de visibilité trahissait une vision simpliste du Canada et une incompréhension troublante du malaise québécois. Ce qui est encore plus impardonnable, c'est que cette mission, en principe noble, ait été pervertie.

Si la corruption et les abus avaient été découverts dans un autre secteur d'activité gouvernementale, leur impact aurait été certainement moins grand. Mais le fait qu'on ait confié la défense du Canada à une armée de magouilleurs, les ripoux de l'unité, des politiciens de troisième ordre, comme Alfonso Gagliano, des organisateurs louches, des fonctionnaires sales, des publicitaires rapaces, a non seulement un effet dévastateur sur le Parti libéral, mais aussi un effet dévastateur, du moins au Québec, sur l'image du fédéralisme et du Canada.

Tout est évidemment possible en politique, mais si on regarde les forces en présence, les scénarios qui se dégagent n'ont rien de rassurant pour les forces fédéralistes. Allons-y pour un exercice de politique-fiction.

////////////////////////

À Ottawa, les libéraux, déjà minoritaires, seront sans doute affectés encore plus par les révélations de la commission Gomery. Ce qui mène à deux issues : un gouvernement libéral encore plus faible, surtout au Québec où le Bloc risque fort d'enregistrer encore des gains, ou une victoire du conservateur Stephen Harper, sans racines au Québec.

Et à Québec, pour garder le fort, Jean Charest, moribond, incapable de remonter la pente, qui ne peut pas raisonnablement compter sur une réélection. Ce qui peut mener à une victoire du Parti québécois, peut-être dirigé par un Gilles Duceppe galvanisé par ses succès fédéraux.

Et tout cela nous mène à un référendum, dont la tenue est fort possible, pas seulement parce que les leaders péquistes le promettent avec plus de vigueur qu'auparavant, mais aussi parce que, sans être gagnant, ce référendum aurait de meilleurs chances de succès qu'en 1980 et en 1995. Les sondages montrent en effet que l'appui à la souveraineté monte lentement, mais sûrement. Longtemps aux alentours de 40 %, il est maintenant à 45 %.

Cette remontée semble moins s'expliquer par un appui à la souveraineté en soi que par un jeu de vases communicants, où l'option souverainiste profite du scandale des commandites, qui a donné au Bloc québécois une regain spectaculaire, de la colère contre les libéraux fédéraux et de la grande insatisfaction à l'égard de Jean Charest.

On ne sent en effet aucun élan nouveau en faveur du projet souverainiste, aucun regain de ferveur et aucun renouvellement du discours, d'autant plus que le Parti québécois, qui ne « pète pas des scores » malgré les circonstances favorables, est davantage mobilisé par ses crises internes.

Cet appui accru à la souveraineté, indirect et circonstanciel, est donc fragile. Mais il constitue un potentiel intéressant pour les souverainistes qui, s'il y avait un référendum, entameraient leur campagne avec un appui plus fort que celui dont ils jouissaient dans les deux référendums précédents.

Ce qui est clair, c'est que ce succès de la souveraineté est un succès par défaut, qui s'explique par la lassitude, le dépit, les manquements des leaders fédéralistes qui ont déçu, à Ottawa et à Québec. Et, ne l'oublions pas, l'incroyable médiocrité que les défenseurs du Canada ont étalée dans le scandale des commandites.

////////////////////////

Mais ce vacuum peut-il être comblé ? Certainement pas par Paul Martin, affaibli au Québec et qui, même s'il y est respecté, n'a jamais réussi à être éloquent en terre franco-québécoise. Encore moins par Stephen Harper, un véritable Martien au Québec. Ni même par Jean Charest, redoutable dans les débats constitutionnels, mais maintenant trop faible et trop discrédité pour aider sa cause. C'est là, pour l'instant, le gros problème.

Bien sûr, les scénarios que j'évoquais ne sont que de la politique-fiction, et le référendum, s'il y en a un, n'aurait lieu que dans trois ou quatre ans. D'ici là, bien des choses peuvent se passer. Mais le problème que je soulève est bien réel. Qui, à l'heure actuelle, pourrait faire face aux souverainistes dans un référendum et proposer aux Québécois un projet porteur autre que la souveraineté ?

COURRIEL

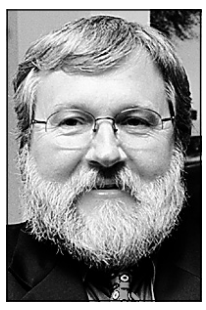
Pour joindre Alain Dubuc
adubuc@lapresse.ca

PLANÈTE

L'eau, une urgence !

Les enjeux de l'eau sont majeurs, planétaires et immédiats

PIERRE VÉRONNEAU



L'auteur est directeur général d'Oxfam-Québec.



PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

La pénurie d'eau et l'accès à cette ressource sont déjà à l'origine de grandes tensions dans plusieurs régions du monde, note l'auteur.

Le 22 mars dernier, lors de la Journée mondiale de l'eau, les Nations unies ont lancé la décennie d'action 2005-2015 pour « l'eau, source de vie ».

Ce lancement ne doit pas passer inaperçu. Il s'agit d'un sujet intrinsèquement lié au développement durable. En outre, des tensions importantes au plan politique, économique et social sont et seront rattachées à cette question. Concernant l'eau, l'Objectif du Millénaire pour le développement vise à réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à l'eau potable.

Nous avons, en tant que Québécois, une occasion unique d'agir et de participer à cette initiative mondiale en appuyant les plans d'action des organisations locales et en encourageant nos gouvernements à poursuivre leurs réflexions sur ce grand débat international.

Pourquoi l'urgence de passer à l'action ? Plus de 1,2 milliard de gens sur la planète sont privés d'eau potable et 2,4 milliards n'ont tout simplement pas accès à des équipements sanitaires adéquats. Si notre façon de gérer l'eau ne change pas, on recensera d'ici vingt ans deux personnes sur trois qui vivront dans des régions menacées par la pénurie d'eau. Pourtant, la quantité d'eau douce disponible sur terre suffit à répondre aux besoins des populations. Pourquoi alors déployer des actions ? Parce que les problèmes d'accès à l'eau potable sont réels : pollution, surexploitation, besoins agricoles, conditions et changements climatiques, répartition géographique de l'eau dans le monde.

Accès à tous

Les enjeux de l'eau sont majeurs, planétaires et immédiats. Le premier grand enjeu est assurément l'accès à l'eau potable pour tous. Kofi Annan, secrétaire général des Nations unies, situe bien l'ampleur de cet enjeu lorsqu'il déclare « l'accès à l'eau potable est un besoin humain essentiel, et par conséquent, un droit humain fondamental. » On ne peut que constater l'inégalité face à l'accès à l'eau. Ainsi, en moyenne, un Québécois consomme 400 litres d'eau par jour pour satisfaire ses besoins domestiques par rapport aux 15 litres par personne par jour en Afrique subsaharienne. Avec l'augmentation de la population mondiale, les besoins en eau vont croître de manière exponentielle.

Si la communauté internationale est d'accord pour reconnaître l'accès à l'eau potable comme un droit fondamental, il serait primordial qu'un traité international puisse garantir la mise en oeuvre de ce droit. Il est important de saisir que si l'eau est source de vie, elle est aussi une ressource irremplaçable par une autre ressource.

La pénurie et la distribution inégale de l'eau amènent également des questionnements fondamentaux quant à la gestion et au contrôle de cette ressource. Le problème de la propriété de l'eau alimente déjà de grands débats mondiaux. Les recherches et les appels pour identifier une solution commune sont lancés. Dans son livre *Le Manifeste de l'eau*, Ricardo Petrella élève le débat à un niveau politique pertinent en considérant que l'eau n'est pas un bien économique, mais un bien social. Cette approche est déterminante sur la façon de gérer localement et mondialement cette ressource, rappelons-le, vitale.

La pénurie d'eau et l'accès à cette ressource sont déjà à l'origine de grandes tensions dans plusieurs régions du monde. Il est tout à fait logique de penser que si rien de satisfaisant n'est fait, ces tensions vont s'exacerber et se généraliser à l'échelle de la planète.

Quelles relations existeront entre ceux qui possèdent une partie importante de la ressource et ceux qui vivent dans la pénurie ? Il est urgent de définir une voie internationale et, souhaitons-le, solidaire à la question de l'eau et de passer à l'action.

HUMEUR

ROBERT BLONDIN au sujet des excès médiatiques

Tous des saucisses...

M. Blondin est auteur et conseiller en communication. Il a déjà été animateur à la SRC.

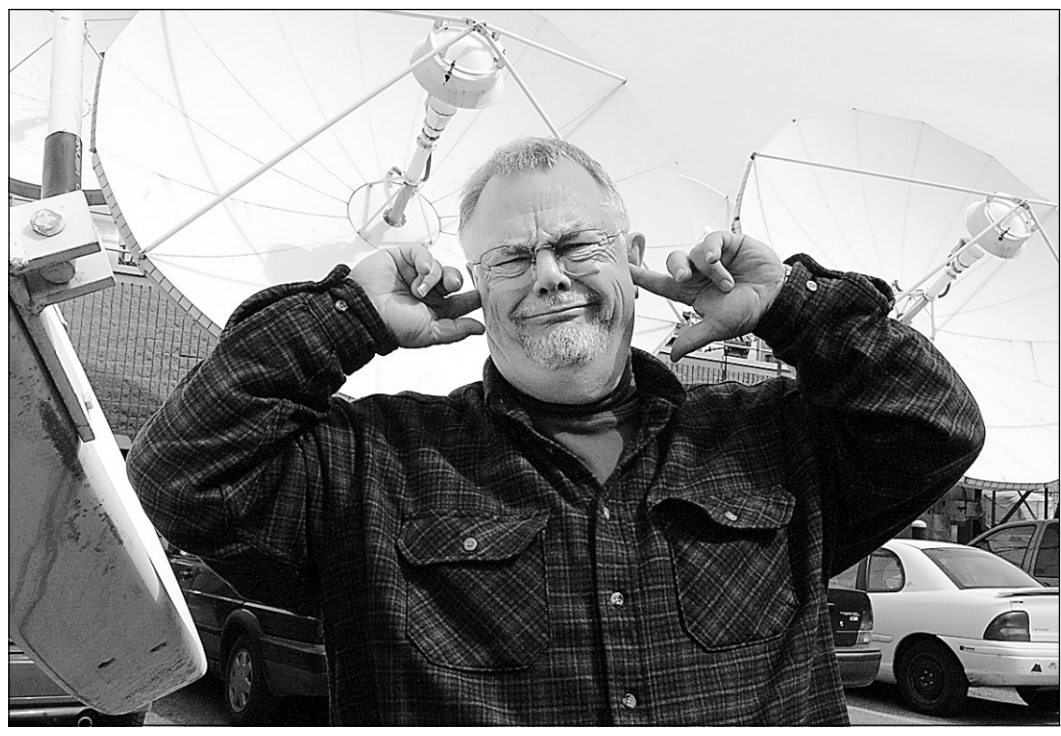


PHOTO RÉMI LEMÉE, LA PRESSE©

Robert Blondin

Vous saviez sans doute que le pape est mort et funéraillé ?

Grosses cotes d'écoute, la mort, en ce début de printemps.

Mais pour remplir autant de temps d'antenne en maintenant la fibre optique vibrante d'émotion et le câble coaxial au bord d'une larme toujours possible que l'on soit de l'Opus Dei ou athée de bon aloi, il ne faut pas laisser s'installer des temps morts. Ça va de soi.

Ces immenses antennes paraboliques sont devenues, dans la cérémonie marathon diacre sous-diacre (ou animateur-reporters) d'immenses marmites qu'il fallait remplir d'une logorrhée sans fin de paroles comme autant de pâtes alimentaires alphabet dans une soupe aux tomates paroissiale (du temps où les paroisses comptaient plus de convives...).

Pourquoi les évêques cathodiques, nos animateurs bien aimés, ne peuvent tout simplement pas décider d'arrêter de parler de sujets dont ils dénoncent la saturdiffusion ? En parlant moins, dans leur ferveur papale, ils en auraient dit plus.

Je les comprends : ils doivent être vus, pour exister professionnellement ; il leur faut donc s'assurer de se trouver dans l'éclairage du jour. Et dans la foulée de leur enthousiasme d'ouvriers de la onzième heure, ils volent vers Rome comme les cloches du monde entier à Pâques ! À un point tel que Rome déborde de pèlerins qui cherchent un moment aussi leur visage sur les écrans géants qui leur renvoient l'image de leurs émotions au cas où ils l'oublieraient dans le cirque médiatique.

Ce métier de messager ne peut s'épanouir et prospérer dans l'ombre. Quand la crédibilité est tributaire de la notoriété, l'éclairage éblouissant devient vital.

C'est comme la saucisse Hygrade : plus on en mange plus elle est fraîche et plus elle est fraîche plus on en mange.

La pertinence professionnelle d'un animateur chevronné comme on dit, mesure son importance en comparant son éclairage public aux compétiteurs. Son sentiment d'utilité de citoyen se nourrit des feux médiatiques dans une boulimie caractérielle.

Il vit pour nous les événements et les émotions par procuration. Nous vivons l'âge d'or de la procuration.

Nous sommes célèbres par procuration en dévorant les états d'âme des vedettes. Nous sommes amoureux par procuration en s'identifiant à des personnages de téléromans. Nous sommes vindicatifs par conflits lointains interposés. Nous sommes violents par faits divers interposés. Nous sommes même beaux par procuration. Nous mourrons même par procuration.

Nous avons massivement délégué au dieu cathodique le soin de vivre pour nous. Nous nous octroyons l'importance des médias. Nous sommes les médias. Essayez de vivre sans médias, c'est vivre sans tube d'alimentation pour une neurovégétative.

L'exploitant d'une station de radio se valorise à la mesure de son éclairage dont l'intensité est calibrée par les cotes d'écoute.

L'animateur de radio s'accapare le talent du chanteur qu'il présente, lequel se donne l'importance de l'auteur de la chanson.

Le chroniqueur de circulation n'existe qu'en fonction des bouchons de circulations et des accidents... Plus la situation est critique plus il vit avec importance, avec utilité. Sinon...

L'avocat ou le juge sans conflits graves, sans sanctions publiques à imposer ou à éviter n'ont plus qu'à rentrer dans les limbes de l'anonymat.

Quand un présentateur ou un journaliste de télévision peut soudain s'incorporer l'importance d'un président assassiné ou d'un pape prosélytiste qui fait cadeau d'une agonie charismatique, il est incapable de restreindre sa boulimie de lumières et d'importance cathodique.

Mais toutes les vedettes de l'information (et leurs patrons qui le sont par procuration) invoqueront le droit du public à l'information pour le gavage médiatique dont ils ont besoin comme d'un *junkie* a besoin de son *fix*.

Tous des saucisses : ils en donnent plus parce qu'on en veut plus et on en veut plus parce qu'ils en donnent plus...

FORUM

Les amis de Jean Chrétien



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

L'un des aspects les plus frappants du témoignage-choc de Jean Brault est l'implication de proches de Jean Chrétien dans ce dossier pourri.

On veut bien croire que l'ancien premier ministre ne savait rien de ce qui se passait sur le plancher des vaches. Les chefs politiques avisés s'arrangent pour ne pas être mis au courant des petites saloperies qui se produisent dans leurs partis.

Mais quand même. Si ce qui a été dit devant la commission Gomery est vrai, c'est au sein du tout premier cercle que se trouvent des acteurs important du financement occulte du Parti libéral.

On parle maintenant de son propre frère, Gaby Chrétien, qui, selon Jean Brault, a envoyé à Groupaction une fausse facture de 4000 $ pour « honoraires professionnels », supposément pour financer des activités partisanes dans la circonscription de Saint-Lambert.

On parle maintenant de Jacques Corriveau, un organisateur de longue date de M. Chrétien et l'un de ses amis intimes — un homme si proche de l'ancien premier ministre que selon l'ancien vice-président de Groupaction, M. Corriveau n'allait jamais à l'hôtel lorsqu'il passait par Ottawa : c'est au 24 Sussex qu'il passait la nuit ! Or, toujours selon Jean Brault, M. Corriveau a été l'un des acteurs majeurs des opérations illicites visant à financer le PLC, en même temps qu'il en bénéficiait personnellement. Sa firme Pluri-Design aurait reçu un demi-million de dollars pour des travaux qui n'ont jamais été effectués.

Cette flopée de révélations (qui pourraient être suivies d'autres bombes), conjuguée à l'affaire de l'Auberge de Grand-Mère, aura de quoi ternir sérieusement la réputation de Jean Chrétien. Rappelons que ce dernier avait fait moult pressions sur le président de la Banque de Développement du Canada pour que de généreux prêt de l'État soient accordés à l'un de ses anciens associés dont l'entreprise était en faillite... et dans laquelle M. Chrétien avait un intérêt financier puisqu'il était copropriétaire du club de golf adjacent à l'hôtel.

La politique, quand elle est sale (et elle ne l'est pas en général), ne corrompt que ceux qui veulent bien se laisser corrompre.

////////////////////////

Cela dit, il serait prématuré de réclamer des élections à la seule lumière du témoignage de Jean Brault, comme le font ces jours-ci des esprits vraiment trop échauffés.

D'abord, le scandale des commandites n'est pas né cette semaine. Il y a trois ans que les grandes lignes en sont connues, et le rapport de la vérificatrice générale, qui les confirmait, a été publié il y a plus d'un an.

Ce qu'apportent les témoignages récents devant la commission Gomery, ce sont les détails. Des détails aussi juteux que répugnants sur la mécanique des opérations : les enveloppes de *cash*, les pressions, les tractations, les coups fourrés... Mais cela ne justifie aucunement le renversement du gouvernement, d'autant plus que les travaux de la Commission sont loin d'être terminés. Avant de juger le gouvernement Martin, l'électorat doit avoir entendu tous les témoignages.

Il serait ridicule de mettre fin à ce Parlement sur l'unique foi des propos d'un homme qui attend son procès pour fraude, et qui hier encore se voyait contredit par un autre témoin ni plus ni moins crédible (Alain Renaud nie qu'il y ait eu une rencontre avec M. Mignaca pour forcer M. Brault à le réembaucher).

Bien que certains dires de M. Brault semblent étayés par divers documents (sauf évidemment pour les transferts d'argent en espèces, qui par définition ne laissent aucune trace), il ne faudrait tout de même pas prendre son témoignage pour parole d'Évangile. Ni, surtout, le béatifier.

Il est déplorable que M. Brault soit devenu une sorte de héros populaire alors que les politiciens (qui sont pour la plupart des gens parfaitement intègres) sont en masse victimes de l'opprobre populaire. C'est le problème de ces commissions d'enquête télévisées que de favoriser les témoins qui ont de l'aplomb et passent bien au petit écran. On félicite M. Brault d'avoir « parlé » alors que d'autres font semblant d'avoir tout oublié. Mais l'ancien patron de Groupaction avait-il le choix, acculé comme il l'était au pied du mur ?

Chose certaine, il est assez piquant de le voir jouer les victimes. « Je n'avais jamais fait de fausses factures avant que vos clients me tombent dans les pattes », dit-il à l'avocat du PLC. C'est assez fort en café ! C'est plutôt lui qui s'est jeté dans les pattes des organisateurs libéraux. Il a fait des pieds et des mains pour avoir des contrats de commandite, même après avoir su quel était le prix à payer pour obtenir une aussi grosse « partie de la tarte ».

Il est indécent de l'entendre prétendre que c'est la politique qui l'a corrompu. La politique, quand elle est sale (et elle ne l'est pas en général), ne corrompt que ceux qui veulent bien se laisser corrompre.

Où trouver l'argent?

Les partis politiques ont besoin d'argent pour jouer pleinement leur rôle dans la vie démocratique

JEAN CLAUDE RIVEST



L'auteur est sénateur.

René Lévesque. Dans le fatras nauséabond du scandale des commandites qui frappe durement la fonction et le métier politique dans ce qu'ils ont de plus noble, c'est le souvenir de René Lévesque qui me revient à l'esprit, celui de son combat gagné pour l'intégrité et la probité des moeurs politiques.

En dépit de tout ce que l'on apprend, il me semble que si René Lévesque était là, il dirait (non sans une verte colère) que le citoyen peut croire qu'il demeure toujours possible d'avoir un État, un gouvernement, une fonction publique et des partis politiques honnêtes et respectueux de la loi et habités par des standards éthiques élevés. Telle est la seule conclusion qu'il faut tirer des événements présents. Ce n'est absolument pas là un simple acte de foi naïf ou présomptueux. Le fait est que, depuis l'adoption de la loi sur le financement des partis politiques de René Lévesque, aucun député ou ministre de l'Assemblée nationale du Québec n'a été poursuivi pour un acte de corruption ou de malversation lié à des activités de financement politique. Il y a simplement eu quelques dérapages somme toute mineurs. Alors ce que Réné Lévesque nous a légué au chapitre de l'intégrité du processus politique, d'autres peuvent très bien le faire aujourd'hui. Il en ont le devoir.

Il est donc tout a fait possible d'agir honnêtement en politique et de maintenir le lien de confiance, présentement brisé, du citoyen à l'égard du processus politique et des valeurs fondamentales de la vie démocratique. C'est la seule chose qui importe dans les présentes circonstances. Encore faut-il que le milieu politique soit pleinement conscient de la gravité de la situation et qu'il sache nous servir autre chose que les tristes et désolantes pirouettes politiciennes que l'on a vues jusqu'à maintenant à la Chambre des Communes. Ce rétablissement de la confiance du citoyen ne se fera cependant pas spontanément tant les présents dommages sont considérables. (...)

Ce n'est pas là, cependant, une raison de baisser les bras. L'enjeu est trop important pour le progrès de la société et le mieux être des gens. Reconnaissons simplement que tout n'est pas perdu puisque ce sont tout de même nos présentes et (imparfaites) institutions démocratiques —Parlement, vérificatrice générale, commission Gomery et presse — qui ont permis de débusquer les truands et leurs complices et qui les mèneront éventuellement à subir la sanction des tribunaux. Ce n'est pas rien.

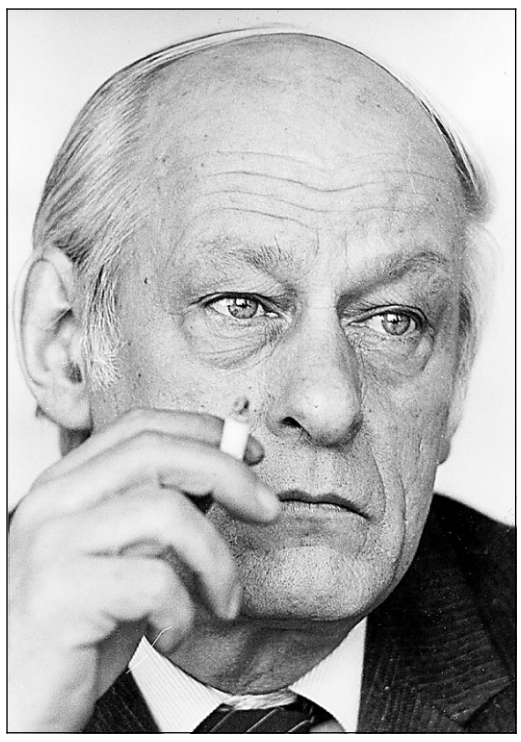


PHOTO ARCHIVES, LA PRESSE©

René Lévesque

Le citoyen n'acceptera jamais que de nouveaux truands en chemise de soie et à cravate Hermès puissent outrageusement s'enrichir à même les fonds publics.

Cependant, autant à Québec qu'à Ottawa, il faudra manifestement en faire davantage pour revoir et resserrer les méthodes et procédures de gouvernance et d'attribution de contrats. La présente crise aura au moins l'avantage de rappeler à nos dirigeants cette exigence première et permanente de leur métier, à savoir la bonne gestion des fonds publics. On ne pourra pas, par ailleurs, dans la perspective du rétablissement de la confiance du citoyen dans le processus démocratique éviter de réfléchir sur la situation objective des partis politiques.

Les partis politiques ont besoin d'argent pour jouer pleinement leur rôle dans la vie démocratique : congrès annuel, conseil régionaux, formation des membres, campagne électorale, publicité-médias, publications, administration... Tout cela coûte cher, extrêmement cher. Où trouver l'argent nécessaire ? De l'État ? Des membres du parti ? Du secteur privé ? À quel niveau ? Sous quels mécanismes de contrôle et de vérification ? La loi québécoise de René Lévesque apporte probablement les meilleures réponses que l'on puisse trouver à ces interrogations. Elle fournit certainement les garanties les plus sûres qui soient pour éviter les horribles dérapages qui ont eu cours sur la scène fédérale. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit absolument parfaite. Les allégations d'une possibilité pour les corporations privées de contourner la loi par le subterfuge des contributions individuelles remboursées sous forme de bonus ou autrement doivent certainement être examinées. Et, même plus, compte tenu des besoins financiers importants des partis, ne doit-on pas aller jusqu'à revoir l'interdiction faites aux personnes morales — compagnies, syndicats, coopératives... — de contribuer au financement des partis politiques avec, bien sûr, des mécanismes de divulgation impératifs et dans des limites raisonnables ?

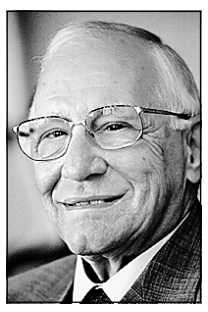
Une chose est sûre. L'argent est une réalité incontournable de l'activité politique. Il en faut. Il en faut beaucoup. On doit la trouver quelque part. Le citoyen comprend très bien cela. Il accepte même de faire sa part en contribuant au parti politique de son choix et en payant ses impôts à l'État. Le citoyen n'a, à cet égard, que très peu d'exigences, celle de transparence et de l'honnêteté.

Il n'accepte cependant pas — et il n'acceptera jamais — que de nouveaux truands en chemise de soie et à cravate Hermès puissent outrageusement s'enrichir à même les fonds publics en ayant un accès privilégié à l'État du simple fait de leur singulier soutien financier à un parti politique... ou à la cause fédéraliste !

Changer la loi

La législation qui visait à assainir les moeurs électorales québécoises n'est plus vraiment adaptée à notre époque

PIERRE-F. CÔTÉ



L'auteur a été directeur général des élections du Québec de 1978 à 1997.

Les récentes révélations qui ont été faites devant la commission Gomery, chargée d'enquêter sur le programme fédéral des commandites, semblent avoir jeté un sérieux doute sur l'efficacité des dispositions de la Loi québécoise sur le financement des partis politiques interdisant les dons des personnes morales (i.e., des entreprises). Il y a plus d'un quart de siècle que le Québec s'enorgueillit d'avoir l'une des lois les plus sévères et les plus démocratiques au monde en la matière.

Nous constatons maintenant que ce qui existe sur papier n'est pas toujours suivi dans la pratique et que le financement occulte des partis politiques que l'on pensait appartenir à une époque révolue ne semble pas avoir disparu pour autant. Faut-il vraiment s'en surprendre ?

La loi de 1978 qui visait à assainir les moeurs électorales québécoises n'est plus vraiment adaptée à notre époque. En effet, le financement populaire des partis politiques ne répond plus aux besoins financiers d'une campagne électorale où les poignées de main ont largement été remplacées par de coûteux temps d'antenne à la télévision.

Afin d'éviter ce retour en arrière, il est impératif de revoir le code d'éthique aux exigences duquel tous les hommes politiques, les fonctionnaires, les entreprises, les employés et les électeurs doivent présentement se conformer, afin de lui redonner la transparence et la vigueur qui ont déjà été la sienne. Si chacun balaie le devant de sa maison, comme le dit l'adage, le pays sera propre.

Et si l'on veut maintenir l'héritage de René Lévesque, qui fut à l'origine du contrôle du financement des partis politiques, il faudra donc procéder de toute nécessité à une mise à jour de nos lois électorales et surtout explorer de nouvelles avenues de financement des partis politiques. Il faudra, entre autres, améliorer certaines dispositions légales pour qu'aucun employé ne puisse de nouveau être forcé par son employeur de contourner la loi.

D'emblée, je crois que nous devrions résister à la tentation de demander à l'État d'augmenter ses contributions qui sont déjà fort substantielles afin d'éviter qu'il ne s'immisce davantage dans le fonctionnement même des partis. Ainsi, au cours des dix dernières années, la participation de l'État québécois aux partis politiques n'est pas descendue en bas de 43 % (en 1998) et a même atteint un « plafond » de 73,1 % en 1999. En 2003, année de la dernière élection générale, il se situait à 57,6 %.

Le financement populaire des partis politiques ne répond plus aux besoins financiers d'une campagne électorale où les poignées de main ont largement été remplacées par de coûteux temps d'antenne à la télévision.

Le temps est venu à mon avis — et il s'agit là d'une solution que j'ai proposée il y a déjà quelques années de cela — d'autoriser clairement et directement les « personnes morales » et non seulement les « personnes physiques » à contribuer financièrement aux partis politiques. On cesserait alors de faire l'autruche et de prétendre que les entreprises ne subissent pas de pressions, parfois fortes et répétées, de la part d'organisateurs politiques. Ces contributions devraient cependant être encadrées aussi strictement que possible par la Loi et des sanctions sévères et surtout coûteuses devraient être prévues.

Par exemple, un montant maximum pourrait être fixé à disons cinq fois le montant maximal annuel permis aux individus électeurs (actuellement de 3000 $). Ces dons corporatifs devraient obligatoirement être du domaine public. Les individus qui font des dons pourraient être obligés de divulguer le nom de leur employeur afin de pouvoir retracer toute tentative de dons corporatifs détournés. En fait, on pourrait même envisager que toutes les contributions des personnes morales soient déposées dans un compte en fiducie du Directeur général des élections qui en assurerait la répartition aux partis politiques selon les pourcentages obtenus lors de la dernière élection générale ; une formule qui est déjà utilisée pour déterminer la contribution annuelle de l'État aux partis politiques.

Ce serait là une façon pour les entreprises de faire une contribution civique au processus démocratique sans avoir à subir de pressions de la part des partis politiques. En effet, chacune de leurs contributions serait répartie aux différents partis politiques susceptibles de prendre le pouvoir et l'on s'assurerait ainsi que celles-ci ne soient pas versées dans l'expectative d'un retour d'ascenseur par le parti formant le gouvernement. Enfin, on pourrait réviser le multiplicateur des contributions individuelles à la baisse dans le cas de filiales d'entreprises québécoises afin de ne pas donner un avantage indu aux très grosses entreprises.

Toutes ces suggestions visent en d'autres termes à souligner que plusieurs mesures peuvent être prises dès maintenant pour réparer un système de financement des partis politiques qui est manifestement brisé et qui connaît une importante crise de crédibilité. Il est d'autant plus urgent d'adresser ce problème qu'il en pose un encore plus grand, soit la confiance désormais ébranlée des électeurs envers leurs dirigeants politiques, envers leur système électoral et envers les fondements démocratiques de leur société. Ces enjeux sont trop importants pour ne pas qu'on s'y attarde sérieusement.

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

Les devoirs, quossa donne ?



kgagnon@lapresse.ca
KATIA GAGNON

La semaine qui s'achève aura été celle d'un congé de devoirs et de leçons pour les écoliers québécois... et leurs parents. Car, il faut bien l'avouer, bien des parents ont poussé un soupir de soulagement à l'idée d'être exemptés de ce qui est parfois devenu une corvée quotidienne, voire un champ de bataille sur la table de cuisine. À la faveur de ce répit, une question s'est insidieusement glissée dans les esprits : mais ces devoirs, servent-ils vraiment à quelque chose ? Pour paraphraser Yvon Deschamps, les devoirs, quossa donne ?

La réponse à cette question n'est évidemment pas simple. Certains faits sont cependant têtus. **Un**, les parents ont beau râler contre les devoirs, ils en réclament. Une large majorité de parents (environ huit sur dix) tiennent à ce qu'on donne des devoirs à leurs enfants. **Deux**, les professeurs croient, à peu près dans les mêmes proportions, à l'utilité des devoirs. Le travail à la maison n'est cependant pas universel : certaines écoles ne donnent jamais de devoirs. **Trois**, plus ils avancent en âge, moins les écoliers font leurs devoirs. Au secondaire, les enseignants évaluent qu'un élève sur deux ne fait pas ses devoirs. Résultat : les élèves du primaire consacrent souvent plus de temps aux devoirs que ceux du secondaire.

Au primaire, on exagère généralement l'importance des devoirs.

Une situation paradoxale, puisque les études de pédagogues démontrent que l'impact des devoirs sur la réussite scolaire est directement fonction de l'âge. Plus l'élève approche de la fin du secondaire, plus les devoirs prennent de l'importance. Au primaire, on exagère généralement l'importance des devoirs. En fait, pour les petits, leur vertu ne résiderait pas tant dans la matière étudiée que dans les valeurs qu'on transmet aux enfants durant cette demi-heure de travail quotidienne : l'importance de l'école, la valeur de l'effort et le développement de l'autonomie. Souvent, les devoirs constituent aussi la seule façon pour les parents de suivre le cheminement scolaire de leurs enfants.

Le problème, c'est que pour une minorité de parents et de professeurs, les devoirs ont pris une telle importance qu'elle a perverti ces objectifs louables. Certains professeurs donnent trop de devoirs, se déchargeant ainsi d'une partie de l'enseignement. Les enfants, ensevelis sous les travaux, risquent d'être dégoûtés de l'école. Dans le même esprit, certains parents s'impliquent beaucoup trop. « Plus les parents aident, moins ils aident », résume une psychoéducatrice bien connue. Toute une « industrie » du devoir est née ces dernières années (cahiers d'exercice, cours privés, ressources Internet) pour répondre aux demandes légitimes des enfants en difficulté, mais aussi à celle de ces parents accros à la performance.

Mais il y a aussi l'autre extrême. Les parents qui se désintéressent totalement des devoirs, les enfants qui refusent de les faire, les professeurs qui abandonnent parce qu'il leur devient impossible de sévir si les trois quarts de leurs élèves ne mettent jamais le nez dans leurs livres à la maison.

Que conclure de ces réalités parfaitement contradictoires ? Qu'il est important d'établir, dès l'entrée à l'école, une routine du devoir. Rien n'interdit cependant, pour les plus jeunes, d'y inclure d'autres activités plus ludiques. Une demi-heure de pratique de lecture avec papa pour un petit de première année constitue un « devoir » agréable, aux fonctions tout aussi pédagogiques qu'une liste de mots à mémoriser. Une fois cela fait, il ne reste plus qu'à espérer que les habitudes établies au primaire portent leurs fruits au secondaire, une période où le contrôle parental est souvent, disons, nettement moins bien toléré...

Bulle pétrolière ?



mboisver@lapresse.ca
MICHÈLE BOISVERT

En décembre dernier, alors que les économistes des grandes institutions financières y allaient de leurs prévisions pour l'année 2005, le prix du pétrole était identifié parmi les facteurs de risques, c'est-à- dire parmi les éléments qui pouvaient faire mentir leurs pronostics. Sur ce dernier point, ils ont vu juste. Pour ce qui est de leurs estimations des prix du brut, les experts doivent faire preuve d'humilité et reconnaître que leur scénario d'un prix du brut variant entre 35 et 40 dollars US le baril ne tient plus.

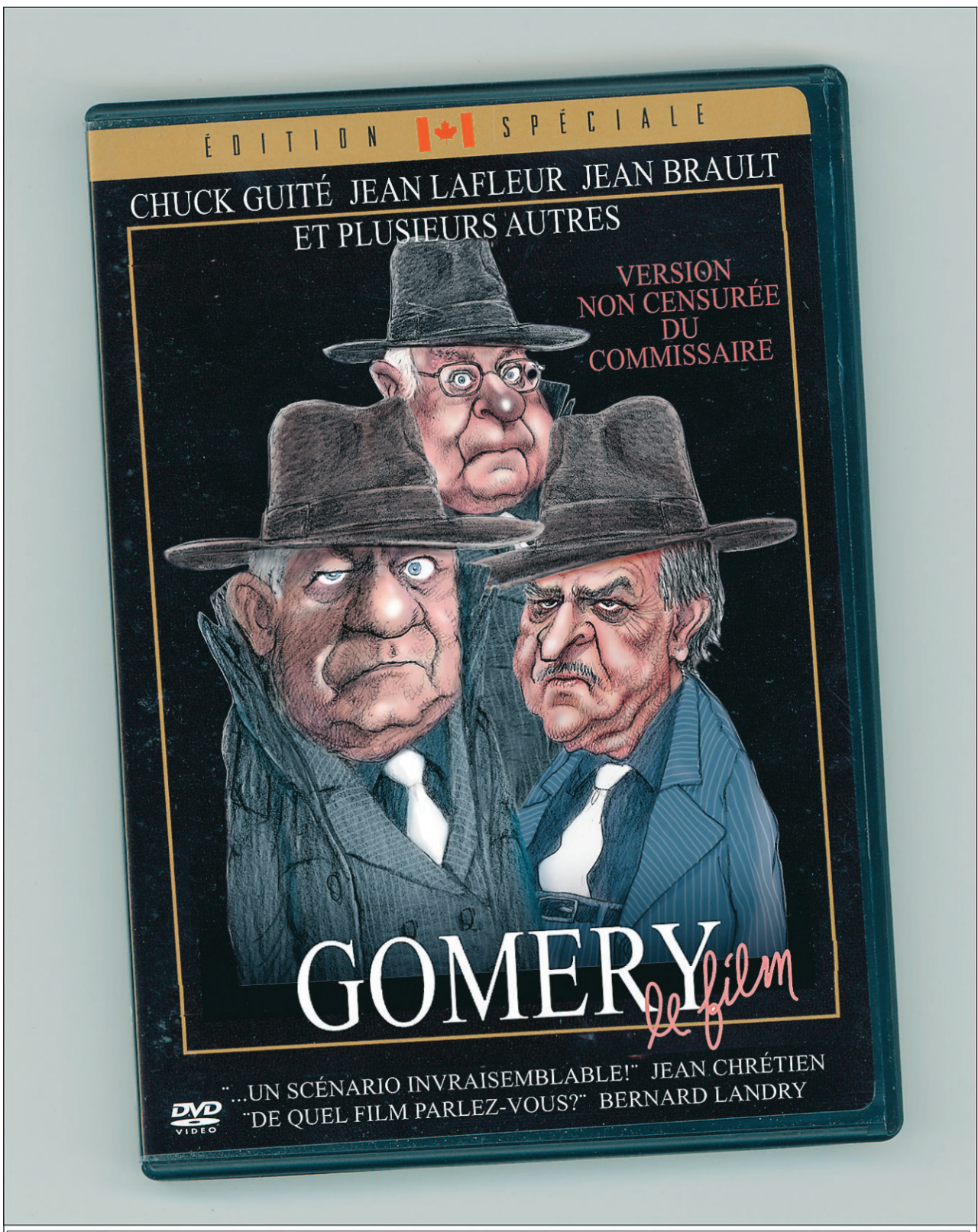
Après une accalmie au lendemain des élections américaines, les prix du pétrole ont en effet repris une courbe ascendante dès les premiers épisodes de froid, en janvier, un mouvement qui s'est amplifié avec le retour en force des spéculateurs et une demande qui ne cesse de croître pour une ressource limitée. Résultat : le prix du brut a fracassé de nouveaux records cette semaine, dépassant les 58 $ US le baril. Un mouvement de hausse qui soulève à la fois inquiétude et circonspection. Sommes-nous devant une flambée temporaire ou s'agit-il au contraire d'une tendance de fonds avec laquelle nous devrons composer ?

Si l'on se fie aux analystes de Goldman Sachs, une importante firme de courtage américaine, les prix du brut viennent d'entrer dans une spirale ascendante. Cette spirale devrait entraîner les prix du pétrole au-dessus des 100 $ le baril. Cette prévision a été corroborée cette semaine par Jeffrey Rubin, l'économiste en chef de Marchés mondiaux CIBC, qui estime lui aussi que le prix du baril atteindra les 100 $ d'ici 2010.

Si, pour certains, ces prévisions sont plutôt alarmistes, il apparaît cependant évident que les prix du pétrole vont demeurer élevés. Pourquoi ? Tout simplement parce que la demande en provenance de pays comme la Chine et l'Inde ira croissante. La Chine consomme aujourd'hui 6,4 millions de barils de pétrole par jour, ce qui place ce pays au deuxième rang derrière les États-Unis, une consommation qui devrait doubler d'ici 2020. On prévoit, par exemple, que le nombre de véhicules automobiles en Chine passera de 20 millions à 120 millions en 2020.

Cette pression constante sur la demande de pétrole pousse les pétrolières à se lancer dans une course aux réserves. C'est dans cette optique qu'il faut analyser l'achat de Unocal par Chevron Texaco, une transaction de près de 17 milliards $ US. Cette recherche de nouvelles sources d'or noir pousse également les pétrolières à investir des sommes colossales dans l'exploitation des sables bitumineux. L'Alberta, déjà extrêmement prospère, vit un véritable boom. On prévoit que 87 milliards de dollars seront investis dans le nord de cette province au cours de la prochaine décennie. Si elles croyaient que le prix du pétrole était pour s'effondrer, les pétrolières ne se lanceraient certainement pas dans de telles dépenses.

Alors que l'essence à un dollar est devenue réalité, la meilleure attitude à prendre est de diminuer notre dépendance face à cette forme d'énergie. C'est ce que les gouvernements, les entreprises et les particuliers ont été forcés de faire à la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Pas nécessaire d'attendre le prochain choc pour agir, il faut dès maintenant chercher à consommer plus intelligemment.



LES GRANDS PORTRAITS GUITÉ, LAFLEUR, BRAULT

serge.chapleau@lapresse.ca

DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Les libéraux indignes

Avec des amis comme ça, le Canada n'a pas besoin d'ennemis. Les libéraux sont vraiment un déshonneur pour toute la classe politique. Dans l'esprit de la Loi électorale, qui interdit à une personne de se présenter à un poste électif lorsqu'elle est reconnue coupable d'un acte criminel, c'est le Parti libéral du Canada au grand complet qui devrait être interdit pour les cinq prochaines années. Je crois de plus qu'il serait sage de rouvrir l'enquête sur l'Auberge Grand-Mère impliquant l'ancien premier ministre Jean Chrétien. Et d'en ouvrir une sur le programme de contrôle des armes à feu qui devait coûter 2 millions au départ et qui en a coûté jusqu'à maintenant plus de 2 milliards. Je suis d'accord pour payer des impôts, mais pas pour garnir les goussets du Parti libéral et des ses amis.

Yves Paquette
Rosemère

Pour un gouvernement de coalition

Devant l'ampleur du scandale des commandites, il devient de plus en plus évident que, moralement, le Parti libéral du Canada est inapte à gouverner ce pays. Malheureusement, si l'opposition le renversait en Chambre, il serait fort probablement réélu. Les conservateurs sont trop à droite. Le Parti libéral pourrait même être majoritaire avec comme résultat un cynisme incommensurable de la population canadienne à l'égard de la démocratie et du politique. Serait-il possible que les trois partis d'opposition battent le gouvernement minoritaire libéral en Chambre, et demandent de former un gouvernement de coalition pour une durée limitée, exemple pour un an, avant d'aller en élections.

Alain Lavallée
Longueuil

Et maintenant...

Il est facile et réconfortant de restreindre notre analyse des révélations de la commission Gomery aux agissements des politiciens et de leur entourage. Il nous faut cependant reconnaître que nous avons le système politique que l'on mérite. Le manque de financement des partis politiques en Occident et la piètre qualité d'une grande partie du personnel politique est la conséquence directe de notre désengagement politique massif. Nous sommes toujours disponibles pour réclamer nos droits démocratiques, mais nous déléguons les devoirs aux autres. À force de déléguer, il ne restera plus que des arrivistes et des extrémistes dans les formations politiques. Je milite au sein de partis politiques depuis plus de 25 ans, car je crois en la démocratie et je vous invite à le faire massivement. Ainsi, de l'intérieur, nous pourrons faire en sorte que nous aurons des partis honnêtes qui nous ressemblent.

Michel Marceau

Le devoir de réagir

Ça n'a tout simplement plus de bon sens d'être dirigés par des fraudeurs pareils qui semblent croire que notre argent est le leur !
Ce gouvernement doit absolument démissionner s'il lui reste un peu de dignité, ce dont je doute. De plus, ceux qui prendront la relève auraient tout intérêt à mettre en place un système d'une transparence réelle, qui permettra à tous les gens du peuple de savoir à quelles fins est dépensé notre argent et la possibilité de le vérifier. Peut-être que je rêve tout haut mais... quelqu'un m'a dit récemment « Tout seul nous n'avons aucun pouvoir mais, tous ensemble, nous avons un pouvoir inimaginable. » Alors, tous ensemble, réclamons donc ce qui nous appartient. Nous avons le devoir de réagir devant autant fourberies.

Pauline Bazinet



PHOTO CBC NEWS©

N'applaudissez surtout pas!

Que Jean Brault ait décidé de collaborer avec la commission Gomery en vidant son sac lors de son témoignage, c'est une chose, mais de grâce n'en faisons pas une victime et cessons d'applaudir, même cyniquement. L'heure est grave et les vraies victimes, ce sont nous, les contribuables. Non seulement parce qu'on nous a volé de l'argent, mais aussi parce qu'on ne pourra pas, à mon avis, incriminer directement ceux qui ont engrangé nos deniers dans les coffres du Parti libéral ou dans leurs propres goussets. Révoltant assurément, mais également enrageant de se savoir impuissant à faire coffrer non seulement les complices mais aussi les têtes dirigeantes. En bout de ligne, c'est cela qui mettrait un peu de baume sur nos blessures. Défaitiste ? Eh oui ! À moins que collectivement...

Danièle Gagnon

ACTUALITÉS

Pas de transport en commun lundi à Toronto?

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les Torontois vont passer la fin de semaine sans savoir s'ils auront un service de transport en commun lundi matin.

Hier, les employés syndiqués de la Commission de transport de Toronto (TTC), qui assure le service de métro, d'autobus et de tramway, ont rejeté la dernière offre patronale.

Un débrayage pourrait avoir lieu dès la semaine prochaine, forçant 1,4 million d'usagers chaque jour à trouver d'autres moyens pour se déplacer dans la ville la plus peuplée du pays.

« C'est avec le plus profond regret que je dois annoncer que nous allons retirer nos services à partir de lundi matin, a affirmé Bob Kinnear, président du Syndicat uni du transport, au cours d'une conférence de presse. Nous allons donner la fin de semaine à la Commission pour penser aux conséquences de son offre inadéquate. »

Cette remarque, et le fait que le président de la TTC, Howard Moscoe, se soit montré optimiste quant à la poursuite des négociations pendant la fin de semaine, ont toutefois laissé un peu d'espoir de voir les parties s'entendre avant l'heure de pointe de lundi matin.

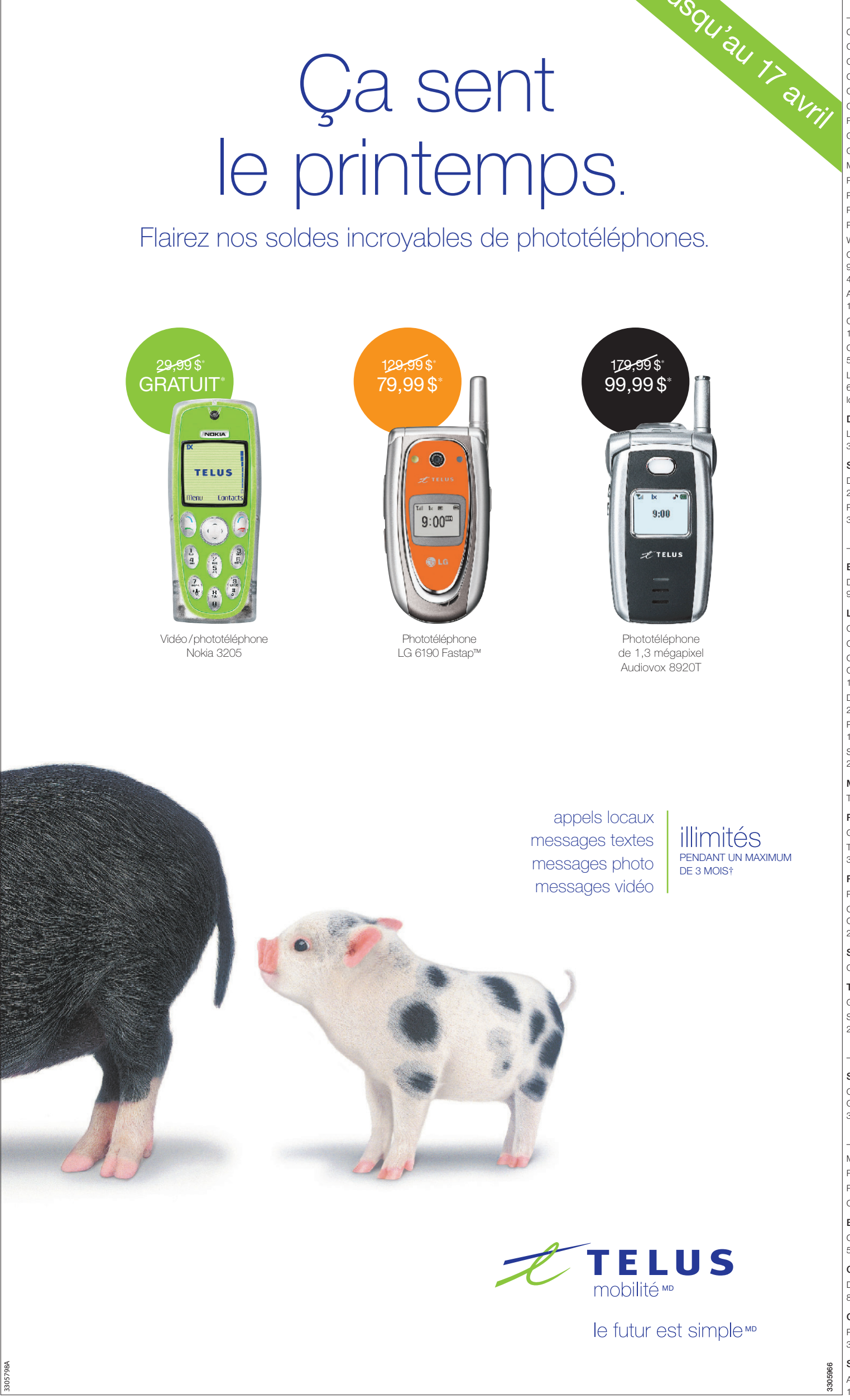
Offre de forfait

M. Moscoe a indiqué que la commission avait offert un forfait de 160 millions aux syndiqués, avec des augmentations salariales de 2,75 % la première année, 3 % la deuxième année et 3,25 % la troisième année. L'augmentation de la quatrième année du contrat serait négociée ultérieurement.

« Il n'y a plus d'argent », a-t-il dit.

Selon M. Kinnear, toutefois, la question salariale demeure litigieuse, de même que celle de la sous-traitance.





BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTRÉAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Lasalle
Place Versailles
Place Vertu
Westmount Mall

Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications Mobilenet
5165, ch. Queen-Mary
La Zone SCP
6321, route Transcanadienne, local 1470

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

Saint-Laurent
D2 Technologie Inc.
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radiocommunication
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Contact Com. D.L. Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radiocommunication Inc.
2304, Desserte Ouest autoroute 13
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche
Terrasses Mascouche

Repentigny
Galeries Rive-Nord
Technicomm
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L. Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno
Centre Jacques-Cartier

Belœil
Cellulaire +
559, boul. Laurier

Candiac
D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François Xavier

Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

Sainte-Julie
Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilite.com

FUTURE SHOP · BUREAU EN GROS · LA CABINE TÉLÉPHONIQUE · TelePlus · Humpty · BRAULT & MARTINEAU · the real Canadian Superstore · Home Hardware · Zellers

Offre valable jusqu'au 17 avril 2005 avec nouvelles mises en service seulement. Le prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. * Prix net en vigueur à la signature d'un contrat de 3 ans après rabais obtenu en magasin à l'achat ou crédit porté au compte sur un prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. † Le tarif mensuel de base des clients qui signent un contrat de 1, 2 ou 3 ans comprend les appels locaux, les messages textes, les messages photo et les messages vidéo illimités pendant 1, 2 ou 3 mois respectivement. La messagerie vidéo et la messagerie photo sont offertes avec certains téléphones seulement et dans les zones de service numérique 1X. Visitez telusmobilite.com pour obtenir tous les détails sur la couverture. Fastap est une marque de commerce de Digit Wireless, LLC. © 2005 TELUS Mobilité.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Les négociations reprennent entre les profs et le gouvernement

PRESSE CANADIENNE

FREDERICTON – Les négociations reprendront ce matin entre la Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick et le gouvernement de Bernard Lord.

« Comme je l'ai dit tout au long de la semaine, il y a eu des discussions informelles et nous reprenons les pourparlers de manière officielle demain (aujourd'hui) », a annoncé la ministre responsable du Bureau des ressources humaines, Rose-May Poirier, en début d'après-midi, hier.

La plus récente séance de négociation a duré un peu moins de 72 heures. Les enseignants avaient quitté la table des négociations, lundi, après y être retournés en matinée, samedi dernier.

Mme Poirier a refusé d'indiquer ce qui a provoqué la reprise des pourparlers. « Je ne peux discuter de ce qui se passe. C'est une situation très délicate. Chaque fois que nous parlons, c'est bon signe parce que ça signifie qu'il y a du progrès », a mentionné la ministre.

Les enseignants ont annoncé, jeudi, qu'ils allaient retirer à compter de mardi les services volontaires qu'ils donnent aux élèves. Cette accentuation des moyens de pression affectera notamment les services parascolaires comme, par exemple, les activités sportives et théâtrales à l'extérieur des heures normales de cours.

Le syndicat représente les 7600 professeurs du primaire et du secondaire.

Les salaires et la composition de la salle de classe sont les deux points en litige entre le gouvernement et les enseignants. Le syndicat réclame des augmentations de 15,5 % sur deux ans, une demande qualifiée d'« irréaliste et déraisonnable » par le premier ministre Bernard Lord. Le gouvernement proposerait plutôt 12 % sur quatre ans. Les professeurs ont le droit de grève depuis le 28 mars.

LA PRESSE AFFAIRES L'ESSENTIEL.
Tous les jours dans LA PRESSE

ANGLAIS
COURS AXÉS SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensif
matin, après-midi, soir, samedi
1 à 7 fois/sem. • 375 $/45 h*
COURS INTENSIF
de jour, 25 h/semaine
165 $ à 183 $/semaine*
* matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 $
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues
Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec
3256374 3286203
1160, boul. St-Joseph Est, 3e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com
Laurier

100$ DE RABAIS
avec achat de 1 000$ et plus
Reproduction de meubles d'époque
(sur mesure)
Armoire audio-vidéo
Mobiliers de salle à manger et de chambre.
Lampes et accessoires
3308403
Ouvert 7 jours
L'atelier des Compagnons
1269, rue Van Horne, Outremont
(514) 277-5772
Michelyne Basilières Inc.
436, rue Victoria, St-Lambert
(450) 465-8647

L'ÉVÉNEMENT PASSEZ À LA VITESSE

1 3 5
2 4 6

mazda

vroum-vroum

Obtenez un financement à l'achat à partir de

0 %†

AUCUN PAIEMENT AVANT 90 JOURS

au financement à l'achat††



Modèle GS illustré

mazda6 GS 4 CYL. 2005

LOUEZ À PARTIR DE

–OU– 259 $ par mois, pour 48 mois *
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 995 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

GAGNANTE
de plus de 100 prix internationaux.



Modèle GT illustré

MAZDA MPV GX 2005

LOUEZ À PARTIR DE

–OU– 325 $ par mois, pour 48 mois *
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 995 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

★★★★★
Indice de sécurité le plus élevé
lors d'essais de collision.♦



Modèle GX avec Groupe commodités illustré

MAZDA TRIBUTE GX 4 CYL. 2005

LOUEZ À PARTIR DE

–OU– 275 $ par mois, pour 48 mois *
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 995 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

« Le Tribute demeure un des meilleurs utilitaires de loisir sur le marché. »
L'Annuel de l'automobile 2005



Modèle B3000 Dual Sport illustré

MAZDA B3000 DUAL SPORT 2005

LOUEZ À PARTIR DE

–OU– 219 $ par mois, pour 48 mois *
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 1 995 $

0 $ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

Camionnette compacte importée
la plus vendue au pays depuis 18 ans**

mazda

www.mazda.ca

Vous trouverez beaucoup *plus* chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

PRÊT À ROULER INSPECTION EN 52 POINTS À LA LIVRAISON • PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE • GARANTIE LEADERSHIP MAZDA • RENSEIGNEZ-VOUS SUR NOTRE REMARQUABLE GARANTIE COMPLÈTE

†0 % de financement à l'achat aux particuliers jusqu'à 24 mois sur les Mazda6 2005 neuves, de 0 % jusqu'à 48 mois sur les Mazda MPV 2005 neuves et de 0 % jusqu'à 60 mois sur les Mazda Tribute et les camionnettes Mazda de série B. Financement consenti par la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. ††L'offre aux particuliers de « aucun paiement avant 90 jours » s'applique au financement à l'achat de toutes les Mazda 2005 et débute à la date de livraison du véhicule à l'acheteur. Le nombre de mensualités choisi par le client n'est pas réduit mais reporté de 3 mois. Aucun intérêt pendant les premiers 60 jours. Après cette période, le montant du capital ainsi que les intérêts devront être payés en fonction du terme prévu au contrat. *Taux de location personnalisée Mazda : offres portant uniquement sur la location au détail des Mazda6 GS 4 cyl. (G4SD55AA00), des Mazda MPV GX (UAXZ75AA00), des Mazda Tribute GX 4 cyl. 2005 (WSXD55AB50) et des camionnettes Mazda B3000 DS Dual Sport 4x2 (XCXB55AA00) 2005 neufs. Comptant initial ou échange équivalent et premier versement mensuel exigés. Aucun dépôt de sécurité requis. Offres soumises à l'approbation de Crédit Mazda Canada inc. Limite de 20 000 km par année. Frais de 8¢ le km additionnel à la fin du terme. Location avec limite de 25 000 km disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. ♦Essais menés sur la Mazda MPV 2005. La NHTSA a décerné à la Mazda MPV la cote la plus élevée aux essais de collisions frontales et latérales. **Rapports de l'AIAMC 1987-2004. Les modèles illustrés peuvent différer et sont utilisés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent louer à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offres d'une durée limitée à compter du 9 avril 2005.

PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLÔMÉS

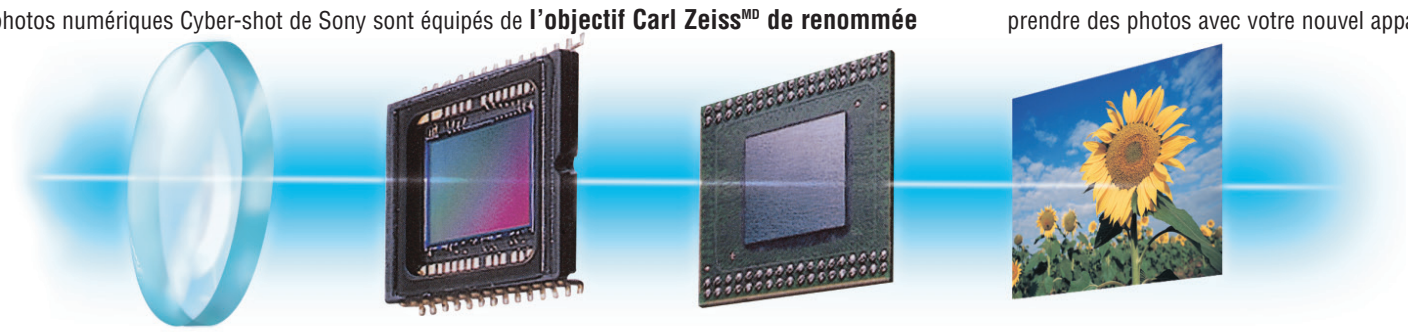
3307261A

Cyber-shot

SONY

la photographie numérique sans difficutés!

Leader de l'innovation numérique, l'appareil photo numérique Cyber-shot[MD] de Sony représente la solution de la photographie sans difficultés et des images sensationnelles, à tout coup. Sous leur allure somptueuse, les appareils photos numériques Cyber-shot recèlent les dernières percées technologiques de Sony. Notamment, la gamme unique Cyber-shot de Sony vous dispose d'un éventail de choix d'appareils photos numériques foisonnant de résolutions de **4 mégapixels et plus**. Le système **Real Imaging Processor** de Sony reproduit des couleurs plus naturelles, une qualité d'image supérieure, et une durée de réponse rapide. Le système Real Imaging Processor maximise également **l'autonomie prolongée STAMINA[MC]** de l'appareil photo, et réduit la consommation de 30%, permettant l'utilisation prolongée entre les recharges. De plus, les appareils photos numériques Cyber-shot de Sony sont équipés de **l'objectif Carl Zeiss[MD] de renommée mondiale** qui livre des photos claires, nettes et de qualité professionnelle, une pose après l'autre. Les nouveaux appareils photos Cyber-shot DSC-W5/W7 et DSC-S90/S60/S40 sont munis d'une **mémoire flash intégrée de 2 Mo** pour le stockage de secours, lorsque votre support Memory Stick[MD] est rempli. Resplendissant de couleurs vives et claires, davantage d'appareils photos numériques Cyber-shot sont aujourd'hui dotés d'un **ACL de 2,5 pouces** facilitant la visualisation lors de la prise de vue et la lecture des images saisies. Pour immortaliser vos moments préférés, **imprimez-les facilement** en raccordant votre appareil photo directement à une imprimante compatible avec PictBridge[MC], à l'aide du câble USB fourni avec l'appareil photo, sans l'aide d'un ordinateur. L'expertise et la minutie de la photographie numérique sans difficultés de Sony s'occupent de tous les détails – il ne vous reste qu'à prendre des photos avec votre nouvel appareil photo numérique Cyber-shot.



Objectif Carl Zeiss | DCC Super HAD | Circuit Real Imaging Processor | Meilleures images

ZEISS · STAMINA · PictBridge · mémoire interne 32MO



NOUVEAU

- Design facile à tenir, grand écran ACL de 2,5 po et saisie d'images de 7,2 mégapixels
- Système de puissance de batterie STAMINA[MC] offrant jusqu'à 380 poses ou 170 minutes[†] minutes[†] d'enregistrement ou de lecture avec les piles rechargeables NH-AA-DA fournies
- Objectif Carl Zeiss[MD] Vario-Tessar[MD] avec zoom optique 3x et zoom intelligent de 4,5x (à un réglage de 3 mégapixels)
- Mode d'exposition manuelle offrant un contrôle évolué
- Sélection de scènes à 6 modes offrant des paramètres automatiques pour une variété de conditions de prise de vues
- Compatible avec l'objectif de conversion



Appareil photo numérique Cyber-shot
DSC-W7 599,99 $*



NOUVEAU

- Le design classique du W5 combine le style d'un appareil photo télémètre traditionnel avec des fonctions haut de gamme, telles que le grand écran ACL de 2,5 po
- Objectif Carl Zeiss[MD] Vario-Tessar[MD] de 5 mégapixels avec zoom optique 3x
- Système de puissance de batterie STAMINA[MC] offrant jusqu'à 420 poses ou 210 minutes[†] minutes[†] d'enregistrement ou de lecture avec les piles rechargeables NH-AA-DA fournies
- Mode d'exposition manuelle offrant un contrôle évolué
- Sélection de scènes à 6 modes offrant des paramètres automatiques pour une variété de conditions de prise de vues
- Compatible avec l'objectif de conversion



Appareil photo numérique Cyber-shot
DSC-W5 449,99 $*



Également offert en argent.

NOUVEAU

- Design ergonomique et confortable avec un grand écran ACL de 2,5 po
- Objectif Carl Zeiss[MD] Vario-Tessar[MD] de 4 mégapixels avec zoom optique 3x
- Système de puissance de batterie STAMINA[MC] offrant jusqu'à 470 poses ou 250 minutes[†] d'enregistrement ou de lecture avec les piles rechargeables NiMH
- Mode d'exposition manuelle offrant un contrôle évolué avec la vitesse d'obturateur ajustable et le contrôle d'ouverture
- Compatible avec la station d'accueil optionnelle Cyber-shot[MD] Station pour le transfert facile des photos pendant que la pile de l'appareil photo se recharge
- Compatible avec l'objectif de conversion



Appareil photo numérique Cyber-shot
DSC-S90L 399,99 $*



NOUVEAU

- Design ergonomique et confortable avec un grand écran ACL de 2,0 po
- Objectif Carl Zeiss[MD] Vario-Tessar[MD] de 4 mégapixels avec zoom optique 3x
- Mode d'exposition manuelle offrant un contrôle évolué avec la vitesse d'obturateur ajustable et le contrôle d'ouverture
- Compatible avec la station d'accueil optionnelle Cyber-shot[MD] Station pour le transfert facile des photos pendant que la pile de l'appareil photo se recharge
- Compatible avec l'objectif de conversion



Appareil photo numérique Cyber-shot
DSC-S60 349,99 $*

- DCC Super HAD[MC] de 1/2,7 po, de haute qualité, zoom optique 3x, objectif Carl Zeiss[MD], et système Real Imaging Processor[MC] ultra rapide saisit de superbes images de 4,1 mégapixels, à tout coup
- Longueur focale de 32 mm à 96 mm, équivalant à un appareil photo analogique de 35 mm
- Film MPEG VX, en mode Standard/Fine avec audio, saisit des vidéoclips audio/vidéo VGA (640 x 480), avec une fréquence de cadres élevée (jusqu'à 30 cadres par seconde)
- Technologie PictBridge[MC] facilitant l'impression sur les imprimantes compatibles sans l'aide d'un ordinateur
- Sélection de scènes à 6 modes offrant des paramètres automatiques pour une variété de conditions de prise de vues

Appareil photo numérique Cyber-shot
DSC-S40 279,99 $*

NOUVEAU





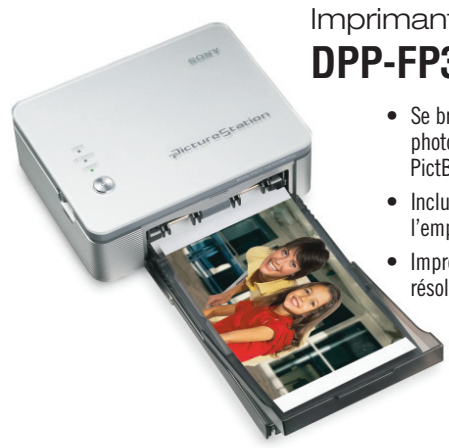


Cyber-shot Station optionnelle pour DSC-S90/S60
CSS-SA 109,99 $*

Les appareils photos numériques Cyber-shot DSC-S90/S60 se reposent facilement sur la Cyber-shot station CSS-SA. Cette connexion instantanée vous permet de facilement transférer les images de votre ordinateur, de les visualiser sur votre télé, et de recharger les batteries dans votre appareil photo simultanément. La batterie NP-NH25 fournie possède une autonomie prolongée, et permet plus de 500 poses.



Imprimante photo numérique
DPP-FP30 199,99 $*



- Se branche directement à votre appareil photo par USB, grâce à la technologie PictBridge[MC]
- Inclut 40 feuilles de papier - prête à l'emploi!
- Impression de tons continus de haute résolution avec 16,7 millions de couleurs

PictBridge

AVENIR DES ENFANTS™ une éducation en prime

Sony du Canada ltée est une partenaire fière du programme Avenir des Enfants. Renseignez-vous au site **www.avenirdesenfants.ca.**

Pour les coordonnées votre détaillant Sony autorisé le plus proche, veuillez visiter **www.fr.sonystyle.ca**

©[MC] Sony, Cyber-shot, Memory Stick, STAMINA, HAD, NightShot, InfoLITHIUM, PictBridge et Picture Package sont des marques de commerce de Sony. Carl Zeiss et Zeiss sont des marques de commerce de Carl Zeiss. Les représentations sur ACL sont simulées. Caractéristiques et spécifications sujettes à changer sans préavis. † Basé sur les directives de mesures CIPA. *Prix de détail suggérés par le fabricant seulement. Les prix des détaillants peuvent varier. S.E.O.

Incomparable[mc]

3307501A

ACTUALITÉS



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Rome était transformée en chapelle à ciel ouvert, hier, pour les funérailles de Jean-Paul II. Une vingtaine d'écrans géants retransmettant les funérailles avaient été installés dans les places, près des églises, dans certains lieux d'accueil des pèlerins et même à l'aéroport. Dans les environs de la place Saint-Pierre, plus de 600 000 fidèles s'étaient entassés pour rendre hommage à Jean-Paul II.

Un million de pèlerins rendent hommage à Jean-Paul II

STÉPHANE PAQUET
ET MATHIEU PERREAULT

ENVOYÉS SPÉCIAUX
ITALIE

ROME — Des chants, des prières, beaucoup d'applaudissements et la dépouille du pape reposant dans un cercueil de bois tout simple : les funérailles de Jean-Paul II ont donné l'occasion à des fidèles de réclamer qu'on le sacre saint sur-le-champ.

« Santo ! Santo subito ! (faites-le saint tout de suite) », scandait par moments la foule immense, alors que les cloches de la basilique résonnaient dans le ciel nuageux de Rome, où les drapeaux polonais n'avaient peut-être jamais été si nombreux à flotter.

La campagne de canonisation rapide a été lancée par les Focolari, un mouvement laïque, a expliqué un Brésilien de 24 ans rencontré au cirque Maxime. « En théorie, nous devons tous crier le slogan quand nous entendrons qu'ils le crient à la place Saint-Pierre, pour que le cri vienne de partout à Rome, a-t-il expliqué. Au début de l'Église, les saints étaient nommés par le peuple de Rome. »

Dès le début de la cérémonie, le cercueil de bois est apparu sur le parvis de la basilique Saint-Pierre, et la foule a longuement applaudi, une façon pour elle de dire merci à son pape. Des dignitaires, laissant tomber le protocole, ont suivi, a constaté *La Presse*, qui se trouvait non loin du parvis. Seulement pendant l'homélie du cardinal allemand Joseph Ratzinger, les applaudissements ont interrompu la lecture à 13 reprises, notamment quand les souffrances de Jean-Paul II ont été mentionnées.

« Santo ! Santo subito ! (faites-le saint tout de suite) », scandait par moments la foule immense, alors que les cloches de la basilique résonnaient dans le ciel nuageux de Rome.

Saint-Esprit

Le vent, assez fort par moments, faisait voler les surplis pourpres des cardinaux, donnant l'impression d'un tableau qui pourrait être peint dans un des dômes au Vatican. Le meilleur des metteurs en scène aurait difficilement pu offrir de plus belles images. Quand un Évangile a été posé sur le cercueil, le vent a fait tourner ses pages. « Le vent est une image très puissante pour l'Église, parce qu'il symbolise le souffle de Dieu et le Saint-Esprit », a expliqué Donald Tremblay, un prêtre du diocèse de Saint-Jérôme qui fait partie de la délégation officielle québécoise.

Dans son homélie, Mgr Ratzinger a insisté sur la façon dont Jean-Paul II avait transformé son Église. « Son amour du verbe, de la poésie, des lectures, fut une part essentielle de sa mission pastorale et a donné une nouvelle fraîcheur, une nouvelle actualité, un nouvel attrait à l'annonce de l'Évangile, même lorsque ce dernier est signe de contradiction. »

Faisant souvent allusion aux paroles et aux gestes célèbres du pape, il a expliqué que ces paroles et ces gestes continuaient d'avoir une certaine vérité, même après sa mort. « Jean-Paul II nous regarde maintenant de la fenêtre de la maison du Père, il nous voit et il nous bénit », a-t-il par exemple dit. Le père Tremblay s'est déclaré « agréablement surpris » de constater que Mgr Ratzinger, qui a une réputation d'intellectuel, ait fait une homélie si « pastorale ».

Dès le début de la cérémonie, le cercueil de bois est apparu sur le parvis de la basilique Saint-Pierre, et la foule a longuement applaudi, une façon pour elle de dire merci à son pape.

Le premier ministre Charest, qui se trouve à Rome pour l'occasion, a apprécié l'homélie prononcée par le doyen des cardinaux. « C'était très émouvant, a-t-il commenté, une cérémonie empreinte de dignité. »

« Cet homme qui est allé à la rencontre des peuples de son vivant, aujourd'hui, ce sont ces peuples qui sont venus à lui », a résumé la députée Fatima Houda-Pepin, particulièrement émue, elle qui vient de perdre son mari.

De toute la délégation québécoise, c'est toutefois le maire de Montréal, Gérald Tremblay, qui semblait le plus touché : « Je viens de vivre la journée la plus émouvante de ma vie », a-t-il dit. Il a vu dans les cris de la foule une façon de dire aux dignitaires qu'il fallait comprendre le message du pape. « On ne réfléchit jamais à ce qui est important. »

Rues désertes

Rome était transformée en chapelle à ciel ouvert, hier, pour les funérailles de Jean-Paul II. Une vingtaine d'écrans géants retransmettant les funérailles avaient été installés dans les places, près des églises, dans certains lieux d'accueil des pèlerins et même à l'aéroport. À certains de ces endroits, des prêtres donnaient l'eucharistie. Ainsi, il y avait 10 000 personnes devant la cathédrale de Saint-Jean-de-Latran, autant au cirque Maxime, où 1000 jeunes avaient passé la nuit, et 50 000 au campus universitaire de Tor Vergata, en banlieue, où des tentes avaient été dressées pour les pèlerins par les autorités italiennes. Plus de 600 000 fidèles se trouvaient dans les environs de Saint-Pierre.

Les rues avaient leur aspect du dimanche. « Ça m'a pris seulement 15 minutes, trois fois moins qu'à l'habitude, pour aller au bureau », a commenté Veniero, jeune ingénieur, l'un des rares Romains qui n'avaient pas pris congé (les autorités ont interdit les voitures sur l'autoroute périphérique entre 2 h et 18 h, hier). Seuls les scooters, les taxis et les transports en commun avaient droit de cité. Le corso Vittorio Emmanuele, qui va de la place Venezia au Tibre, était complètement réservé aux voitures officielles amenant les dignitaires vers Saint-Pierre.

Certains magasins étaient « fermés pour cause de deuil », d'autres avaient abaissé à moitié leur rideau de fer en signe de respect.

Conformément à ses dernières volontés, Karol Wojtyla a été inhumé à même la terre, sans sarcophage. Son corps repose dans la crypte située sous la basilique Saint-Pierre. L'Église polonaise a envoyé une poignée de terre polonaise, ce qui respecte son souhait, brièvement évoqué puis renié dans son testament, d'être enterré dans son pays natal.

Le conclave qui lui choisira un successeur débutera le lundi 18 avril.

L'influence de Mgr Pietro Marini

ROME — Entre l'homélie et l'eucharistie, une demi-douzaine de couples des quatre coins du monde, vêtus en habits traditionnels de leur pays, ont porté le pain et le vin au cardinal Joseph Ratzinger, qui célébrait les funérailles, pour qu'il les bénisse.

Cet épisode de la messe de 14 h 30 en dit long sur l'influence du maître des cérémonies pontificales, Pietro Marini. Mgr Marini a graduellement incorporé des éléments de diverses cultures dans le rituel catholique, pour que les fidèles d'une religion de plus en plus planétaire se sentent les bienvenus. En ce sens, les funérailles d'hier constituaient le couronnement de sa carrière.

Mardi, quand il a rencontré les médias pour expliquer les funérailles, Mgr Marini — l'ecclésiastique de 63 ans se tenait toujours derrière le pape durant les messes — a éclaté en sanglots. Il était le cérémoniaire de Jean-Paul II depuis 1983.

La fin de la messe a aussi été marquée par des « suppliques orientales » prononcées par les patriarches, les archevêques et les métropolites des Églises catholiques de rite oriental, qui gardent certains traits de l'Église orthodoxe, mais reconnaissent l'autorité du pape. Là aussi, l'influence oecuménique de Mgr Marini était sensible.

« À la messe de béatification de mère Teresa, en 2002, de la musique indienne sur cithare avait été jouée », explique Robert Gahl, un prêtre qui enseigne à l'Université Santa Croce, gérée par l'Opus Dei. « Et à la fin du synode pour l'Océanie, en 1998, les hommes et les femmes du choeur dansaient légèrement en chantant. Pour Jean-Paul II, comme pour Mgr Marini, il est important d'accueillir certains traits des cultures locales. »

Mais certains cardinaux ont critiqué la tenue des choristes,jugée un peu trop dévêtue. Des observateurs y avaient vu une critique de Mgr Marini.

OBSÈQUES DE JEAN-PAUL II

ÉCHOS DE ROME

Bernard Law revient

Le cardinal Bernard Law, l'ex- archevêque de Boston qui avait démissionné durant le scandale de pédophilie en 2002, célébrera l'une des neuf messes funèbres en l'honneur du pape, la semaine prochaine. Le choix de Mgr Law a indisposé plusieurs catholiques américains, rapporte la presse des États-Unis. Signe qu'il s'agit d'une question délicate, l'archevêque de Québec, Marc Ouellet, à qui un journaliste a demandé de commenter le choix de Mgr Law, jeudi en conférence de presse, n'a pas voulu faire de commentaires.

Pas de dégel entre l'Iran et Israël

Le président iranien Mohammad Khatami a « vivement démenti » les informations des médias israéliens selon lesquelles il avait serré la main et parlé brièvement au président israélien Moshé Katzav au Vatican lors des obsèques de Jean-Paul II, a rapporté aujourd'hui l'agence officielle Irna. Selon la presse israélienne le président israélien, d'origine iranienne, aurait échangé quelques mots en persan avec le président Khatami à l'issue de la cérémonie au Vatican. Les deux hommes auraient bavardé quelques minutes, évoquant leur lieu de naissance commun en Iran, la ville de Yazd, située près d'Ispahan, dans le centre de l'Iran.
AFP

La Chine en colère

Le gouvernement chinois a protesté contre la présence du président de Taiwan, Chen Shuibian, aux funérailles de Jean-Paul II à Rome. Des médias avaient avancé cette semaine que la Chine enverrait peut-être une délégation aux funérailles, ce qui signifierait un certain rapprochement avec le Vatican, le seul pays européen à reconnaître Taiwan plutôt que la Chine. Le principal point de désaccord entre les deux pays est la nomination des évêques, qui est présentement faite par le gouvernement chinois.

Rumeurs, rumeurs

Jean-Paul II a beau être déjà enterré, les rumeurs concernant sa mort ne se sont pas tues. Jeudi soir, dans un comptoir de pizza à emporter du quartier Mostacciano, en banlieue de Rome, deux carabiniers discutaient de la date de son décès. « J'ai un ami qui travaille à la sécurité à Saint- Pierre, et il m'a assuré que le pape est mort le vendredi », disait l'un d'eux à son collègue. Le décès de Jean-Paul II est survenu le samedi 2 au soir, selon le Vatican. Les rumeurs ont la couenne dure à Rome.

Quelques chiffres

Les funérailles ont réuni des centaines de milliers d'anonymes, mais aussi :
> 17 rois, reines ou princes régnants ;
> 57 chefs d'États ;
> trois princes héritiers ;
> 17 chefs de gouvernement ;
> 24 ambassadeurs ;
> 142 dignitaires catholiques non romains et chefs d'autres religions.

Bourrasque cardinalice



PHOTO JASPER JUINEN, ASSOCIATED PRESS ©

Le vent, assez fort par moments hier, a fait voler les surplis pourpres des cardinaux, donnant l'impression d'un tableau qui pourrait être peint dans un des dômes au Vatican. Dans une mise en scène inespérée pour les fidèles présents, le vent a également fait tourner les pages d'un Évangile posé sur le cercueil du pape.

« Un pape est mort, on en fait un nouveau »

CHRISTIAN SPILLMANN
AGENCE FRANCE-PRESSE

CITÉ DU VATICAN – L'Église catholique a enterré hier son 264e pape, Jean-Paul II, dans la crypte de la basilique Saint-Pierre. Ses cardinaux doivent désormais élire son successeur.

« Un pape est mort, on en fait un nouveau », ont coutume de dire les Romains. Mais, de l'avis général, la succession de Jean-Paul II sera difficile, car ce pape charismatique venu de Pologne, qui a régné pendant plus de 26 ans, a marqué l'Histoire.

Lorsque Karol Wojtyla, cardinal de Cracovie, a été élu pape le 16 octobre 1978, l'Église catholique était en crise. Malgré son immense popularité, il est mort sans avoir su ou pu remédier à cette situation. « L'Église est une barque qui prend l'eau de toutes parts », a déploré à Pâques son ami, le très conservateur cardinal allemand Joseph Ratzinger, dans les méditations qu'il a rédigées à la demande de Jean-Paul II pour la cérémonie du chemin de croix.

La mort du pape ouvre une période d'incertitude et une lutte sourde a commencé pour lui désigner un successeur.

Un conclave a été convoqué pour le 18 avril, au cours duquel 116 électeurs en âge d'y prendre part vont tenter de trouver l'élu. À l'exception de Mgr Ratzinger et du cardinal américain William W. Baum, nommés par Paul VI, tous doivent leur pourpre cardinalice à Jean-Paul II.

Les *papabili* sont légion et les pronostics vont désormais bon train. Mais le résultat final déjoue presque toujours les prévisions. « Qui entre pape au conclave en sort cardinal », dit le proverbe.

Selon les experts du Vatican, les premiers tours de scrutin devraient opposer un pays, l'Italie, forte de 20 cardinaux électeurs, à un continent, l'Amérique latine, qui compte, elle, 21 électeurs.

Mais les deux camps ne sont pas homogènes et les 75 autres « princes de l'Église » auront leur mot à dire.

L'influence des « faiseurs de pape » est considérable. L'un d'eux sera Joseph Ratzinger. Son intervention a été décisive en 1978 pour faire élire Karol Wojtyla, devenu le premier pape non italien depuis 455 ans et surtout le premier pape slave.

Car si le conclave est régi par des dispositions écrites très strictes, il répond également à des règles tacites. L'une d'elle veut que l'élu ne soit pas originaire de l'une des puissance économiques ou militaires mondiales. Sont ainsi écartés les Américains, mais aussi les Allemands et les Français.

Entre les obsèques de Jean-Paul II et le début du conclave va s'ouvrir pour les cardinaux un « préconclave », une période de discussions intenses et laborieuses pour définir le profil idéal du nouveau pape.

« Pour l'instant, on découvre les règles du jeu », confiaient jeudi quelques cardinaux, un peu effrayés par le poids de leurs responsabilités, alors que l'hommage des foules au pape défunt semblait les presser de trouver un successeur de même stature.

À partir du 18 avril, ils vont être enfermés dans la chapelle Sixtine, contraints au secret absolu sur leurs délibérations. Il voteront au rythme de deux scrutins le matin et de deux autres l'après-midi.

Leur accord sera annoncé par un petit filet de fumée blanche et, pour éviter le doute, les cloches de Saint-Pierre sonneront la bonne nouvelle.

Au XXe siècle, les conclaves n'ont pas excédé quatre jours. Le plus bref, pour l'élection de Pie XII en mars 1939, n'avait duré que 24 heures.

Le plus âgé des cardinaux, le Chilien Jorge Arturo Medina, viendra ensuite au balcon de la basilique et prononcera la fameuse formule en latin « *Habemus Papam* » (« Nous avons un pape ») avant de présenter l'élu au monde.

DES INVITÉS ÉMUS

Il n'y a pas que la foule rassemblée sur la place Saint-Pierre qui était émue ; les dignitaires l'étaient aussi. Voici quelques commentaires recueillis tout de suite après les obsèques de Jean-Paul II. Notons que le premier ministre Paul Martin a préféré ne pas s'adresser aux journalistes, de peur que le scandale des commandites ne le rattrape à Rome.

« On sentait beaucoup la ferveur populaire pendant la cérémonie. »
— soeur Nicole Fournier, Accueil Bonneau

« C'était très impressionnant. La foule l'a emporté sur la réserve des dignitaires. »
— Louise Harel, représentante de l'opposition à Québec

« C'est un événement triste et beau en même temps. C'est la fin d'une vie très importante. Il a vécu une vie de solitude, pas une vie facile. »
— Stephen Harper, chef de l'opposition à Ottawa

« C'était grandiose et, en même temps, il y avait ce petit cercueil en bois. Il lègue un héritage pour au moins une génération, sinon plus. »
— Mario Dumont, chef de l'Action démocratique du Québec

« J'admire l'homme parce qu'il ne s'est pas laissé emprisonner ici, au Vatican. Il est allé voir ses paroissiens partout. »
— père Emmett Jones, Le Bon Dieu dans la rue

— Propos recueillis par Stéphane Paquet

Économisez avec les bas tarifs d'Air Canada pour les grandes villes nord-américaines.

Canada – Tarifs Tango, ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

HALIFAX	TORONTO	WINNIPEG	EDMONTON CALGARY	VANCOUVER
119$	119$	149$	209$	239$

États-Unis – Tarifs ALLER SIMPLE de Montréal à partir de :

NEW YORK	RALEIGH-DURHAM	BOSTON	MIAMI / TAMPA FORT LAUDERDALE	SAN FRANCISCO
120$	141$	149$	196$	235$

Réservez sur **aircanada.com** et obtenez un mille Aéroplan[MD] pour chaque tranche de trois dollars dépensés pour vos voyages au Canada et aux États-Unis.

Vous pouvez téléphoner à votre agent de voyages, ou à Air Canada au 1 888 247-2262.
Gagnez du temps ! Pour tous nos vols, vous pouvez vous enregistrer et imprimer votre carte d'accès à bord sur **aircanada.com**

AIR CANADA

MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE



Un billet acheté auprès du bureau des réservations d'Air Canada coûtera 5$ additionnels par personne (non remboursables, taxes en sus). Service aux personnes malentendantes (ATS) : 1 800 361-8071. Destinations canadiennes : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Pour voyager les mardis, mercredis et samedis seulement. Les billets doivent être achetés au plus tard le 13 avril 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 15 juin 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les assurances, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 6 $, ne sont pas inclus. Destinations américaines : le supplément des frais de carburant est maintenant inclus dans tous nos tarifs. Les tarifs sont basés sur un aller simple. Les billets doivent être achetés au plus tard le 11 avril 2005. Les voyages doivent prendre fin au plus tard le 17 juin 2005. L'achat à l'avance peut être requis. Les taxes, les redevances de navigation de NAV CANADA, les frais d'aménagement aéroportuaire et le droit pour la sécurité des passagers du transport aérien, jusqu'à 12 $, ne sont pas inclus. Les tarifs publiés ne sont pas offerts pour les voyages entre le 27 et le 30 mai 2005. Destinations canadiennes et américaines : les billets sont non remboursables. Les tarifs sont en vigueur au moment de la publication et applicables aux nouvelles réservations seulement. Le nombre de places est limité et fonction de la disponibilité. Des restrictions quant aux jours et aux heures peuvent s'appliquer. Les tarifs peuvent différer selon la date de départ et de retour. Un séjour minimal ou maximal et d'autres conditions peuvent s'appliquer. À moins d'avis contraire, les vols peuvent être assurés sur des appareils d'Air Canada, de la société en commandite Jazz Air (faisant affaire sous le nom d'Air Canada Jazz[MC]), de United Airlines, de SkyWest ou d'Air Wisconsin (faisant affaire sous le nom de United Express). [MC]Air Canada Jazz est une marque de commerce d'Air Canada. [MD]Aéroplan est une marque déposée d'Air Canada.

OBSÈQUES DE JEAN-PAUL II

Les Polonais disent adieu



AGNÈS GRUDA
ENVOYÉE SPÉCIALE
POLOGNE

CRACOVIE — Des centaines de milliers de Polonais, peut-être plus d'un million, n'ont pas hésité à faire 30 heures de route pour assister aux funérailles du pape Jean-Paul II à Rome. Ils étaient encore plus nombreux à suivre cette cérémonie dans les rues et grandes places des principales villes de Pologne, de la côte Baltique jusqu'à Cracovie, dans le Sud.

Vingt-six salves d'artillerie, une pour chacune des années du pontificat de Jean-Paul II, ont retenti à Varsovie à 10 h du matin, hier, alors que débutaient les funérailles. Au même moment, dans la ville côtière de Szczecin, les navires de la marine militaire ont fait hurler leurs sirènes. En mode plus mineur, des scouts polonais ont souligné l'événement devant un grand lac des Tatras, les montagnes du sud du pays où Karol Wojtyla avait l'habitude de faire ses randonnées.

À Cracovie, où Karol Wojtyla a vécu de l'âge de 18 ans jusqu'à son départ pour le Vatican, 40 ans plus tard, c'est une fois de plus dans le grand parc de Blonia que les fidèles ont afflué pour faire leurs adieux au pape.

La veille, une messe en plein air y avait réuni plus d'un million de personnes pour une célébration qui s'est prolongée jusqu'au petit matin. Les tulipes blanches et les jonquilles, représentant les couleurs du Vatican, avaient un air flétri hier matin. Et les bougies placées en croix un peu partout dans le parc avaient en partie fondu.

Vingt-six salves d'artillerie, une pour chacune des années du pontificat de Jean-Paul II, ont retenti à Varsovie à 10 h du matin, hier, alors que débutaient les funérailles.

Hier matin, environ 800 000 fidèles de Cracovie mais aussi d'ailleurs en Pologne, sont revenus vers ce parc où ils avaient rencontré le pape à chacun de ses voyages dans son pays natal.

Ils lui disaient merci pour le rôle qu'il a joué dans la libération de la Pologne. Mais parmi les fidèles, plusieurs se rappelaient les messages de ses derniers pèlerinages, où il appelait la Pologne à faire bon usage de sa liberté.

Au milieu de la foule, hier, il y avait un groupe de supporters des deux équipes de football de la ville, Cracovia et Wisla. Chose impensable il y a à peine une semaine, ils sont venus ensemble et portaient une seule pancarte qui affirmait : « Merci, Cracovia et Wisla réconciliées ».

La trêve dans les relations entre les fans des deux équipes, qui sèment la terreur dans certains quartiers de Cracovie, dure depuis la messe de réconciliation de lundi soir. Va-t-elle se prolonger ? « Oui, je suis certain, je l'espère », a souhaité hier un jeune homme affublé du foulard rouge et blanc de Cracovia. Comme pour lui donner raison, les deux groupes ont marché plus tard en soirée, main dans la main, de la grande place du Marché jusqu'au parc de Blonia.

« J'aimerais bien que la trêve dure », disait Izabela Sliwa, une Cracovienne venue assister à la cérémonie d'hier avec ses deux garçons de 6 et 10 ans. Elle ne parlait pas seulement de la paix entre les deux clubs de football, mais de l'esprit de réconciliation nationale qui a marqué cette semaine de deuil. « Nous écoutons le pape depuis longtemps, mais on dirait que c'est seulement aujourd'hui que l'on commence à comprendre ce qu'il disait, qu'il faut faire attention aux autres, bien traiter les gens souffrants », a confié Mme Sliwa.

Un climat particulier règne en Pologne depuis une semaine, une sorte de temps suspendu, comme si la vie tournait au ralenti. Même la criminalité a baissé de 30 %, selon la police. La jeune mère de famille espère que cet état se prolongera encore un peu mais craint que, à la fin, « ceux qui s'entretuaient ne recommencent à s'entretuer ». Y compris les deux clubs de football.

Krystyna Pelczer, jeune retraitée venue suivre les funérailles avec son neveu de 19 ans, voit les choses plus positivement. « Jean-Paul II a semé la graine, vous voyez, elle commence à germer », disait-elle en montrant la foule.

Les fidèles réunis à Blonia ont suivi la cérémonie sur quatre écrans géants, dans le silence et le recueillement. Sur la scène, un siège vide : celui dans lequel Jean-Paul II avait l'habitude de s'asseoir lorsqu'il venait à Cracovie.

Le soir, ils sont revenus une nouvelle fois à Blonia pour y entendre un ultime hommage à Jean-Paul II : le *Requiem* de Mozart, interprété par l'orchestre philharmonique de Cracovie.

Quelques autres messes et cérémonies sont prévues pour les jours qui viennent. Mais dès la semaine prochaine, la vie reprendra son cours. La télévision reprendra sa programmation habituelle, les horaires des spectacles reviendront à la normale, et les pèlerins devront rentrer au bureau. Après une semaine de deuil, les Polonais espèrent que l'état de grâce qu'ils ont le sentiment d'avoir vécu ne s'évanouira pas dès lundi matin.



PHOTO PIER PAOLO CITO, ASSOCIATED PRESS

Faisant souvent allusion aux paroles et aux gestes célèbres du pape, le cardinal Joseph Ratzinger (au centre) a expliqué que ces paroles et ces gestes continuaient d'avoir une certaine vérité, même après sa mort. « Jean-Paul II nous regarde maintenant de la fenêtre de la maison du Père, il nous voit et il nous bénit », a-t-il dit dans son homélie.



BMW Série 5

www.bmwmontreal.ca

Le plaisir de conduire.MC

Montréal
BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest
Automobiles Jalbert
16710, autoroute Transcanadienne
Kirkland
(514) 695-6662
(514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

Laval
BMW Laval
2450, boul. Chomedey
(450) 682-1212
(514) 990-2269
www.bmwlaval.com

Rive-Sud
Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

Les taux de location sont ceux offerts par Services Financiers BMW sur approbation de crédit uniquement quant au modèle BMW 530i 2005 en inventaire. Le PDSF pour le modèle 530i 2005 BMW de base est de 66500$. *Pour une location de 39 mois comportant une mensualité de : (i) 669$, un montant de 10345$ est exigé à la signature du contrat de location, (ii) 763$, un montant de 7049$ est exigé à la signature du contrat de location, (ii) 855$, un montant de 3847$ est exigé à la signature du contrat de location (ces montants incluent le dépôt requis, les frais de transport et de préparation, un dépôt de sécurité, l'enregistrement d'une hypothèque mobilière ainsi que la première mensualité). Le taux de location applicable est de 3,5 %. Les frais d'administration du concessionnaire sont facturés selon le concessionnaire et s'ajoutent aux sommes dues à la signature du contrat. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance, les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 37905$. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépôt/la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué est de 20000 km ; 0,25$ du kilomètre excédentaire. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité. Le véhicule doit être livré au plus tard le 31 mai 2005.

3303755A

ENCAN DE SUCCESSION
DE GRANDE VALEUR

Collection partielle d'oeuvres d'art originales
appartenant à un médecin plasticien réputé
Comprenant des biens de propriété privée
Oeuvres d'art originales - Mobilier de luxe

Picasso Degas
Chagall Dali
Miro Matisse



Studio de l'artiste de Picasso

AU PRESTIGIEUX
LE FONTAINEBLEAU CLUB DE GOLF
1, BOUL. DE FONTAINEBLEAU
BLAINVILLE, QUÉBEC

LE DIMANCHE 10 AVRIL À 14 H
Ouvres en montre à partir de 13 h

OEUVRES ORIGINALES DE CALIBRE INVESTISSEMENT
Lithographies signées de Chagall tirées de son oeuvre «Dessins de la Bible». Très rares gravures originales de Degas. Lithographies signées de Picasso. Lithographies signées de Matisse. Oeuvres signées originales de Dali. Oeuvres du Groupe des Sept et autres oeuvres originales de calibre investissement

3307640A

Mobilier incrusté de très haut de gamme: tables de salle à manger, 10 et 12 chaises, ensembles de canapés et de causeuses, mobilier sculpté de Chippendale, armoires, tables basses, secrétaires, piédestaux, mobiliers de style Louis XV de sources variées seront liquidés en même temps que des tableaux en provenance de musées et des carpettes et tapis persans et iraniens noués à la main, notamment des Tabriz, Meshed, Kashan, Heriz, Bokhara, Hamadan, Bachtiar et autres de maîtres tisserands venant d'ailleurs. Également : des bronzes classiques d'intérieur et d'extérieur.

Pour s'y rendre, de Montréal :

Prenez l'autoroute 15 Nord, puis l'autoroute 640 Est, sortie no 24, chemin du Bas / Ste-Thérèse. Tournez à droite à l'arrêt, puis encore à droite à l'arrêt suivant, sur le boulevard des Châteaux et continuez jusqu'au club de golf.

3307640

UN JOUR SEULEMENT
NATIONAL ESTATE - HOMESTYLE FURNISHINGS
RENSEIGNEMENTS : (210) 288-2999
TOUTES VENTES FINALES. CONDITIONS : COMPTANT, CHÈQUE CERTIFIÉ, VISA, INTERAC. COMMISSION D'ACHAT DE 10% PLUS TOUTES TAXES APPLICABLES. ENCANTEURS CAUTIONNÉS ET DÉTENANT UN PERMIS.

MONDE

Irak: Jaafari prépare un gouvernement de technocrates

SAM DAGHER
AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Le premier ministre irakien désigné, le chiite Ibrahim Jaafari, entamait hier ses consultations pour former un gouvernement de technocrates au passé irréprochable, se donnant deux semaines pour cette tâche.

Parallèlement, les chiites d'Irak célébraient l'anniversaire de la mort du prophète Mahomet en 632 et des milliers d'entre eux se dirigeaient à pied vers la ville sainte de Najaf où est enterré le cousin du prophète Ali, au sud de Bagdad. De son côté, la minorité catholique d'Irak a pu suivre à la télévision les funérailles du pape Jean-Paul II, pour qui des messes ont été dites, notamment à Kirkuk, à 250 km au nord de Bagdad.

Ces événements religieux n'ont pas effacé la violence : trois religieux chiites ont été tués hier par des tireurs embusqués à l'entrée sud de Bagdad, selon la police et, selon l'armée américaine, un GI a été tué par un engin explosif dans la région de Kirkuk (Nord). Mais un Irakien, enlevé le 17 mars à Bagdad, a annoncé avoir été libéré hier par ses ravisseurs, alors que, selon la police, un chauffeur routier turc grièvement blessé la veille dans un attaque est mort.

Chef du parti chiite Dawa, M. Jaafari a été nommé premier ministre jeudi par le Conseil présidentiel, la plus haute autorité de l'État, formée du président kurde Jalal Talabani et des vice-présidents Ghazi al-Yaouar et Adel Abdel Mahdi.

Il a exprimé « l'espoir de terminer la formation du gouvernement d'ici deux semaines », ajoutant qu'il serait « particulièrement attentif à ce que les portefeuilles ministériels soient tenus par des technocrates très efficaces et honnêtes, en tenant compte de leur passé et de leurs capacités de travail ».

Le nouveau premier ministre se donne deux semaines pour former son cabinet

Il a assuré qu'il « prendrait en compte la variété démographique de l'Irak », en référence aux différentes communautés. Dans un signe d'ouverture aux Arabes sunnites, grands perdants des élections qu'ils ont largement boycottées, il a offert de « travailler en confiance » avec eux.

Il a ajouté que son gouvernement s'efforcerait de ramener la sécurité « afin de fixer en retour un calendrier pour le retrait des forces » étrangères.

La candidature de M. Jaafari était présentée par l'Alliance unifiée irakienne (AUI), première formation parlementaire avec 146 députés et grand vainqueur des élections générales du 30 janvier.

Un des proches de M. Jaafari et député de l'AUI, Jawad al-Maliki, a indiqué qu'un quart des quelque 30 postes ministériels prévus iraient aux femmes.

Selon lui, la liste de l'AUI aura les postes importants des Finances, de l'Intérieur et du Pétrole, et la coalition kurde prendra les portefeuilles des Affaires étrangères et « pourrait avoir celui de la Planification comme lot de consolation pour n'avoir pas eu celui du Pétrole » qu'elle réclamait.



PDSF du Tucson GL V6 à traction intégrale montré : 27 145 $. *PDSF du Tucson GL 4 cylindres : 19 995 $. Frais de transport, de préparation, d'assurance, d'enregistrement, d'immatriculation et toutes taxes en sus. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule.

64 JOURNALISTES. 0 MAUVAISE CRITIQUE.

Association des Journalistes Automobile du Canada

Le tout nouveau Tucson.
Gagnant du prix du meilleur nouveau véhicule hybride 2005 de l'AJAC.
Il est vôtre à partir de seulement 19 995 $*.

HYUNDAI

3308539

3299855A

MONDE

Mort de Zahra Kazemi : Téhéran s'en lave les mains

LAURA-JULIE PERREAULT

Loin d'accéder à la requête du Canada, qui demande une expertise médico-légale sur les restes de la photojournaliste Zahra Kazemi à la suite des révélations-chocs d'un médecin iranien, le ministère des Affaires étrangères de l'Iran, Kamal Kharazi, se lave les mains de l'affaire et renvoie son vis-à-vis canadien à la justice iranienne.

« C'est la justice qui est chargéedu dossier de Mme Kazemi. Toute demande dans ce dossier sera transmise à la justice », a dit M. Kharazi à certains médias iraniens au sujet de la demande du Canada, tout en mettant en doute la parole du médecin iranien, maintenant réfugié au Canada.

En Iran, contrairement au gouvernement, dominé par les réformistes, le pouvoir judiciaire est aux mains des éléments les plus conservateurs du régime des ayatollahs. C'est cette justice qui a acquitté le seul suspect du meurtre, en 2003, de Zahra Kazemi et déclaré que cette dernière était morte accidentellement à la suite d'une grève de la faim, niant du coup tous les résultats des enquêtes réalisées par les réformistes.

Pettigrew excédé

La réponse du ministre Kharazi à l'appel téléphonique de son homologue canadien n'a toujours pas été transmise par les voies officielles, mais, hier, Pierre Pettigrew ne cachait pas son exaspération :

« Nous ne sommes pas surpris de lire la réponse des Iraniens dans les médias de Téhéran. Cela s'inscrit dans un comportement systématique de dissimulation en provenance des autorités iraniennes. »

Cette semaine, le ministre des Affaires étrangères a dénoncé les « mensonges » et le « double discours » de Téhéran au sujet de la mort, en juillet 2003, de la photojournaliste montréalaise de 54 ans. Le Canada soutient qu'elle a été torturée à mort dans la prison d'Evin, où elle a été détenue pendant trois jours pour avoir pris des photos de manifestants.

Hier, les Affaires étrangères ont aussi répondu aux autorités iraniennes, qui mettent en doute la crédibilité du Dr Shahram Aazam. Le médecin iranien a affirmé la semaine dernière qu'il avait observé des marques de torture sur le corps de la photojournaliste quand cette dernière a été transportée à l'hôpital Baghiatollah, où il travaillait dans la nuit du 26 au 27 juin 2003. L'infirmière qui travaillait avec lui a aussi décelé les traces d'un viol brutal.

« Les Iraniens affirment que le Dr Aazam n'a jamais travaillé à cet hôpital. Mais le Dr Aazam nous a donné des documents prouvant qu'il était le médecin de garde aux urgences le soir du meurtre », a souligné M. Pettigrew.

La Presse a obtenu les documents fournis par le médecin iranien. Le premier, qui émane de l'infirmerie de l'hôpital Baghiatollah, démontre que le médecin travaillait dans la nuit du 26 juin. Le second est signé par un brigadier de l'armée iranienne et recommande l'embauche du Dr Aazam aux urgences de ce même hôpital en 2000.

« Ces nouveaux éléments sont très embarrassants pour les autorités iraniennes », souligne-t-on au ministère des Affaires étrangères. La position de M. Kharazi ne semble pas faire l'unanimité dans le clan réformiste.



PHOTO JUAN BARRETO, AFP

Les partisans du maire de Mexico, Manuel Lopez Obrador, ont envahi le centre de la capitale hier pour l'appuyer après avoir appris que le Parlement l'avait dépouillé de son immunité, décision qui le prive aussi de ses fonctions de maire. M. Obrador, de centre-gauche, est donné favori par les sondages pour la prochaine présidentielle.

MEXICO

Le « maire des pauvres » est écarté

FRÉDÉRIC FAUX
COLLABORATION SPÉCIALE

MEXICO — « C'est le maire des pauvres que l'on veut écarter du pouvoir, c'est presque un putsch... » Eugenio Carasco, retraité d'un quartier populaire de Mexico, n'a pas caché sa colère face au coup reçu par le maire de la ville, Andres Manuel Lopez Obrador, alias AMLO. Jeudi, après 10 heures de débat, les députés de la Chambre mexicaine ont en effet décidé de lever son immunité, par 367 voies contre 127. « Tout ça pour l'empêcher d'être président », affirme Eugenio.

Ce séisme politique est l'épilogue d'une faute minime commise dans une banlieue de Mexico mais toujours niée par l'administration d'AMLO : celle-ci n'aurait pas respecté une décision de justice lui imposant en 2001 de suspendre la construction d'une voie d'accès à un hôpital, le terrain ayant été exproprié dans des conditions litigieuses. Dans un pays où la corruption fait disparaître des milliards de pesos, cette affaire de voirie peut sembler bénigne, mais ses conséquences vont lourdement peser sur la vie politique du pays.

« Dans l'immédiat, cela veut dire qu'AMLO perd son mandat de chef de gouvernement du district fédéral, souligne Rafael Segovia, professeur de science politique au Collège de Mexico... La procédure judiciaire qui s'ensuivra l'empêchera d'autre part de briguer tout mandat ».

Quelques heures auparavant, au cours d'un rassemblement de 150 000 de ses partisans organisé sur la place du Zocalo, où se tournent toutes les grands pages politiques du pays, Andres Manuel Lopez Obrador, figure de proue du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), avait officiellement déclaré sa candidature aux présidentielles de juillet 2006, pour lesquelles il est donné gagnant avec 15 points d'avance.

Andres Manuel Lopez Obrador promet de briguer la présidence, même s'il doit le faire de la prison

Un enjeu qui explique la mobilisation de ces derniers jours, pendant lesquels affiches, bracelets, foulards ou t-shirts de soutien à AMLO se sont vendus à tous les coins de rue. Une campagne relayée par des annonces télévisées, des grèves de la faim ou la mobilisation d'intellectuels dénonçant « une fraude électorale anticipée » destinée à écarter celui qui pourrait faire basculer le Mexique à gauche pour la première fois de son histoire.

Celui que ses partisans présentent déjà comme le Lula ou le Chavez mexicain a en effet bâti sa popularité sur la mise en place de programmes sociaux et la rénovation urbaine d'une ville où s'entassent 8,5 millions d'habitants. Prônant la « priorité aux pauvres », il a également imposé une austérité quasi monastique à son gouvernement.

Une politique que soutiendraient 80 % des habitants de Mexico et que sont venus défendre les manifestants du Zocalo, comme Eugenio, qui comme tous les plus de 70 ans bénéficie d'une pension de solidarité de 700 pesos (77 $) ; mais aussi comme cet hôtelier de la station balnéaire d'Acapulco, qui assure que les « capitalistes intelligents sont pour AMLO ».

« Même ceux qui ne sont pas de son bord pensent qu'il ne faut pas le priver d'élections, analyse Rafael Segovia. Lorsque le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) — qui avait régné 71 ans sur le pays — a été battu en 2000, les gens se sont remis à croire à la démocratie... Ils ne veulent pas que l'on revienne aux vieilles pratiques. »

Cet argument a été largement repris par le maire de Mexico, qui a accusé devant les députés le président Vicente Fox, au pouvoir depuis 2000, et le PRI, qui contrôle toujours la Chambre, d'être derrière cette « farce judiciaire ».

Pour Jorge Lara Rivera, député du PAN, le parti présidentiel d'inspiration libérale, la levée de l'immunité du politicien le plus populaire du Mexique n'en reste pas moins motivée par des considérations judiciaires. « Un homme qui manie un budget de huit milliards de dollars américains et qui dirige une des villes les plus grandes du monde se doit de respecter scrupuleusement la loi, explique-t-il.

Si le PAN et la chambre de commerce se sont aussitôt félicités de la levée de l'immunité d'AMLO, cette décision ne signifie pas pour autant la fin des hostilités. Hier, de nombreux éditorialistes mexicains soulignaient tous les avantages que le désormais candidat pourrait tirer de son nouveau statut de « martyr de la démocratie ».

« Il aime l'adversité et se sent à l'aise dans les mouvement sociaux, rappelle Rafael Segovia. Il l'a déjà montré lors des *marches sur la capitale* qu'il organisait de son état du Tabasco, au début de sa carrière politique. »

L'ex-maire de Mexico ne paraît en effet nullement démonté par cette sanction politique et judiciaire. AMLO, qui refuse de faire appel ou de payer une caution, s'exposant ainsi à une arrestation, a assuré qu'il serait candidat à la présidentielle même s'il doit le faire de sa cellule.

Rapprochement furtif d'Israël avec la Syrie et l'Iran

AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM — Les obsèques de Jean-Paul II ont été l'occasion d'un contact spectaculaire et sans précédent entre un président israélien et les chefs de deux États considérés comme les pires ennemis d'Israël : l'Iran et la Syrie.

À l'issue de la cérémonie au Vatican, le président israélien Moshe Katzav, d'origine iranienne, a échangé quelques mots en persan avec le président de la République islamique d'Iran, Mohammad Khatami.

M. Katzav a également serré la main à deux reprises au président syrien Bachar al-Assad qui était assis juste derrière lui dans le carré des personnalités sur la place Saint-Pierre.

Ces deux prises de contact, à ce niveau, constituent un précédent dans l'histoire des relations entre Israël, la Syrie et la République islamique d'Iran.

Toutefois, à son retour en Israël, le président Katzav a tenu à en réduire la portée. « Lorsque les chefs d'État se rencontrent, tous se serrent la main. Je ne pense pas que l'on puisse dire que la glace a été brisée et je n'accorde pas à ces échanges de politesse une signification politique », a déclaré le président israélien à sa descente d'avion, venant de Rome, cité par le journal en ligne du Yédiot *Aharonot*.

Damas est officiellement en état de belligérance avec Israël depuis sa création en 1948, alors que Téhéran, depuis la proclamation de la République islamique en avril 1979, ne reconnaît pas l'existence de l'État hébreu et prêche même sa destruction.

accueil | vols | forfaits | hôtels | voitures | aubaines | activités | cartes



Notre grand solde Vacances en Europe est commencé.

En ce moment, nous vous offrons, à prix avantageux, des forfaits pour Londres, Paris, Rome, Venise, Barcelone, Copenhague, Prague et plein d'autres destinations à visiter en Europe. Réservez avant le 29 avril, pour des séjours entre le 1er mai et le 31 août 2005, et économisez gros.

Expedia.ca MC

C'est un départ. MC

Des questions? Vous pouvez nous téléphoner 24 heures par jour, 7 jours par semaine.

© 2002 Expedia Canada Corp. Tous droits réservés. Expedia, Expedia.ca, le logo Expedia sont des marques ou des marques déposées de Expedia, Inc., au Canada et aux Etats-Unis.

3300787A

3308275

MONDE

EN BREF

YÉMEN

Affrontements

L'armée contrôlait hier les positions d'un mouvement rebelle dans les montagnes du nord-est du Yémen, après deux jours de violents combats dans lesquels 70 extrémistes et un nombre indéterminé de soldats ont été tués, a-t-on appris de sources tribales. Les soldats continuaient néanmoins de ratisser le secteur dans la province de Saada, à la recherche des principaux chefs de guerre du mouvement islamiste zaïdite des « Jeunes Croyants ». d'après AFP

ÉTATS-UNIS

Dialogue accru

Washington et Pékin vont engager des « discussions régulières de haut niveau », traduisant la volonté américaine d'intensifier le dialogue avec une Chine en pleine expansion. « Cela reflète le rôle croissant que joue la Chine en Asie et dans le monde, aux Nations unies, ainsi que sur beaucoup de questions internationales » comme le dossier nucléaire nord-coréen. AFP

Fièvre de Marburg : urgence en Angola

L'ONU sollicite immédiatement 3,5 millions de dollars pour trois mois

AGENCE FRANCE-PRESSE

LUANDA — L'épidémie de fièvre de Marburg en Angola est pire que toutes celles causées par le virus Ebola, a estimé hier l'ONU, qui a lancé un appel à des fonds d'urgence d'un montant de 3,5 millions de dollars pour trois mois afin de contrôler la propagation de cette fièvre hémorragique mortelle.

« Marburg est une fièvre hémorragique très grave, plus grave qu'Ebola », a déclaré Allarangar Yokouibd, expert de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), agence spécialisée de l'ONU.

« Il est clair que cette épidémie est sans précédent pas seulement en Angola, mais partout. C'est l'épidémie de fièvre hémorragique la plus grave jusqu'à présent », a ajouté Pierre-François Pirlot, coordinateur résident des activités de l'ONU en Angola, lors d'une conférence de presse au siège des Nations unies à Luanda.

L'épidémie de Marburg, virus de la même famille qu'Ebola, dont le foyer a été localisé dans la province de Uige (Nord, frontalière de la République démocratique du Congo-RDC), touche sept des 18 provinces d'Angola, avec un total de 174 morts sur 200 cas recensés, selon le dernier bilan diffusé jeudi soir par le ministère angolais de la Santé et l'OMS.

« Nous avons eu plusieurs épidémies d'Ebola dans la région, la pire en Ouganda. Mais même en Ouganda, la létalité n'était pas aussi élevée que celle de Marburg en Angola, qui a dépassé les 80 % », a précisé M. Yokouibd.

L'épidémie « va empirer avant de s'améliorer », avait affirmé Anarfi Asamoa-Baah, directeur-général adjoint de l'OMS pour les maladies contagieuses, présent en Angola à l'occasion jeudi de la Journée mondiale de la santé.

La courbe « du bilan des morts et des cas n'a pas atteint son pic », avait-il expliqué, déplorant la précarité des infrastructures sanitaires de cette ancienne colonie portugaise dévastée par 27 ans de guerre civile, finie il y a à peine trois ans.

« Tout le monde doit être en alerte. Pas seulement les autres provinces en Angola, mais tous les pays frontaliers comme la Namibie, le Congo, la République démocratique du Congo et la Zambie », avait-il ajouté.

Un expert de l'Organisation mondiale de la santé juge Marburg plus grave qu'Ebola

La RDC est déjà « en état d'alerte générale ». Le Congo et le Gabon ont mis en alerte leurs réseaux de surveillance épidémiologique. Sao Tome et Principe comme le Kenya, pourtant éloignés, ont pris des mesures de prévention.

L'expert de l'OMS a expliqué hier que Marburg se transmet par « tous les fluides corporels : sang, selles, urine, salive, vomi... y compris la sueur et les larmes si on touche un malade », mais « pas par voie aérienne comme la tuberculose ».

En lançant l'appel de fonds, le Bureau de coordination de l'assistance humanitaire de l'ONU (Ocha) a souligné que l'argent financerait des équipements de protection pour les personnels hospitaliers, des désinfectants, des sacs étanches pour les cadavres et des trousses de secours d'urgence.

Marburg, virus rare et peu connu, a pris les scientifiques de court en Angola. Les premiers décès sont survenus en octobre 2004. Le ministère de la Santé a pour la première fois, le 18 mars dernier, fait état de l'épidémie avec 87 morts alors attribués à « une fièvre hémorragique d'origine inconnue ».

Ce n'est que le 22 mars que le virus — découvert en 1967 à la suite de la contamination d'employés d'un laboratoire de la ville allemande du même nom par des singes verts venus d'Ouganda — a été identifié en Angola après analyse au Centre de contrôle des maladies (CDC) d'Atlanta, aux États-Unis.

Ford

VÉHICULE À USAGES MULTIPLES

ET TOUT L'ESPACE DONT VOUS RÊVEZ.



FORD FREESTAR 2005

UN MINIFOURGON TRÈS SPACIEUX

19 995 $



- Moteur V6 de 4,2 L (couple de 263 lb-pi à 3 650 tr/min)
- Boîte automatique
- Volume de charge de 780 L – supérieur à celui de la Dodge Caravan
- Bancaché 3 places repliable à plat dans le plancher
- Climatisation

ford.ca

Ford

Bien pensé

1000$ DE REMISE AUX DIPLÔMÉS

Photos à titre indicatif seulement. Transport (1 150 $), immatriculation, assurances et taxes en sus. Offre d'une durée limitée. Votre conseiller Ford peut vendre moins cher. Tous les détails chez votre conseiller Ford.

3304891A

3304901